

LES ENQUÊTEURS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

DE 1830 A 1837

L'INFLUENCE AMÉRICAINE SUR L'ÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE EN FRANCE

THÈSE

*pour le Doctorat d'Université
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

ROBERT G. MAHIEU



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

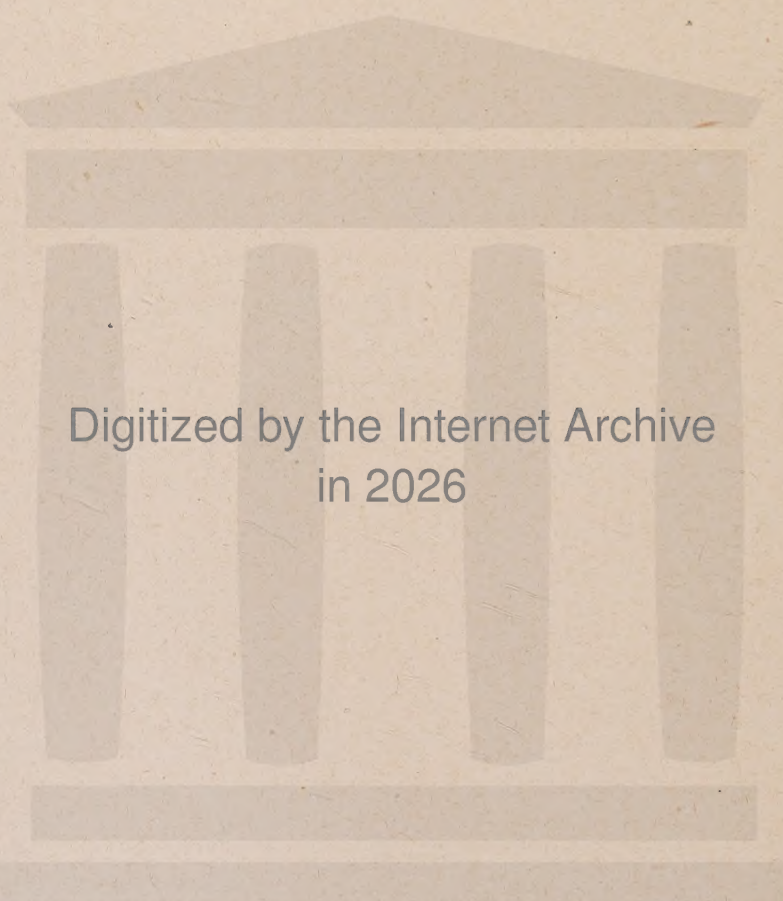
5, QUAI MALAQUAIS, VI^e

— 1934 —

LES ENQUÊTEURS FRANÇAIS

AUX ÉTATS-UNIS

DE 1830 A 1837



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551811_0007

LES ENQUÊTEURS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

DE 1830 A 1837

L'INFLUENCE AMÉRICAINE SUR L'ÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE EN FRANCE

THÈSE

*pour le Doctorat d'Université
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris*

PAR

ROBERT G. MAHIEU



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, VI^e

— 1934 —



INTRODUCTION

Parler de l'Amérique vers la fin du 18^e siècle, c'est pour le grand public évoquer Chateaubriand, c'est-à-dire un élève de Rousseau « éprouvant Outre-Océan la double déception d'une grande aventure manquée et d'une découverte en porte-à-faux. Le passage Nord-Ouest, l'« homme de la nature », qu'il était dur de remplacer cela par le romanesque des *Natchez* et par la stylisation documentaire du *Voyage* ! »

Chateaubriand a dû ressentir les attaques de ceux qui, dès 1827, dans l'*American Quarterly Review*, et en 1828, dans la *Foreign Review*, éprouvaient des doutes sur la véracité de ses randonnées en Amérique, puisque bientôt il prend soin d'ajouter dans la conclusion de son *Voyage en Amérique* : « Si je revoyais aujourd'hui les États-Unis, je ne les reconnaîtrais plus ; là où j'ai laissé des forêts, je retrouverais des champs cultivés ; là où je me suis frayé un chemin, je voyagerais sur de grandes routes ». Chateaubriand avait raison. L'Amérique avait subi une transformation rapide, du moins à l'Est, car les solitudes de l'Ouest attendaient encore la hache du pionnier.

Mais Chateaubriand est un cas isolé. La première découverte de l'Amérique date de 1780. Aux impressions des Enthousiastes de 1780 succède bientôt une nouvelle mise au point, plus calme, plus nette, celle des Émigrés de 1792. Deux grands noms remplissent cette période, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt et Talleyrand.

« M. de Liancourt est ici », (à Philadelphie) écrivait Talleyrand à Madame de Genlis, « faisant des notes, demandant des pièces, écrivant des observations, et plus questionneur mille fois que le voyageur inquisitif dont parle Sterne¹ ». Il nous a laissé « huit

1. Cité par LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, Paris, Payot, 1930, chap. IX, p. 186.

méticuleux et lourds volumes sur l'Amérique ¹ ». Talleyrand, lui, beaucoup moins prolixe dans ses écrits, domine tous ses contemporains, la Rochefoucauld-Liancourt et Volney, « par l'ampleur de ses vues comme par l'éclat de ses peintures ² ». Jugement exagéré comme le prouve M. Baldensperger. Malgré sa perspicacité Talleyrand est resté « fermé... par son incurable cynisme, à l'idéal humanitaire de la jeune Amérique,... ³ ». Il a découvert ainsi que nous le verrons plus loin l'Amérique pratique, « le culte de l'entreprise, la lutte pour la fortune et le succès, l'absence de vraies nuances dans la sociabilité... Il n'a su découvrir, ni la vigueur de la foi démocratique, ... ni l'optimisme humain..., ni le secret idéal puritain de stricte moralité qui a marqué d'une imprégnation indéfinissable la tenue de toute une civilisation : ce sont là des particularités que l'Europe ne devait, avec surprise, découvrir à fond que plus tard ⁴ ».

Expulsé d'Angleterre, Talleyrand songe à l'Amérique. « L'Amérique, dit-il, est un asile aussi bon que tout autre ; quand on fait son cours d'idées politiques, c'est un pays à voir ⁵ ». Pendant les vingt-cinq mois environ qu'il est resté en Amérique, de 1794 à 1796, Talleyrand a beaucoup voyagé. La nature l'enchanté, mais dans l'atmosphère des grandes villes, — celle de Boston surtout, — il se sent plus à l'aise. Brillant causeur et pénétrant connaisseur des hommes, il avait besoin du commerce de ses semblables.

C'est la vie d'un homme d'affaires qu'il mène en Amérique. « Je m'occupe de refaire de la fortune », écrit-il ⁶. Il constate que l'Américain a pour l'argent une passion terrible, « l'argent est le seul culte universel ⁷... » L'intérêt « en Amérique est plus écouté que partout ailleurs, parce que dans ce pays-là l'affaire de tout le monde, sans exception aucune, est d'augmenter sa fortune ⁸ ». Il est conquis

1. DE LACOMBE (B.), *La vie privée de Talleyrand*, (Paris, Plon-Nourrit, 1910, IV, passim).

2. *Ibid.*, p. 81.

3. BALDENSBERGER (F.), *Le mouvement des idées dans l'Emigration*, T. I, chap. II, p. 109.

4. BALDENSBERGER (F.), *Le séjour de Talleyrand aux États-Unis*, (*Revue de Paris*, 15 novembre 1924, p. 384).

5. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, chap. VII, p. 179.

6. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, p. 192.

7. PALLAIN (G.), *Correspondance Diplomatique de Talleyrand, Ses lettres à Lord Lansdowne*. (Paris, Plon-Nourrit, 1889. Lettre du 1^{er} fév. 1795).

8. *Ibid.*

lui aussi par la soif de la spéculation. Comme La Forest, qui avait acheté un vaste domaine dans la Virginie, comme Noailles et Talon, qui spéculaient avec le Sénateur Morris, sur la colonie du Susquehannah, Talleyrand et son fidèle Beaumetz se lancent dans une entreprise de grande envergure et ouvrent une colonie dans le Maine, sur les terres du Ministre de la Guerre Knox. Talleyrand cherche à intéresser les capitaux français, ce dont certains jacobins s'effrayaient pour la République.

Talleyrand trouvait aussi le temps de philosopher. Il faisait des observations qui étaient « hors de la manière de voir des voyageurs qui font la description du dessus des pays où ils passent ¹. » « Sans préjugés et sans passions, il y (en Amérique) voyait les hommes et les choses en philosophe, et tout lui était sujet de remarques frappantes, piquantes, profondes ². » Sa *Correspondance* avec Madame de Staël, Madame de Genlis et Lord Lansdowne, condensée « sous le Directoire, dans deux admirables *Mémoires* pour l'Institut ³ » révèle un sociologue remarquable et un écrivain de valeur.

On a dit que Talleyrand n'est pas un précurseur de Tocqueville, que ses observations sont surtout celles d'un économiste plus que d'un politique ⁴. Peut-être. Sans doute, il a beaucoup parlé de la liberté absolue du commerce et de la suppression des douanes, cherchant en vain à rallier Hamilton. Mais, dans ses écrits, l'économiste est souvent doublé d'un psychologue d'une rare lucidité. Et s'il n'a pas donné de l'Amérique un tableau poussé à fond, on trouve pourtant l'essentiel de ce qui sera répété après lui. Les grandes caractéristiques du pays, il les a saisies et fortement marquées, surtout dans cette longue et admirable lettre à Lord Lansdowne, où il examine « quelles sont les relations nécessaires qui existent entre les États-Unis de l'Amérique et de l'Angleterre, quelles sont les *véritables* dispositions des deux peuples l'un envers l'autre, quels sont leurs rapports effectifs »... « *L'Amérique*, dit-il, *est cependant* (dans la guerre entre la France et l'Angleterre où l'Amérique sympathise pour la France) *tout anglaise* »... Et cela par inclination et par intérêt. « L'Américain est peut-être le peuple de la terre qui connaît le moins les passions et qui est le moins gouverné par elles ;

1. *Ibid.*

2. DE LACOMBE (B.), *op. cit.*, p. 85.

3. DE LACOMBE (B.), *op. cit.*

4. LACOUR-GAYET, *op. cit.*, p. 196.

et chez un tel peuple, les sentiments et les inclinations ne sont que des habitudes ». Entre les deux pays, le passé subsiste toujours. C'est la ressemblance de la Constitution américaine fédérale et des États « avec les grands linéaments de la Constitution anglaise ». Les lois américaines, dans leur ensemble, sont anglaises ». « C'est vainement, dit-il que les mots de république et de monarchie semblent placer entre les deux gouvernements des distinctions que rien ne peut confondre ». Les Américains n'ignorent pas la dette qu'ils ont contractée envers la France, « mais ils savent trop de politique pour croire de nation à nation à la vertu qu'on appelle la reconnaissance ¹. » De plus, les relations commerciales exclusives, à l'époque entre l'Angleterre et l'Amérique rapprochaient encore les deux pays. Le long crédit dont jouissait alors l'Amérique sur le marché anglais semblait, pour longtemps, maintenir des rapports, où n'entrait aucune sentimentalité.

Mais malgré tout, l'Amérique n'en possédait pas moins une physionomie et des mœurs qui lui étaient propres. Et c'est le mérite de Talleyrand d'avoir un des premiers démêlé les caractères dominants du nouveau peuple. Il constate chez le peuple américain deux grandes passions : la passion de l'indépendance et celle de la fortune. En Amérique, le spectacle des cultes religieux vivant en paix pique sa curiosité. « La liberté, et surtout l'égalité des cultes, est une des plus fortes garanties de la tranquillité sociale ; car, là où les consciences sont respectées, les autres droits ne peuvent manquer de l'être ² »..... « Là-bas, on sait le prix de l'union ». C'est ce que d'autres, plus tard, appelleront l'esprit d'association, autre trait typique des mœurs américaines.

Enfin Talleyrand, qui connaissait et le milieu anglais et le milieu américain, fait remarquer que l'Angleterre ne traitait pas toujours l'Amérique diplomatiquement et avec grand respect, ce qui, d'ailleurs, froissait la vanité assez chatouilleuse des Américains. Cette façon hautaine et un peu cavalière de juger la civilisation américaine se retrouve chez bon nombre de voyageurs anglais, que leur trop court séjour ou des préjugés indéracinables empêchaient d'aller au-delà de la surface des choses. Ces récits, traduits bientôt sur le continent, tels ceux de Miss Trollope, dont parle la *Revue des*

1. PALLAIN (G.), *op. cit.*

2. *Mémoire sur les relations commerciales des États-Unis avec l'Angleterre*, cité par B. DE LACOMBE, *op. cit.*, p. 86. Cf. BALDENSERGER (F.), *Talleyrand aux États-Unis*, (*Revue de Paris*, 15 nov. 1924, p. 364-387).

Deux Mondes, en 1832, ou ceux de Hamilton, traduits par Suau de la Croix, en 1834, avaient pu amuser le public français sans le renseigner.

Mais de 1830 à 1837, nous assistons à une troisième découverte de l'Amérique par les Français. L'évolution rapide du jeune pays nécessite et explique cette nouvelle mise au point. Le but de ce travail sera donc de présenter les résultats de cette Enquête, la plus vaste et la plus remarquable que nous ayons eue jusqu'alors.

Le sujet a un double intérêt. D'abord, pour sa pure valeur de renseignements, ensuite pour les raisons qui, à cette époque, nous font courir vers l'Amérique, à la recherche des faits matériels, puis des secrets de cette civilisation heureuse et prospère, en vue d'acclimater en France certains côtés de la civilisation américaine, dans l'ordre social et dans le domaine de la politique.

Enthousiasme instinctif chez quelques-uns de nos Enquêteurs pour tout ce qui a trait à l'Amérique, froideur quelque peu dédaigneuse chez d'autres, condamnation radicale et sommaire et horreur d'une importation même mitigée chez un petit nombre, l'étude de ces documents assez nombreux présente un gros intérêt. Les plus impartiaux de nos Enquêteurs, plus ou moins implicitement, sont d'avis que les essais de réformes politique et sociale entrepris par l'Amérique pourraient avantageusement servir de bases à des réformes plus ou moins radicales, qui s'imposaient en France. Bien que de valeur inégale, presque tous ces documents font preuve d'une minutieuse observation.

Ils sont, en outre, un tableau vivant de l'état d'esprit des classes éclairées au lendemain de la Révolution de Juillet. La monarchie succomba pour avoir refusé, par intransigeance, de faire des réformes nécessaires, pour n'avoir pas su à temps « étayer la pièce qui se démanche », comme dit Montaigne, pour avoir cherché un impossible retour au passé, par la promulgation des fameuses ordonnances. La révolte couvait depuis longtemps, depuis la chute de l'Empire. Une nouvelle force s'était levée, méconnue tout d'abord, la bourgeoisie qui vite prenait conscience de sa puissance ; elle s'unit au peuple mécontent qui n'avait rien obtenu des luttes de la Révolution de 1789, et qui, travaillé par des doctrines plus ou moins subversives, cherchait sa place au soleil. Cette terrible union contre la Légimité s'effectua, en partie, grâce aux efforts de la presse libérale, que l'article 14 se proposait d'enchaîner. Des organes comme *le Globe* et *le National* surtout prêchaient l'évangile

nouveau, tournaient constamment les regards de leurs lecteurs vers la monarchie démocratique telle qu'elle existait en Angleterre, et plus tard, vers le continent américain et lançaient, à la joie de La Fayette, le mot de République.

Si nous avons choisi l'année 1837 comme terme de notre étude, c'est que 1837 semble marquer pour un temps, — pour un temps seulement — l'échec des principes républicains, alors que Louis Philippe, après maintes tentatives depuis le début de son règne¹, avait fini par prendre en main la direction personnelle des affaires avec le concours de son ami dévoué le Comte Molé.

Notre travail comportera trois parties. Si nous nous occupons tout d'abord du système pénitentiaire et des voies de communication, c'est que bien avant 1830 ces problèmes ont passionné l'opinion française et que l'Amérique apportait à la solution de ces problèmes une conception toute moderne. Dans la campagne vigoureuse qu'ils ont menée, les publicistes et les économes se sont heurtés à des résistances difficiles à vaincre. L'Europe, plus ou moins consciemment, évoluait vers une ère de plus grande justice sociale. Le sort des malheureux prisonniers apitoyait les classes éclairées désireuses de travailler à la réhabilitation morale du plus grand nombre, en vue de rendre à la société des individus qui, jusqu'ici, portaient un stigmate indélébile et qui étaient à jamais frappés d'ostracisme. Dans la pensée de plusieurs publicistes, cette réforme radicale dans le régime de nos prisons ne visait à rien moins qu'à abolir la peine de mort jugée barbare et inefficace. L'Amérique fournissait de précieuses indications, parce qu'elle avait été de l'avant, emportée par un magnifique élan humanitaire.

Le système pénitentiaire a fait l'objet de plusieurs missions officielles avant et après 1830. Une mission officielle a également été chargée de faire une enquête sur les voies de communication. Aussi avons-nous jugé bon de grouper ces diverses missions et de mettre dans un deuxième chapitre de cette première partie les résultats de cette enquête sur les voies de communication. L'Amérique avait aussitôt compris la valeur formidable des nouvelles inventions, qui non seulement allaient modifier les bases du monde moderne, mais allaient devenir un instrument précieux de rapprochement entre les individus et en fin de compte un moyen puissant de démo-

1. DE LA GORCE (P.), *La Signification du Règne de Louis-Philippe*, (*Revue des Deux Mondes*, avril, mai 1931).

cratisation. La France est restée longtemps indifférente aux mérites de la nouvelle invention ; il a fallu renverser pas à pas des obstacles sans nombre et attendre que nos voisins aient pour ainsi dire meurtri notre orgueil national pour que nous nous décidions à modifier nos conceptions vieilles et à accueillir ce nouvel instrument du progrès.

Dans la seconde partie, nous étudierons la démocratie américaine, dont le succès dans la sphère politique a été mis en avant chez nous par le parti libéral, impatient de jeter par-dessus bord un régime qui lui semblait périmé. Nous verrons cette infiltration des idées démocratiques enregistrée au jour le jour dans les journaux et revues de l'époque, ou bien présentée au public français par nos Enquêteurs au cours d'études plus ou moins détaillées. C'est peut-être là la partie la plus ardue et aussi la plus intéressante de notre travail, car l'apport américain a eu une répercussion considérable et a contribué à façonner notre conception du monde politique.

Dans la troisième partie, nous rassemblerons les manifestations multiples et variées de la civilisation américaine, étudiée par certains comme une résultante de l'idée démocratique, par d'autres comme un domaine indépendant. Ces renseignements, plus que les discussions abstraites de la politique ou les problèmes un peu techniques du système pénitentiaire, ont dû piquer le grand public friand de détails pittoresques.

Nous avons suivi la méthode analytique, plus facile à vrai dire. Malgré une légère dispersion et une certaine impression de redites, il nous a paru que le lecteur moderne retrouvait, dans cette reprise insistante des mêmes arguments, l'écho des discussions orageuses auxquelles ont pris part les contemporains de Tocqueville.

PREMIÈRE PARTIE

MISSIONS OFFICIELLES

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTEME PÉNITENTIAIRE

Aux environs de 1830, la question de réforme des prisons était souvent à l'ordre du jour dans les sessions législatives. Bien plus, le code pénal semblait avoir grand besoin de modification si l'on en juge par une interpellation de M. de Dreux-Brézé, qui, en 1834, demande au ministre de l'Intérieur pourquoi l'on octroyait tant de millions pour la police et au ministre de la Justice si les visites domiciliaires, les arrestations préventives, les détentions arbitraires étaient dans la Charte ? Le fait est que les prisons regorgeaient de monde.

A quoi cela tenait-il ? A la condition déplorable des classes ouvrières travaillées sans direction précise par des idées de libération plus ou moins distante. Mais la grande cause, c'était le manque d'instruction dans la masse ; l'ignorance était effrayante, puisqu'en 1834 on constatait que les trois-cinquièmes de la population ne savaient pas lire. Pourtant plusieurs projets de loi avaient été proposés, le nombre des écoles avait passé de 30.796 en 1831 à 40.119 en 1833. Malgré tout, la situation générale était fâcheuse.

Les deux millions de pauvres susceptibles d'aller grossir les 40.000 condamnés libérés, sortis des bagnes ou des prisons, devenaient un danger national dont l'opinion publique commençait à s'émouvoir. De plus, l'état général des prisons, en France, était déplorable. Le fait semble être reconnu par Michel Chevalier lui-même qui, lors d'une visite de prison à Philadelphie, trouve tout admirable de

propreté « en comparaison de nos abominables prisons de France, bruyantes, sales, infectes, glacées en hiver, humides en été ».

C'est Charles Lucas qui nous a fait connaître le premier l'histoire exacte du système pénitentiaire américain ¹. Jusqu'ici nous n'avions entendu parler que des prisons de Philadelphie, grâce à l'ancienne relation du duc de la Rochefoucauld-Liancourt.

Lucas juge urgent de s'occuper de la réforme des prisons, non seulement parce que nos voisins se sont lancés dans la voie des améliorations, mais parce que c'est un devoir moral qui s'impose à la classe dirigeante. Cette réforme marche de pair avec la civilisation, c'est une conséquence de la civilisation. La dignité de l'homme qui n'est plus une machine doit être respectée. C'est l'honneur de la génération de 1830 d'avoir travaillé à cette évolution sociale dans le sens de la justice sociale.

En 1827, Muralt de Zurich doutait fort des résultats et y voyait une mode, une crise de philanthropie ; pour lui, et tous les disciples de J. de Maistre, l'échafaud et le bourreau étaient le mode le plus économique de se débarrasser des malfaiteurs. Mais aux environs de 1830, il s'était déclanché en Europe un mouvement presque international en vue de la réforme des prisons.

Avec un zèle admirable, Charles Lucas ² entreprit une tâche immense qui lui tenait à cœur. Après une longue étude théorique qui remplit le premier volume, il passa à l'étude pratique de la réforme, et, dans un second volume, examina minutieusement les différents essais tentés en Europe et aussi en Amérique, s'élevant contre l'assertion de Martignac que notre système était sur un plan plus vaste et mieux entendu que ceux de l'Europe.

Charles Lucas fait remarquer que, si l'Amérique semble avoir devancé l'Europe dans la voie des réalisations et par l'ampleur de son programme, la première idée d'un système complet date de 1772, mise en pratique au pénitencier de Gand ; Howard devait en 1785 copier la réforme de Gand pour son pénitencier de Gloucester.

La grande idée maîtresse de Charles Lucas, c'est que la réforme

1. Par système pénitentiaire ou pénitencier, on entend ces prisons, qui reçoivent des condamnés avec une sentence excédant une année. Les autres prisons, sortes de maisons d'arrêt pour peines de moins d'un an ont reçu peu d'attention dans le livre de Beaumont et Tocqueville.

2. LUCAS (Charles-Jean-Marie), criminaliste français, (1803-1889). Avocat à Paris (1825), il fut, de 1830 à 1865, inspecteur général des prisons, et fut élu, en 1836, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

des prisons doit être globale, qu'une modification partielle compromet le succès du système tout entier, qui comporte un ensemble d'institutions dont il faut s'occuper en même temps. C'est la première fois qu'en France un plan élaboré est à la base de la discussion.

Cet ensemble d'institutions comprendra : une maison de détention divisée en deux départements ; une maison pénitentiaire ; une école de réforme sur laquelle il insiste, parce qu'il n'existe rien de tel en France ; et une maison de refuge et de travail divisée en deux départements. Il emprunte ce programme qu'il fait sien au rapport de Livingston.

Aussi examine-t-il de très près les rapports américains, celui de Livingston, complété par celui de R. Vaux, pour prouver le bien-fondé de ses vues. Il fera l'historique des prisons américaines avec un soin extrême, en soulignant le rôle prépondérant du système de Philadelphie ; point de départ d'un mouvement philanthropique qui s'est vite répandu à travers l'Union. Un autre point important à retenir, c'est que, pour Lucas, la réforme de la législation criminelle doit aller de pair avec la réforme des prisons.

En Amérique, trois systèmes principaux se disputent l'attention des autorités : l'emprisonnement solitaire sans travail, l'emprisonnement solitaire avec travail et enfin l'emprisonnement solitaire la nuit, avec classification et travail le jour. Le premier, c'est le système de Philadelphie, quelque peu modifié dans le second cas. Le troisième, c'est le système plus populaire, celui d'Auburn, Sing-Sing, Wethersfield.

Les publicistes américains, avant 1830, sont divisés quant aux mérites respectifs des deux systèmes. Ce qu'il faut noter, c'est la prépondérance du système d'Auburn avec modifications. Mais ce que note aussi Charles Lucas, avec une certaine irritation, c'est qu'en Amérique, on fait quelque chose. On agit, donc on réussit à peu près, ce qui est mieux que de rester à discuter. Pour lui le relatif vaut encore mieux que le néant.

Charles Lucas préconise le système de Philadelphie avec trois degrés : a) l'emprisonnement solitaire jour et nuit, b) l'emprisonnement solitaire avec travail, c) quelque mélange discret, après avoir montré une conduite exemplaire. Charles Lucas refuse absolument de croire à la possibilité du travail en commun sans châtiments corporels pour maintenir la discipline et à la possibilité d'établir des classifications adéquates.

L'objet de la réforme est triple : « la punition, l'exemple et la réforme » du condamné. Or pour arriver à ces résultats, il importe de ne pas méconnaître la grande idée qui doit présider à la réforme tout entière : la régénération morale du condamné.

Comme moyen préventif contre les crimes de toutes sortes, il reprend une idée américaine, et réclame à son tour une éducation plus vaste et mieux comprise, relevant l'ineptie d'un de nos budgets, qui proposait 50.000 francs pour l'éducation des hommes et 1.800.000 pour celle des chevaux ! Et sans relâche, au cours de sa longue enquête, Charles Lucas insistera sur ces deux buts : « la nécessité de la *propagation de l'instruction primaire*, comme le meilleur moyen de prévenir les crimes, et l'*adoption du système pénitentiaire*, comme le moyen le plus efficace de les réprimer ¹ ».

Le gros obstacle, en France, à l'introduction du système pénitentiaire, du moins celui auquel on fait sans cesse allusion, c'est sa cherté. Or, Charles Lucas allait le premier répondre à Martignac, citant un extrait de Thomson à la Chambre des Représentants en 1826, que le système n'était pas onéreux, que le travail défrayait du plus gros des dépenses, et que la nourriture de chaque convict, par an, ne coûtait à Auburn que 13 dollars 50 et 18 dollars à Cincinnati.

« Je me suis laissé dire que nous n'avions pas de bonnes lois en France ; cela me semble plus que probable... le gouvernement constitutionnel français a plus d'une fois, envoyé des sages vers les peuples créateurs de constitutions libérales pour leur demander des conseils et tirer profit de leurs exemples. Sous la Restauration, un magistrat, qui avait une manière de voir toute particulière sur la monarchie et la chartre « octroyée » (M. C.) reçut mission d'aller dans la « terre classique de la liberté » autrement dite l'Angleterre, pour s'y informer curieusement de tout ce qui concernait le « jury » ; et ce voyage nous a valu un gros livre, que je n'ai pas lu, Dieu merci. Depuis on se tourne vers l'heureuse et indépendante Amérique. Le gouvernement de Louis-Philippe a jugé à propos d'envoyer aux États-Unis deux commissaires, lesquels se nomment MM. de Tocqueville et de Beaumont... Ces Messieurs ont, dit-on, publié une relation officielle des recherches très éten-

1. LUCAS (Charles), *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, Vol. I.

dues auxquelles ils se sont livrés ». Il s'agissait de l'enquête sur le système de jurisprudence et le système des prisons.

Ainsi s'exprimait cette mauvaise langue qu'était Jacques Benjamin-Maximilien Bins, comte de Saint-Victor ¹, dans un livre que nous aurons l'occasion d'examiner dans notre deuxième et troisième parties.

Le ministre de l'Intérieur, M. de Montalivet confia à deux magistrats éclairés Beaumont et Tocqueville une mission spéciale, avec but d'étudier le système pénitentiaire.

Dans quel état d'esprit nos deux enquêteurs portaient-ils pour l'Amérique ? Dans un état d'esprit de complète indépendance, sans parti-pris. Tocqueville, par sa famille, par son éducation, appartenait bien au groupe conservateur, mais de bonne heure, il eut l'occasion de modifier, sinon sa conduite, du moins un certain nombre de ses opinions. Assez tôt, ce « patricien libéral ² » se trouva dans l'opposition, sans être tout à fait hostile à Louis-Philippe ; car c'était avant tout un esprit ouvert, ne rejetant jamais a priori une théorie, qui, au début, eût pu le choquer. Voici ce qu'il écrit : « On veut absolument faire de moi un homme de parti et je ne le suis point. On me donne des passions et je n'ai que des opinions, ou plutôt, je n'ai qu'une passion, l'amour de la liberté et de la dignité humaine ³ ». Ceci était écrit en mars 1832. Est-ce à dire que Tocqueville avait évolué dans le sens du libéralisme après ses pérégrinations en Amérique et en Angleterre ? Non. Si par libéralisme on entend amour de la liberté de pensée et d'action et non mécontentement qui jette dans l'opposition, Tocqueville fut toujours un libéral sans préjugés ni démocratiques ni aristocratiques. L'aristocratie était morte, dit-il, quand il est né. Il jette, selon sa propre expression, des « regards tranquilles des deux côtés ». Voici maintenant, comme preuve, un aveu sincère, quoique légèrement pénible à faire, qui date de 1829, si je ne me trompe, alors qu'il prêtait serment de magistrat. Il disait en substance : Je ne sais si je dois être fier de moi, mais c'est un fait accompli. Et voici enfin une de ses premières

1. SAINT-VICTOR Jacques-Benjamin-Maximilien, Bins, (Comte de), littérateur français, (1772-1858). Sous l'Empire, il entra dans les conspirations royalistes. Il collabora au *Journal des Débats*, au *Drapeau Blanc*, fonda en société avec Lamennais une librairie qui ne réussit pas, émigra en Amérique en 1830, et, de retour en France, devint un des rédacteurs de la *France*.

2. FAGUET, *Moralistes et Politiques de XIX^e siècle*, III.

3. DE TOCQUEVILLE (A.), *Correspondance*, 22 mars 1837.

lettres envoyées d'Amérique, laquelle ne demande aucun commentaire, si l'on veut savoir dans quel état d'esprit il se trouvait dès le début de son enquête officielle : « De grâce, ne croyez pas la moitié de ce que S. vous a dit de défavorable sur ce pays-ci. Il ne le connaît pas par lui-même, et ce qu'il en sait il le tient d'une certaine classe de Français qu'il a vus ici exclusivement, et qui, en Amérique, comme ailleurs, semblent les représentants de tous les défauts propres à l'esprit de nos compatriotes. Avec l'Angleterre, ce pays-ci est le plus curieux et le plus instructif qu'on puisse visiter ; et de plus que l'Angleterre, il a le privilège unique d'être en même temps dans la virilité et dans l'enfance : ce qui lui donne l'aspect le plus extraordinaire du monde ¹ ». C'est donc avec une « sereine impersonnalité ² », et en homme de science qu'il allait procéder à son enquête.

Quant à Beaumont ³, lui aussi magistrat de race, conservateur sans fracas, il eut de bonne heure l'occasion de faire preuve d'une complète indépendance de vues à l'égard du pouvoir, lors d'un procès intenté à la baronne de Feuchères, où il refusa de représenter le ministère public. Il fut destitué. Mais, trop intelligent, il ne resta pas en marge du mouvement et quelles qu'aient été les conséquences de son mariage avec la petite-fille de La Fayette, il évolua assez tôt vers un républicanisme modéré. Il eut toujours pour les opprimés une sympathie sans arrière-pensée. Et les notes qu'il rapporta de son voyage et qu'il utilisera plus tard comme nous le verrons, sont pleines d'un libéralisme sincère sans être jamais agressif.

Dans une *Note sur le système pénitentiaire* parue en 1831, avant leur départ pour l'Amérique, Beaumont et Tocqueville constatent une augmentation progressive des crimes et délits, en même temps que l'absence d'un bon régime pénitentiaire, cause principale de cette augmentation. Au lieu de correction, c'était la corruption. De quelle manière convenait-il d'opérer cette réforme ? Dans quels pays puiser des observations utiles sur le système pénitentiaire et sur son exécution ? Ce n'était ni dans les Pays-Bas ni dans la Suisse,

1. TOCQUEVILLE, *Nouvelle Correspondance*, 24 août 1831.

2. BRUNETIÈRE, *Manuel de l'histoire de la littérature française*.

3. BEAUMONT de la BONNINIÈRE (Gustave-Auguste de), publiciste français, (1802-1866), procureur du roi, chargé en 1831, avec Tocqueville, d'aller aux États-Unis étudier le système pénitentiaire. Député de 1839 à 1852, ambassadeur à Londres, puis à Vienne, il se retira de la vie publique après le Deux-Décembre. Membre de l'Académie des sciences morales depuis 1841.

ni dans l'Angleterre, où la réforme n'eut lieu qu'en 1837, c'est, disent Beaumont et Tocqueville, aux États-Unis.

Dans cette *Note*, Beaumont et Tocqueville prenaient aussi le contre-pied de l'assertion du ministre de l'Intérieur Martignac, qui pensait que le système de réforme était, en France, « plus vaste et mieux entendu ».

Pour Beaumont et Tocqueville, le système pénitentiaire avait deux fins : la punition des coupables et la régénération morale. Cette réforme morale du condamné — encore méconnue en France, — était pour Beaumont et Tocqueville la pierre de touche de la réforme tout entière. Dès 1796, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, dans un petit opuscule sur les prisons de Pensylvanie, avait loué la justice et l'humanité du système qui visait avant tout à l'amélioration morale du condamné.

Il serait injuste, comme le constate la *Note*, de laisser de côté les tentatives de réforme des prisons qui, jusqu'à 1830, avaient été faites, tentatives qui étaient malheureusement restées sans fruit ; telles, par exemple, celles de Montalivet en 1813, arrêtées en 1815, et divers projets de conseils-généraux en 1822 et 1827, qui appelaient l'attention du gouvernement, lequel semblait faire la sourde oreille.

Avant leur mission, Beaumont et Tocqueville examinent toutes sortes de documents qui leur paraissent encourageants. Comme d'ordinaire, c'est par l'Angleterre qu'ils approchent les choses d'Amérique. Aussi, avant d'examiner les codes de réforme et de discipline des prisons américaines, c'est par l'ouvrage de Howard qu'ils commencent.

L'Amérique allait fournir de précieuses indications, l'Amérique qui, « depuis quarante ans, s'est jetée avec hardiesse, dans la voie des expériences, essayant tout ce qui n'a pas été entrepris, ne s'effrayant d'aucun système, ne se passionnant pour aucune théorie, ne séparant jamais la question des principes des obstacles de l'exécution ».

De nombreux théoriciens ont traité la question des réformes mais sans oser descendre à certains détails matériels, qui, ici, ont une extrême importance. Toucher du doigt, c'est le but de leur mission, d'où est sorti, en 1833, le livre *Du Système Pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France, suivi d'un appendice sur les colonies pénales et de notes statistiques*. Si la première réforme date de 1786 en Pensylvanie, où les Quakers s'opposaient aux

châtiments corporels, il est toutefois curieux de constater que le germe du système pénitentiaire adopté dans les années suivantes aux États-Unis était contenu dans nos lois de 1791, qui posaient en principe que la surveillance des prisons appartenait essentiellement à l'autorité municipale, et leur direction à l'autorité administrative du département. Ces mêmes lois prescrivaient pour le régime des prisons un grand nombre d'innovations importantes, entre autres que « Tout condamné à la gêne sera enfermé *seul* dans un lieu éclairé, sans fers ni liens » ; qu'« il ne pourra avoir pendant la durée de sa peine *aucune communication* avec les autres condamnés, ou avec les personnes du dehors ». C'est le système de Cherry-Hill à Philadelphie. Napoléon, en 1810, ajoutait encore à ces réformes et voulait une prison centrale par département pour les condamnés correctionnellement, et pour les condamnés au sortir de la prison, l'État pourrait avoir des colonies agricoles comme la Hollande. Les produits du travail ne feraient pas la concurrence aux manufactures, les produits n'ayant pas en France le même écoulement qu'en Amérique. A la tête des établissements il y aurait des hommes honorables.

Ces colonies agricoles, fonctionnant avec succès en Hollande, étaient, en effet, l'une des solutions proposées comme remède au mauvais fonctionnement des prisons.

Séduits par le succès des colonies agricoles de la Hollande, la Belgique et la France entre autres pays se sont intéressés à l'expérience. Beaumont et Tocqueville, Béranger font des vœux pour l'établissement de colonies semblables. L'ouvrage de Huerne de Pommeuse, en 1832, en avait prôné les avantages. Au contraire, Ducpétiaux¹, relevant l'assertion de Béranger, en 1836, ne signale que des résultats assez peu satisfaisants. L'idée devait cependant être poussée plus avant et eut des défenseurs actifs et intelligents comme Demetz et de Courteilles qui, soutenus par la Société paternelle fondée par eux à Paris, réussirent en 1839, à ouvrir une colonie agricole et pénitentiaire pour jeunes délinquants. Le système de Mettray comportait, comme en Amérique, une éducation morale et religieuse sur laquelle on comptait alors beaucoup.

Il existe en Amérique deux systèmes : celui d'*Auburn*, copié par Sing-Sing, Wethersfield, Boston, Baltimore, et celui de *Phila-*

1. DUCPÉTIAUX, *Des progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire*. (Bruxelles Hauman, Cattoir C¹e, 1837, Vol. III).

delphie. Tous deux ont comme base l'isolement des détenus qui produit ou la réflexion ou le remords. Mais cet emprisonnement solitaire, nuit et jour, parut de bonne heure assez peu satisfaisant ; aussi dès 1833, Auburn supprimait l'isolement complet maintenu par la Pensylvanie à Cherry-Hill ou à Wall Street par exemple, avec toutefois une innovation : le travail. Les détenus fabriquent et travaillent ou bien pour la prison ou bien pour un entrepreneur dont le contrat est de courte durée ; en définitive, la prison paye en général elle-même ses frais. Car en Amérique, il n'y a pas de système de pécule. Le malfaiteur, disent Beaumont et Tocqueville, doit travailler pour la société qu'il a lésée. Outre le travail aidant à la régénération du criminel, il y aura une école pour ceux-là qui auront le plus besoin de cette influence salutaire. Le tout couronné par une éducation religieuse assez accentuée, comportant, bien entendu, seulement des questions de morale. A Philadelphie chaque cellule possède une Bible. Le fait est également attesté par Saint-Victor qui naturellement juge ridicule ce moyen de conversion et de propagande en jetant « des Bibles à la tête des gens ».

Ces belles et saines réformes ne sont pas partout, nous disent Beaumont et Tocqueville. Le New-Jersey comme l'Ohio et encore plus les états du Sud ont un système de prisons déplorables, parfois même barbare. Dans le Delaware par exemple, les prisonniers peuvent être passibles du pilori, de la marque, ou de la fustigation publique.

La prison, ayant un grand et noble but, est administrée sur des bases des plus sérieuses, avec un surintendant ayant comme supérieur un agent comptable, trois inspecteurs qui ont la haute direction et la surveillance morale de la prison, puis des gardiens nommés par le surintendant. Ce dernier est nommé, soit par les inspecteurs, soit par le gouverneur, comme à Boston. Comme garantie de sa bonne gestion, il aura à verser une caution assez élevée, 25.000 dollars à Auburn par exemple. Les inspecteurs nommés par la législature ou par le gouvernement ne reçoivent rien ou peu, sauf pour leurs déplacements.

Et maintenant quels sont les résultats obtenus ? Impossibilité matérielle de recueillir des chiffres précis et parlants et d'établir des comparaisons entre les deux pays, en raison de leurs grandes divergences : délits ici punis et pas là, population noire considérable, afflux d'étrangers aux États-Unis, etc. Cependant d'une façon générale, il y a apparence de baisse dans le nombre des récidives.

Les prisons américaines n'étaient donc pas une lourde charge pour le contribuable, puisque, par le travail des prisonniers, elles couvraient leurs frais. Il y avait là un sujet de méditation, alors qu'en France, comme le remarquent Beaumont et Tocqueville, les prisons coûtaient cher, en raison du pécule dont les prisonniers faisaient un assez mauvais usage, se livrant parfois à des excès de nourriture. Ensuite la communication entre les détenus était une cause certaine de corruption. De plus, la mortalité en France était de 1 sur 49 prisonniers.

Ensuite Beaumont et Tocqueville passent aux maisons de refuge, dont nos maisons de correction pourraient recevoir certaines applications. On devrait modifier nos lois et quand on envoie, dans une maison de correction, un enfant qui a commis un délit, il est parfait que le tribunal fixe une peine ; mais quand l'enfant est envoyé là par mesure préventive, alors le tribunal, comme aux États-Unis, ne devrait pas fixer de terme, mais laisser au directeur éclairé le droit de renvoyer l'enfant.

Ces maisons de refuge, dont la première date de 1827 à New-York, sont maintenues par des charités privées avec la sanction de la loi. L'administration y est privée ; toutefois elles reçoivent des secours financiers du gouvernement. Dans ces maisons américaines, garçons et filles, séparés, bien que dans le même établissement, reçoivent éducation et instruction. On travaille de 6 à 8 heures, il y a 4 heures de classe et 8 à 9 heures de repos. Il n'y a pas d'exploitation comme dans cette maison des Madelonnettes à Paris.

Tous ces résultats sont encourageants ; mais Beaumont et Tocqueville, tout en reconnaissant le bien-fondé des organismes philanthropiques, — leur action se faisant sentir dans presque tous les domaines, — craignent que le but des institutions philanthropiques soit aussi funeste à la société que le mal qu'elles se proposent de guérir.

Comme remède au problème, fallait-il introduire le système américain en France ? Beaumont et Tocqueville étaient bien placés pour savoir qu'il ne faut toucher aux lois « que d'une main tremblante », comme le dit Montesquieu. De plus, Beaumont et Tocqueville y voient des obstacles, à cause de principes diamétralement opposés. La vie de la société politique est la grande préoccupation en France. La question des châtiments corporels appliqués en France effrayerait l'opinion. L'obstacle ici ne paraît pas avoir beaucoup de poids, puisque jusqu'à la date de la publication du livre

de Beaumont et de Tocqueville, la marque au fer rouge et autres châtiments semblables avaient été en honneur. C'est la loi de 28 avril 1832 qui adoucit certaines rigueurs du Code pénal. D'ailleurs l'une des solutions proposées plus haut par Beaumont et Tocqueville, — la déportation, impliquant nécessairement des châtiments corporels, — devait, pour les cas graves tout au moins, être en usage jusqu'à nos jours. Pour être exact, il faut ajouter que, pour Beaumont et Tocqueville, la déportation, bien qu'admise en principe, n'était pas une solution à considérer. L'échec était signalé en Angleterre. Car si la déportation peut former des colonies libres, elle est incapable de former des sociétés fortes et paisibles. C'est tout au plus transporter les vices d'Europe ailleurs. Puis, où trouver ce lieu propice ? Cayenne, suggéré par Charles Lucas, était insalubre et la distance nécessitait de grands frais de marine. La loi du silence serait plus pénible en France qu'en Amérique, où ce respect de la loi, même dans les prisons, est un fait établi. La vraie solution pour Beaumont et Tocqueville, c'était la régénération par la religion. Mais en France, se demandaient-ils, y aurait-il cette assistance religieuse ? L'opinion voudrait-elle que le clergé entreprenne cette réforme ? La philanthropie en France, concluent-ils, est dans la tête, mais pas dans le cœur.

Reste donc une modification du Code pénal, qui cesserait d'appeler infamantes des peines prononcées, qui supprimerait la variété des châtiments, lesquels entraînent une variété de détentions. Ce qui importe, c'est la durée. La centralisation du gouvernement fait craindre, disent Beaumont et Tocqueville, que les constructions soient peu économiques. Un seul espoir, c'est de confier aux départements le soin de construire à leur frais et de diriger, selon certains principes généraux écrits dans une loi commune à tous, leurs prisons de toute espèce.

Le livre eut une seconde édition en 1836 et une troisième en 1845. Il a été loué par les journaux et les Revues françaises, *le National*, *le Journal des Débats*, *le Constitutionnel*, etc. et par les revues américaines. Pourtant s'il faut en croire Saint-Victor, quelques journaux américains auraient signalé le livre comme contenant de très graves erreurs ; mais il n'en cite aucune. Tous ces échos de louanges peuvent se résumer dans ces deux lignes du rapport annuel de la Société des Prisons de Boston, en 1833 : pas « de livres sur le sujet des prisons qui puissent lutter de mérite avec celui-ci ». Il fut traduit en Allemagne, en Angleterre, au Portugal, en Amérique par le

docteur Lieber¹. Couronné par l'Académie française, il eut enfin un grand succès en France, bien que les vues de Beaumont et de Tocqueville ne fussent pas toujours acceptées par les contemporains.

Après Beaumont et Tocqueville, on semble s'être passionné plus que jamais pour la question pénitentiaire, et les essais américains ont retenu l'attention des publicistes européens. L'Angleterre avait envoyé Crawford en Amérique en 1833, l'Allemagne le Docteur Julius, la France Demetz et Blouet.

Les résultats de ces diverses enquêtes complétant Beaumont et Tocqueville, jusqu'à la date où s'arrête notre travail, sont connus en France par l'ouvrage du Belge Ducpétiaux².

L'enquête de Ducpétiaux; si elle accentue quelque peu plus la condition des prisons en Belgique; est conduite comme celle de Charles Lucas à travers les pays d'Europe et en Amérique. D'ailleurs son admiration pour Lucas et Tocqueville n'est nullement dissimulée.

On discute toujours sur les mérites réciproques des deux principaux systèmes américains : « Dans leur haute impartialité, MM. de Tocqueville et de Beaumont ont semblé hésiter entre la règle d'Auburn et celle de Philadelphie; placés comme ils l'étaient entre l'autorité d'un ancien système consacré en quelque sorte par l'usage, et l'expérience d'un système nouveau dont il était encore impossible, à l'époque de leur voyage, de constater positivement les résultats³ ». Pour Crawford, pour le Docteur Julius, pour Ducpétiaux lui-même la discipline de l'emprisonnement solitaire est incontestablement supérieure. Certains adversaires du système de Philadelphie, tels que le professeur Mittermaier repoussent l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit comme étant funeste à la santé des condamnés. Les statistiques, répond Ducpétiaux, sont peu convaincantes et d'ailleurs ne donnent aucune divergence sensible.

Les bases du système de Ducpétiaux sont celles établies par Charles Lucas. Lui aussi est contre tout essai de classification, sauf celui des sexes. Il réclame avec Béranger une organisation centrale et critique Beaumont et Tocqueville qui voulaient une pri-

1. LIEBER (F.), *On the penitentiary system in the United States*. (Philadelphia, Carey, Lea and Blanchard, 1833).

2. DUCPÉTIAUX (Ed.), *Des progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire*, (Bruxelles, Hauman, Carroir C^{ie}, 1837, 3 vol.).

3. DUCPÉTIAUX (Ed.), *op. cit.*, Vol. I.

son centrale par département, n'octroyant à l'État qu'une fonction de surveillant.

Le système pénitentiaire pour Ducpétiaux a un but primordial, c'est la régénérescence morale du condamné par un enseignement religieux très accentué. « La question pénitentiaire n'est d'ailleurs qu'une des branches de la grande question de l'amélioration morale, intellectuelle et physique des peuples, qui s'agite depuis tant de siècles et dont la solution est encore si peu avancée ¹ ». D'après Ducpétiaux certains rapports américains auraient constaté quelque relâchement de l'instruction religieuse dans les prisons de Philadelphie.

Ducpétiaux constate avec plaisir que l'opinion publique en Europe a finalement reconnu l'importance de l'instruction comme moyen préventif de tous les crimes. « La question de l'instruction est intimement liée à la question pénitentiaire, — En France, en 1834, la masse qui manquait de toute instruction se composait... de 19.632.914 personnes, c'est-à-dire de plus de 64 sur 100 ». Il y a eu des progrès, « mais l'œuvre, loin d'être accomplie, est à peine commencée ». L'effort général des États-Unis dans cette voie doit être louée sans réserve, cependant « on a eu le tort... de prendre la partie pour le tout, et d'attribuer à l'Union tout entière les résultats obtenus seulement dans quelques États ² ».

Enfin, pour Ducpétiaux, le système américain se recommande à l'attention des gouvernements d'Europe, parce que les frais de son installation et de sa marche n'entraînent pas de dépenses démesurées. Bien plus, le système semble parfois rapporter un peu d'argent à l'État. Il est vrai toutefois que, vers 1836, les prisons américaines n'avaient encore qu'un nombre assez restreint de détenus. Le chiffre global de 50.000 cellules pour la France effrayait beaucoup le gouvernement.

Ducpétiaux, terminant sa vaste enquête, annonçait le retour de la mission Demetz-Blouet. A peine débarqué, Demetz ³ lance sa *Lettre sur le système pénitentiaire* ⁴, qui est un vibrant appel à l'action. Il compte sur l'exemple de Paris pour entraîner la France tout

1. DUCPÉTIAUX, *op. cit.*, Vol. I.

2. DUCPÉTIAUX, *op. cit.*, Vol. III.

3. DEMETZ (Frédéric-Auguste), magistrat et philanthrope français, (1796-1873), est surtout connu par la fondation, en 1840, de la Colonie pénitentiaire et agricole de Mettray pour les jeunes détenus.

4. DEMETZ, *Lettre sur le système pénitentiaire*, (Paris, H. Fournier, 1837).

entière. « L'introduction en France d'un nouveau mode d'emprisonnement, d'après les principes du système pénitentiaire depuis longtemps en vigueur aux États-Unis et pratiqué aujourd'hui chez plusieurs nations de l'Europe, n'est plus une question ». Il s'agit de décider le régime, ou celui d'Auburn ou celui de Philadelphie. C'est décider « une des questions les plus hautes et les plus importantes pour la civilisation et la morale, et qui touche intimement à l'avenir de la société ¹ »... « J'ai quitté la France, dit-il, plein de préventions contre le régime de Pensylvanie. En voyant de près fonctionner ce système, mes idées ont subi une transformation complète, et c'est ce même système que ma conscience me fait aujourd'hui une loi de proclamer et de défendre ² ».

Il est heureux de pouvoir citer à l'appui de sa thèse le docteur Julius, Ducpétiaux, Livingston, et Crawford qui pensent comme lui. Des deux principaux systèmes américains, sur les mérites desquels Beaumont et Tocqueville n'osaient se prononcer, Demetz rejette celui d'Auburn, à cause du mécanisme embrouillé qu'il nécessite, à cause du danger qu'ont les prisonniers de se reconnaître après leur libération, à cause aussi de l'impossibilité de dresser des classifications satisfaisantes.

Qu'on aille pas rejeter le système de Philadelphie, ajoute Demetz, en concluant, sous prétexte qu'il est plus dispendieux. Les plans et devis de Blouet, établis avec soin, sont de nature à détruire ces idées fausses. Et puis la dépense ne doit pas compter, dit Demetz, si l'on arrive à des résultats, tels que la réhabilitation des condamnés et la diminution du nombre de récidives.

Dans le seul chapitre qu'il consacre aux États-Unis ³, Brissot de Warville parle longuement des prisons, que son court séjour ne lui a pas permis de visiter. Ce sont des renseignements de seconde main, mais intéressants toutefois pour nous, parce qu'ils nous montrent la préoccupation constante des contemporains, qui saisissent toutes les occasions pour instruire la France et la décider à entreprendre des réformes urgentes. « Mon court séjour à New-York ne me permit pas d'aller visiter les prisons. Le mode que le gouvernement de l'Union suit à l'égard des détenus est une innovation heureuse dont les résultats sont précieux pour l'humanité. Il serait à

1. DEMETZ, *op. cit.*

2. DEMETZ, *op. cit.*

3. BRISSOT DE WARVILLE (A.), *Voyage au Guayacoalcos, aux Antilles et aux États-Unis*, (Paris, A. Bertrand, 1837, chap. 20. Cf. aussi p. 231).

souhaiter que la France adoptât une partie du système pénitentiaire des États-Unis ». La maison de Sing-Sing « devrait être l'objet des méditations de nos légistes et d'un sérieux examen de la part de nos moralistes qui cherchent à rendre les hommes meilleurs et moins malheureux. Chaque prisonnier est isolé à l'heure des repas et pendant la nuit ; ils ne peuvent échanger un regard, une parole entre eux ; ils ont des ateliers, des surveillants, des chapelains, un aumônier, un vicaire. Cette prison ne coûte rien au gouvernement, et le travail des détenus subvient à toutes les dépenses ;... Le moral des prisonniers s'améliore ; aussi en voit-on peu pour récidive... N'est-ce pas le plus bel éloge à faire de son système pénitentiaire, et ce qui doit nous engager à apporter des modifications dans le nôtre, qui est loin de produire un pareil résultat ¹ ».

« Deux réformes importantes se présentent dans notre législation : la première, c'est de faire cesser ce mélange pernicieux entre prisonniers de toute espèce, entre le criminel et le prévenu. On doit consacrer des prisons particulières aux diverses catégories des délits ou des crimes.

La seconde, c'est d'adopter un mode de surveillance qui interdise tout rapprochement entre les détenus.

On devra, dans chaque prison, astreindre les prisonniers au travail ; s'ils n'ont point d'état, qu'ils en apprennent un...

Tâchons d'arriver à améliorer le moral des détenus... ; obtenons l'avantage précieux d'avoir des maisons de détention qui ne coûtent rien à l'État ². »

Réforme complète, réhabilitation par le travail et la religion ; voilà ce que préconise Brissot de Warville, dans la pensée d'abolir ce préjugé de la société qui refuse d'accepter les criminels repentants et désireux de changer de vie, en étant à nouveau absorbés par la société.

De tous ces concerts de louanges distribuées par les contemporains, de son grand succès en France, quelle fut la valeur pratique du livre de Beaumont et Tocqueville, comme aussi des enquêtes qui complètent Beaumont et Tocqueville ? Apparemment de fournir aux Assemblées un excellent sujet de discussions, jusqu'en 1845, date de la troisième édition *augmentée du Rapport de M. de Tocqueville sur le projet de réforme des prisons et du texte de la loi adoptée*

1. BRISSOT DE WARVILLE, *op. cit.* chap. 20.

2. BRISSOT DE WARVILLE, *op. cit.*

par la Chambre des Députés. Cette loi était dans l'esprit des réformes préconisées par Beaumont et Tocqueville. Car on n'accepte pas toujours les vues remarquables de Beaumont et de Tocqueville, par exemple, en 1833, M. de Laville de Miremont, maître des requêtes et inspecteur général des maisons centrales de détention, dans ses *Observations sur les maisons centrales de détention, à l'occasion de l'ouvrage de MM. de Beaumont et de Tocqueville.*

Il existe toutefois un léger mouvement de réforme, on tend à une amélioration matérielle, en tous cas dans quelques prisons, comme le Nouveau Bicêtre, en face de la prison modèle de la rue de La Roquette. Là, la solitude cellulaire est pratiquée pendant la nuit, mais rien encore au point de vue de la réforme morale. Pas de réforme morale non plus pour ce nouveau pénitencier de Limoges, qui doit avoir 200 cellules. Au lieu d'y loger de nouveaux prisonniers, on y fait venir des prisonniers de partout, habitués au contact et on emprunte seulement les rigueurs du système américain.

Pour plus de précisions, consultons les débats de la Session législative de 1836. Dans l'exercice du budget de 1837, pour la première fois, on s'attaque au problème des prisons, résolument et avec des faits palpables en main. Quel serait le régime des Maisons centrales ? Quel était le meilleur système à adopter pour améliorer l'état moral des condamnés ? Le problème était posé par Amilhou. Le Ministre de l'Intérieur parle de travaux préparatoires pour établir en France un bon système pénitentiaire. Les points sur lesquels le ministre insistait étaient les suivants : fallait-il isoler les prisonniers la nuit ? Les faire travailler en silence pendant le jour ? Leur préparer des ateliers après l'expiration de leurs peines ?

Mais nous restons encore malheureusement dans le domaine de l'abstrait, malgré les objurgations et les prières de certains publicistes. Charles Lucas, en 1836, écrit ceci : « La réforme en France... devait arriver aux plus heureux succès, si l'on y avait procédé simultanément à l'amélioration morale et matérielle des prisons ¹ ».

Les autres pays d'Europe font des efforts méritoires, mais ils semblent attendre comme un mot d'ordre de la France ; ils la croient munie de précieux renseignements ; mais rien, leur attente est déçue. Ducpétiaux rapporte le témoignage de Mittermaier qui est tout à fait caractéristique : « Tous les regards du monde savant et ami

1. LUCAS (Charles), *De la réforme des prisons*, (Paris, 1836. cité par Ducpétiaux Vol. II).

de l'Europe sont aujourd'hui dirigés sur la France, cette terre classique du progrès... Nous convenons avec M. Amilhaui, que la France doit, avant d'agir, recueillir les résultats des expériences faites dans les autres pays....

Mais la prudence doit avoir des bornes, et il est triste de penser qu'en France une foule d'hommes recommandables laissent se consumer, sans s'y associer, les efforts qui se font pour l'amélioration des prisons », escomptant des résultats « sans qu'il soit besoin de recourir à l'introduction d'un système complet et général d'établissements pénitentiaires ¹ ».

Mais il semble se manifester une certaine peur des réformes un peu plus accentuées. La modification du Code pénal de 1832 semble avoir été une grosse affaire ; on en vante souvent la bonté relative. Le Budget de l'Intérieur, en 1838, ramène les esprits à la fameuse question. « La philanthropie était encore partagée en France entre le régime pénitentiaire d'Auburn et celui de Pensylvanie... ² ». On avait beaucoup traité cette question l'année d'avant. Les beaux discours de Rapporteur approuvaient la réserve du gouvernement. La Commission adoptait la séparation complète de chaque détenu des prisons départementales pour les peines de moins d'un an. On repoussait l'isolement absolu de Pensylvanie pour les maisons centrales, et on indiquait l'organisation de la prison de Beaulieu, près de Caen, avec un régime mixte, celui d'Auburn et de Pensylvanie.

Le régime de Pensylvanie avec son régime sévère offrait la possibilité de concentrer sur les prisonniers une plus grande somme d'attention, de surveillance et d'influence morale ; mais l'Administration le repoussait définitivement à cause du prix de chaque cellule : 8.000 francs ; et comme on escomptait un nombre de 50.000 cellules l'argument était sans réplique contre une réforme radicale. Mais le choix des directeurs semblait à la Commission un point capital. Et pour le moment, on octroyait un bien maigre crédit de 100.000 francs pour les Maisons centrales, alors au nombre de onze.

La Commission, en tout cas, avait de très bonnes intentions, à en juger par l'insistance avec laquelle elle rappelait au ministre son engagement sérieux de présenter une loi sur le système péniten-

1. DUCPÉTIAUX, *op. cit.*, Vol. I.

2. LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1838, p. 39.

tiaire, dans le cours de la session actuelle. En définitive, on voulait un système complet comprenant ; des pénitenciers pour jeunes détenus, des prisons départementales, des maisons centrales ; donc trois sortes d'établissements selon leur importance morale, trois organisations, trois régimes distincts. Or, un projet de loi de 1840 ne fut pas discuté ; un autre en 1843 eut le même sort.

Si nous nous reportons à la *Correspondance* de Tocqueville avec Charles Sumner, qu'il rencontra à Paris, en 1838 ou 1839, le système de Pensylvanie retint d'abord l'attention des philanthropes d'Europe, dans les premiers temps. En 1847, dans une lettre à Charles Sumner, Tocqueville parle du système de Pensylvanie comme étant meilleur et adopté par presque tous les pays d'Europe. Pourtant, dans la même lettre se trouve aussi cette confession, que les expériences faites dans nos prisons n'ont pas paru réussir ¹. Nous n'avons pas ici à rechercher à qui incombe la responsabilité de ses échecs successifs. Toute cette période est pleine de crises ministérielles, les ministres s'usent si vite que peut-être une politique suivie était rendue impossible.

Aux environs de 1843, la bataille fait rage. Depuis cette date, en effet, Tocqueville est conquis aux mérites du système de Pensylvanie. Charles Lucas, par ailleurs, qui autrefois était partisan du même système, lui est tout à fait opposé à cette date, comme aussi A. Bonnet ², qui craint que les commissaires français n'aient été influencés par les rapports intéressés des inspecteurs des prisons.

Enfin, avant de conclure ce chapitre, il y aurait quelque intérêt à jeter un coup d'œil rapide sur la fortune du système américain sur le sol même de l'Union. Des deux systèmes qui fonctionnaient là, à l'époque de Tocqueville, un seul à subsister, celui d'Auburn — Sing-Sing. Le système de Pensylvanie a eu de bonne heure des adversaires parmi les Américains eux-mêmes ; les voyageurs anglais, comme le capitaine Basil Hall, dès 1827, l'ont condamné. Tocqueville, nous nous en souvenons, le jugeait trop dur, et nos commissions législatives y voyaient des obstacles à son introduction en France. En Amérique le système reçut un premier coup de grâce en 1869, et fut définitivement aboli en 1913. On apporta naturellement des améliorations de détail aux prisons construites après. Mais les

1. PIERCE (E.-L.), *Mémoires and Letters of Charles Sumner*.

2. BONNET (A.), *Considérations nouvelles sur l'emprisonnement cellulaire*, (Bordeaux, H. Cazay, 1844).

idées essentielles étaient encore en vigueur jusqu'à ces derniers temps.

Jusqu'au lendemain de la guerre mondiale, l'ensemble du système paraît avoir donné satisfaction. Aujourd'hui l'édifice tout entier semble chanceler. Le nombre des crimes va en augmentant, les récidives atteignent le chiffre de 42.8 % en 1927. Les prisons sont archicomblées, 100 % à Leavenworth par exemple. L'opinion publique s'émeut, les autorités responsables sont sur les dents, parce que la violence règne un peu partout. C'est aujourd'hui à Sing-Sing, demain ce sera à Saint-Quentin, ou au pénitencier de l'Ohio, mise à feu, après demain ce sera le tour de Dartmoor ou de Jefferson City ou bien de Joliet.

A quoi cela tient-il ? A des causes multiples, dont les principales, citées par les rapports officiels des prisons¹ sont : l'encombrement au-delà de la capacité prévue, la mauvaise nourriture, l'absence de travail ; ajoutez, ici et là certaines mesures disciplinaires plus ou moins arbitraires. En un mot un manque de discipline uniforme, du népotisme à base de dollars, une grande variété de punitions pour des offenses de même nature. La corruption, pour tout dire, règne à ciel ouvert parmi les avocats et les juges ; ou bien parmi ceux qui ont charge des détenus. C'est l'arrestation des petits, et l'élargissement de ceux qui savent délier les cordons de la bourse. Et surtout, c'est l'audace effrontée chez ceux qui devraient faire respecter la loi. Si incroyable que cela puisse sembler, une seule ville, Milwaukee, peut se vanter de posséder un corps de police intègre ! Ce manque de discrétion de la police est le fait capital, bien plus que la loi de la prohibition, responsable en grande partie de ce manque général de respect pour la loi.

Aussi, maintenant, le Congrès cherche-t-il à remédier vigoureusement à cet état déplorable, en construisant de nouveaux pénitenciers « dernier cri », où, au lieu de traitement en masse, la discipline sera plus individualisée, où les prisonniers seront classés par catégories, enfin où tout sera fait pour un amendement complet, où ceux qui auront cherché à se réhabiliter jouiront d'une grande liberté à l'intérieur de la prison, dans des locaux spéciaux, — « Senior Hall », — dont ils posséderont la clef, et se verront remettre, à leur sortie, un « diplôme » de bonne conduite, qui leur permettra

1. *The American Year Book*, 1931. Rapport de la Commission Wickersham qui, en 1931, fut comme un coup de foudre.

de se présenter n'importe où dans le monde, la tête haute. Tel est le plan de la nouvelle prison de Lewisburg, Pa., qui accommodera 1.200 prisonniers. D'autres projets sont ailleurs en cours de réalisation, à Attica, N. Y., à Jefferson City, etc.

En résumé, la France a profité de l'expérience acquise de l'autre côté de l'Atlantique. Nos efforts ont surtout porté sur les maisons d'arrêt pour peines de moins d'un an. Nous avons procédé peut-être lentement, mais avec prudence, appliquant les méthodes américaines d'une façon mitigée, sans aller aux exagérations du système américain actuel, qui semblent pousser la réforme au-delà des sages limites. Car il ne paraît pas absolument nécessaire pour provoquer la méditation salutaire que les vagabonds vivent dans le luxe avec la T. S. F. dans chaque cellule et musique aux heures de repas ; atmosphère à laquelle ils n'étaient pas habitués auparavant et qu'ils ne retrouveront probablement jamais après leur sortie de prison ¹.

Quoi qu'il en soit, la France n'est pas trop en arrière aujourd'hui, et des criminalistes, comme le docteur Hastings H. Hart, savent avec justice apprécier nos efforts et même admirer certaines de nos prisons comme celle de Fresnes par exemple ².

1. DE VABRES (D.), *La Justice Pénale d'Aujourd'hui*, A. Colin.

2. *The New York Herald*, Paris édition, May, 1930.

CHAPITRE II

LES CHEMINS DE FER

On a peine à se représenter aujourd'hui la raison pour laquelle la question des chemins de fer ne reçut pas de suite, en France, l'approbation générale de ceux qui dirigeaient les affaires publiques, sous la Monarchie de Juillet. Le fait est que nombreux furent les adversaires de la machine à vapeur, « cette machine volante, haletante et flamboyante..., un dragon ailé, vomissant feu et flammes ». Ce n'est pas une transposition de *la Maison du Berger*, c'est bel et bien Michel Chevalier qui parle, l'un des plus fervents admirateurs de la nouvelle invention.

Lors de la propagande saint-simonienne à l'École Polytechnique, de 1826 à 1828, M. Chevalier fut un des plus attentifs auditeurs. Plein de fougue, il passe au Saint-Simonisme en 1830. A 25 ans, il renonce à sa belle et lucrative position d'ingénieur des mines du département du Nord, pour écouter l'appel d'Enfantin qui voulait faire de lui un journaliste. Enfant gâté du Père, le plus brillant des apôtres, pendant deux ans, il mène l'assaut. En 1831, Enfantin l'appelle à la direction du *Globe*, qui entrait dans la phase d'activité politique. Il expose au public la doctrine du Maître : Faire du régime industriel le régime de l'avenir. « Le but à atteindre, c'est l'exploitation du globe par l'activité matérielle, intellectuelle et morale de l'humanité associée... Dans l'État industriel, ... le pouvoir spirituel est nécessaire pour supprimer l'hostilité du riche et du pauvre, pour maintenir l'entente des chefs et des ouvriers », bref pour « l'amélioration physique et morale de la classe la plus nombreuse ».

Transformation politique, mais surtout transformation sociale, sans heurts ni révolution. Car les saint-simoniens sont pacifistes. Et Michel Chevalier plus que tout autre ; il va même jusqu'au cosmopolitisme économique. Il faut supprimer les barrières entre les peuples, exploiter la planète en commun pour pallier à la mauvaise distribution des produits, à l'aide des routes, des canaux et des chemins de fer surtout. C'est le grand facteur social, l'élément paci-

ficateur entre les peuples. Son programme était immense ; transformation des lois en vue de l'industrie, libre échange, mise en valeur de la Basse-Bretagne, des Landes, de la Sologne, assèchement ici, boisement là, bref de riches idées qu'on exploitera au cours du XIX^e siècle. De plus, en France, c'était le moyen de fournir une aide aux vingt millions de prolétaires, qui disposés à l'émeute, s'agitaient. Dès la fin de 1831, Péreire mène la campagne pour les chemins de fer dans *le National*, critiqué par *le Journal des Débats* qui y voit la ruine des canaux.

En 1832, Michel Chevalier exposera ses idées dans *le Globe* et surtout dans son *Système Méditerranéen*, livre extraordinaire et prophétique, qui fit grand bruit. Certain du succès de l'entreprise, il accepta patiemment les bons et les mauvais coups de la fortune ; le pain du lendemain n'était pas toujours sûr, l'existence à Ménilmontant n'était pas sans déboires ; les apôtres se livraient aux travaux manuels, excellente discipline pour ceux qui allaient diriger le monde nouveau. Lui, Michel, frottait les parquets et servait à table. Avec le père, il est enfermé à Ste-Pélagie, où il eut une vision éblouissante de la *Genèse*. Mais soudain son enthousiasme s'évanouit, les méditations de la prison lui dessillèrent les yeux, il eut sans doute conscience que la doctrine mystique d'Enfantin lui faisait perdre pied. Après tout, par sa formation scientifique, il demeurerait attaché aux faits. Bref, en 1833, voulant user de sa liberté morale, il rompit ses relations avec Enfantin, en attendant sa rupture officielle avec le saint-simonisme qui ne devait se produire qu'en 1838. Il traita même ses erreurs passées d'une façon un peu cavalière, mais il jugeait perdu le temps passé en théories religieuses, et lui-même appliquait enfin pour son propre compte la fameuse formule « chacun selon sa capacité ». Ce qui paraît l'avoir frappé et retenu dans le saint-simonisme, c'est le côté utilitaire de la doctrine, qu'il allait désormais s'attacher à développer.

Il fut gracié par Thiers qui le chargea d'aller en Amérique étudier les travaux publics et surtout les chemins de fer. Son séjour dura de la fin de 1833 à la fin de 1835. Il rapportait un travail immense qui ne fut publié qu'en 1840¹. Mais il trouva aussi le temps de recueil-

1. Michel Chevalier n'était pas le premier Français à étudier sur place la navigation à vapeur. Jean-Baptiste Marestier avait fait un séjour en Amérique et en 1824, avait publié un *Mémoire sur les bateaux à vapeur des États-Unis d'Amérique*. J.-B. Marestier fut le premier à construire un bateau à vapeur pour la marine de guerre française. Cité par F. Monaghan.

lire des notes copieuses sur toutes sortes de questions. Il les présenta au public, en 1836, sous le titre de *Lettres sur l'Amérique du Nord*, dont quelques-unes avaient paru dans le *Journal des Débats*.

Esprit fort éveillé, Michel Chevalier ne se contenta pas d'étudier le côté physique et matériel des problèmes qui lui étaient confiés ; il pénétra toute la civilisation américaine, dans ses manifestations les plus indifférentes comme les plus compliquées, cherchant à bien comprendre les rouages et le mécanisme d'une activité sans précédent, qui portait sur tout à la fois, qui créait une civilisation unique, pour en tirer des leçons, qu'il proposait non seulement à l'admiration de ses compatriotes, mais comme remèdes aux maux multiples dont souffrait la vieille civilisation européenne et surtout le régime français qui semblait en voie d'accomplir de grandes réformes.

C'était un des esprits les plus remarquables de ce temps, « l'un des plus nobles caractères » aussi, disait H. Heine. Ingénieur, polémiste, historien, sociologue, il fut tout. Aussi c'est lui qui a donné de la civilisation américaine un des tableaux les plus justes et des plus complets. Ajoutez à cela que son style est parfois d'une grande distinction, souvent très vigoureux, tout en restant facile.

Deux ou trois lettres, actuellement nous intéressent, celles qui touchent à la question des voies de communication et des chemins de fer. Pour Michel Chevalier, comme pour les Américains d'alors, « Améliorer les communications, c'est donc travailler à la liberté réelle, positive et pratique... ; c'est faire de l'égalité et de la démocratie ».

La construction des canaux, antérieure à la construction des chemins de fer, provoque un grand enthousiasme. Depuis Fulton, on lance de nombreux bateaux ; en 1832, sur le Mississipi, le chiffre atteignait 220 jaugeant 40.000 tonneaux. Ils transportent beaucoup de monde, leur luxe est remarquable, comme aussi le nombre d'incendies qui s'y déclarent ; là-dessus, dit Chevalier... « les Américains sont d'une insouciance unique ».

Tous les moyens de communication autour de New-York seront étudiés d'une façon technique extrêmement détaillée et précise, quant au fonctionnement et à l'évaluation par lieue. On déploie une énergie surprenante pour canaliser le territoire de New-York, pendant que de graves publicistes d'Europe discutaient « s'il était convenable qu'un gouvernement se fit entrepreneur de travaux publics », ce dont Michel Chevalier est partisan. Toutes les ressources

de l'État doivent entrer en ligne d'action, pour lui, voir même à employer l'armée, ce qui défrayerait l'État d'une très lourde charge ¹.

Pour les chemins de fer, il retrouvera la même fureur, le même esprit d'entreprise. Les lignes commerciales étaient naturellement encore peu nombreuses : le Baltimore and Ohio, le premier système était organisé depuis 1827 et ouvert au trafic en 1830; en 1831-32, la locomotive à vapeur avait fait son apparition ; le Mohawk and Hudson fonctionnait en 1831 sur le parcours Albany-Schenactady. Le succès de cette dernière ligne fut pour la suite un très gros encouragement. On installe des chemins de fer dans les mines, dans les prisons pour porter les rations des prisonniers. « Mais les Américains sont entreprenants et il n'y a pas de place au monde où il soit plus aisé d'établir un chemin de fer à bas prix ; le sol y a été nivelé par la nature, et les immenses forêts qui le couvrent fourniront le bois dont le chemin sera bâti, car ici la plupart des chemins de fer sont principalement en bois ».

A cette date, le nombre des kilomètres de chemins de fer en Amérique est considérablement supérieur à ce qu'il est en France. Il cite pour la France 37 lieues et rien qu'en Pensylvanie 130 ! D'immenses projets sont en cours d'étude du côté de l'Ohio et du côté du Mississipi. « En France, nous sommes certainement le peuple le plus audacieux dans l'ordre des idées et des théories ; nous nous sommes montrés hardis à faire trembler en fait d'expérimentation politique ; mais nous sommes depuis vingt ans le plus timide des peuples en fait de réalisation matérielle ».

Là-bas, on ne perd pas beaucoup de temps à des discussions oiseuses. On va de l'avant, tant pis si l'on se trompe, on corrige mais on ne piétine pas sur place. L'accord des grands capitaines d'industrie et du gouvernement fut tout de suite décidé. Les chemins de fer étaient confiés pour dix ans à des compagnies privées, auxquelles on accordait des « land-grants ». De plus ces compagnies avaient franche coudée, car le droit d'expropriation leur appartenait. Chez nous, notre loi d'expropriation, qui datait de 1810, encore en vigueur en France en 1830, ne répondait plus aux besoins présents. Elle ne fut modifiée qu'en 1833, sous l'action saint-simonienne.

L'objection soulevée par les fermiers d'Amérique contre les chemins de fer, — le fracas qui pourrait effrayer les bestiaux, le pous-

1. Cette possibilité fut même acceptée en principe par le ministre de la guerre, dès 1834. Cf. LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1834.

sier qui risquait d'incendier les récoltes, — n'est pas, que je sache, entrée en ligne de compte chez nous, pour enrayer l'essor des chemins de fer. C'est qu'en France on ne croyait pas encore à cet article du credo des temps nouveaux. Michel Chevalier, saint-simonien, constatait en Amérique, la mise en pratique d'une de ses idées chères, à savoir que l'industrie est à la base de la civilisation.

S'il faut en croire Victor Hugo ¹, les premiers essais de navigation à vapeur provoquèrent plutôt la risée que l'enthousiasme de la population. « Une chose qui fumait et clapotait sur la Seine avec le bruit d'un chien qui nage allait et venait sous les fenêtres des Tuileries, du Pont Royal au pont Louis XV ; c'était une mécanique bonne à pas grand'chose, une espèce de joujou, une rêverie d'inventeur songe-creux, une utopie : un bateau à vapeur. Les Parisiens regardaient cette inutilité avec indifférence ».

L'évolution des esprits, avait été lente. Beaucoup étaient alors aussi sceptiques qu'en 1817, quant aux mérites de la nouvelle invention. On était encore en France d'une grande timidité. En 1835 seulement, on projeta de lancer dix bateaux à vapeur sur la Méditerranée. On fut d'une circonspection encore plus grande pour ce qui regardait les chemins de fer, pendant la période qui nous occupe. Après le premier essai, — Andrézieux-St-Étienne, — en 1823, et malgré les efforts de Fournel, polytechnicien disciple de Saint-Simon, qui, dès 1825, traça le plan d'un réseau de chemin de fer en Champagne, et le vote d'un crédit de 500.000 francs pour l'étude des chemins de fer, il faut attendre 1835 pour constater notre première tentative sérieuse, — la première ligne pour voyageurs entre Paris et St-Germain, dont la construction durera deux ans. C'est à cette occasion que Michel Chevalier, alors en Amérique, adresse l'une de ses lettres au *Journal des Débats*. Il y avait bien encore un plan d'étude de cinq grandes lignes : Paris-Le Havre ; Paris-Lille ; Paris-Bordeaux ; etc. mais on amplifiait surtout les difficultés d'exécution, qui entraînerait des frais énormes. En 1836, on fait le tracé de la ligne Montpellier-Cette et Paris-Versailles. Nouveau projet de cinq grandes lignes en 1837. La Chambre élective met des bâtons dans les roues. Comme les grosses dépenses effrayaient les particuliers, l'État décide de s'intéresser à l'entreprise, non pas parce que l'État ou du moins nos dirigeants y croyaient, — Thiers

1. *Les Misérables*, 1^{re} partie, Livre III, chap. I. Cité par Fréjaville. *Les Méditations de Lamartine*.

lui-même, en 1836, était fort sceptique, — mais parce qu'il y avait une question d'orgueil national, de rivalité commerciale et politique. On reconnaît volontiers que la France était devancée par d'autres nations. En 1838, de nouveaux projets, mais pour le présent, on se contente de l'exécution de 373 lieues.

On use de compromis : Martin du Nord, ministre des Travaux publics, est d'avis que l'État fasse les grandes lignes et laisse les lignes secondaires à des compagnies privées. Mais d'autres politiciens, comme Muret de Bort, prêchent pour la construction des routes et des canaux. Néanmoins, on aperçoit de vagues signes encourageants, ne fût-ce que d'aboutir à cette simple constatation, à savoir qu'il manque à la France deux innovations : la construction des chemins de fer sur une grande échelle et l'esprit d'association dans sa plus large acception. Dès 1837, grâce encore aux saint-simoniens, l'opinion publique était conquise à la cause de la nouvelle invention ; des voix sympathiques de plus en plus nombreuses s'élèvent à la Chambre, parmi lesquelles nous sommes heureux de retrouver celle de G. de Beaumont. Tocqueville, lui aussi, avait entrevu les possibilités futures de la nouvelle invention ; en homme d'affaires très avisé, il avait même fait quelques placements sur les chemins de fer américains, comme nous le révèlent certaines lettres à son ami J. Sparks.

Après 1842 seulement la partie était définitivement gagnée.

DEUXIÈME PARTIE

LA POLITIQUE

**La France, évoluant vers la Démocratie,
se tourne vers l'Amérique**

CHAPITRE PREMIER

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE VUE PAR LA PRESSE ET LES REVUES FRANÇAISES

Les revendications politiques en France datent de loin s'il faut en croire Tocqueville dans son *Introduction à la Démocratie en Amérique*. Depuis le XI^e siècle les nobles et les rois ont donné une puissance politique au peuple, les premiers pour lutter contre l'autorité royale, les deuxièmes pour abaisser l'aristocratie. « Lorsqu'on parcourt les pages de notre histoire, on ne rencontre pour ainsi dire pas de grands événements qui depuis sept cents ans n'aient tourné au profit de l'égalité.

Les croisades et les guerres des Anglais déciment les nobles et divisent leurs terres ; l'institution des Communes introduit la liberté démocratique au sein de la monarchie féodale ; la découverte des armes à feu égalise le vilain et le noble sur le champ de bataille ; l'imprimerie offre d'égales ressources à leur intelligence ; la poste vient déposer la lumière sur le seuil de la cabane du pauvre comme à la porte des palais ; le protestantisme soutient que tous les hommes sont également en état de trouver le chemin du ciel. L'Amérique, qui se découvre, présente à la fortune mille routes nouvelles et délivre à d'obscurs aventuriers les richesses et le pouvoir.

« Si à partir du XI^e siècle vous examinez ce qui se passe en France de cinquante en cinquante années, au bout de chacune de ces périodes, vous ne manquerez point d'apercevoir qu'une double révolution s'est opérée dans l'état de la société. Le noble aura baissé dans l'échelle sociale, le roturier s'y sera élevé ; l'un descend, l'autre monte. Chaque demi-siècle les rapproche et bientôt ils vont se toucher ¹ ».

Cette longue citation nous montre bien le mouvement progressif de la révolution démocratique en France. Au XII^e siècle, ce sont les bourgeois d'une même ville qui, sous l'œil bienveillant du monarque, obtiennent une charte de leur seigneur ; quatre siècles plus tard, c'est l'autorité royale qui est en jeu. « Dès le XVI^e siècle, nos penseurs sont aux prises à propos du système de gouvernement ; les droits de la couronne sont violemment discutés en termes presque révolutionnaires durant les guerres de religion ² ».

Les uns, comme La Boétie, ressusciteront la doctrine de la souveraineté populaire ; les autres défendent l'autorité royale. Jean Bodin proclame tout d'abord les droits indestructibles de la nation, puis dans *la République* défend l'autorité royale, tout en s'opposant à la doctrine de l'absolutisme. Il conçoit même l'idée d'une république universelle dans laquelle toutes les nations participeraient au bien général, utopie qui sera reprise au cours des siècles, mais qui fait encore partie du domaine de l'impossible.

A vrai dire, même sous Louis XIV, quelques voix s'élèvent contre les excès de la monarchie absolue. La Bruyère nous fait un tableau saisissant de la grande misère des paysans, tandis que vers la fin du règne, Fénelon, Vauban, Boulainvilliers suggèrent des plans de réformes.

La marche des idées démocratiques est plus facile à suivre au XVIII^e siècle, alors que l'esprit critique passe au crible, après les institutions religieuses, les institutions politiques. La royauté de droit divin n'est plus acceptée comme un fait. On s'intéresse aussi aux événements extérieurs, on sympathise avec les « Insurgents » américains, parce qu'ils luttent pour défendre leurs droits. Cet enthousiasme pour l'Amérique envahit même le domaine de la littérature et dans l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse on vante « la grandeur et l'importance de la révolution américaine ³ ».

1. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie en Amérique*, Introduction.

2. PRIOR (O. H.), *Morceaux choisis des Penseurs français du XVI^e au XIX^e siècle*.

3. MORNET, *la Pensée française au XVIII^e siècle*, p. 187.

Avant l'arrivée de Franklin c'était l'image embellie de la Grande Bretagne qui séduisait les philosophes. L'Angleterre, c'était pour eux, le pays le plus sage, le plus moderne, le plus heureux et le plus riche. Il faut reconnaître aussi que la propagande anglaise faisait tous ses efforts pour affaiblir la profonde admiration des Français pour l'Amérique en lutte contre la puissante Angleterre, mais, tout en désirant ardemment la victoire des Américains, les divers partis en France ne voulaient certainement pas la guerre. Franklin, l'habile diplomate du Nouveau Monde, réussit non seulement à emprunter un total de dix-huit millions de francs, alors que les coffres du gouvernement de Louis XVI étaient presque vides, mais aussi, après quatre ans de patients efforts, à entraîner la France dans cette nouvelle lutte contre l'Angleterre ¹.

Ce fut alors un véritable enthousiasme en France si l'on en croit le comte de Saint-Victor, adversaire déclaré de la démocratie américaine. Lors de son voyage aux États-Unis en 1832, après avoir fait l'historique de la querelle entre l'Angleterre et l'Amérique, il ajoute : « Ces événements singuliers dont on suivait alors le cours en Europe avec tant d'intérêt, et qui en France, faisaient tourner toutes les têtes, y sont maintenant profondément oubliés ² ».

Cet intérêt durait encore après la victoire des États du Nouveau Monde. Jusqu'à la veille de la Révolution française on s'intéressa vivement à l'expérience américaine ³. Il était tout naturel que les esprits, en France, voulussent étudier de près cette nouvelle démocratie, dont la déclaration d'indépendance avait soulevé tant d'enthousiasme, quelques années auparavant. Il aurait été tout naturel aussi de redouter l'exemple de la jeune république et les répercussions politiques qui pouvaient se produire chez nous, mais les philosophes eux-mêmes ne demandaient que des revendications légitimes et étaient loin de soupçonner le danger d'une révolution prochaine. L'un d'eux, l'abbé de Mably, frère de Condillac, publiait déjà en 1784, un an après la paix de Versailles, ses *Observations sur le gouvernement et les États-Unis d'Amérique*. Il est vrai qu'il n'avait pas fait ses *Observations* sur place et qu'il s'était contenté d'interroger les Pères et les voyageurs dont le jugement lui paraissait sûr,

1. FAÿ (Bernard), *Franklin, l'apôtre du Nouveau Monde*.

2. SAINT-VICTOR, *Lettres sur les États-Unis*, Lettre VIII.

3. FAÿ (Bernard), *L'Esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis, à la fin du XVIII^e siècle*.

mais il cherchait en toute conscience, à donner une idée juste des faits et des événements. L'expérience américaine, en vérité, ne lui semblait pas possible en France et il concluait que « la pure démocratie, gouvernement excellent avec de bonnes mœurs, serait détestable avec les nôtres », ce qui n'était certainement pas flatteur pour nous.

Dès 1748, Montesquieu avait écrit que les lois « doivent être propres au peuple pour lequel elles sont faites », et « que c'est un grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre ». Mably, lui aussi, admettait le danger des systèmes et rêvait d'organiser une « monarchie républicaine ». Comme tous les philosophes du XVIII^e siècle, il n'était nullement révolutionnaire et préférerait une monarchie légale au gouvernement de la multitude ignorante.

Il est intéressant à ce propos de comparer le jugement de Voltaire sur le succès peu probable d'une république de grande étendue, avec celui d'un des enquêteurs de 1830, Michel Chevalier. Celui-ci a étudié les institutions américaines dans le pays même et conclut que : « ce qui a fondé la démocratie américaine et ce qui la conserve, c'est donc la puissance des mœurs unie à l'immensité d'un territoire sur lequel tous peuvent s'étendre sans se heurter ». Ce serait, d'après lui, « la base de cette souveraineté populaire ».

Voltaire, au contraire, qui n'a connu que l'aube de la démocratie américaine, ne peut concevoir une république aussi vaste et déclare que « la démocratie ne semble convenir qu'à un tout petit pays » et encore faut-il qu'il soit bien situé. L. S. Mercier va plus loin encore ; pour lui, la démocratie est « le pire des gouvernements ».

Enfin, au moment où l'opinion publique française est gagnée à la cause de la révolution américaine, au moment où Franklin a conquis tous les cœurs, le philosophe Morellet ne comprend pas cet emballement « chez un peuple (français) qui jouit de la plus belle constitution connue sur la terre ¹ ».

Quant aux physiocrates, — Turgot et son groupe, — tout en ayant foi dans la prospérité matérielle des États-Unis, ils déplorent que ces derniers aient calqué leur gouvernement sur l'Angleterre, comme s'il était nécessaire, dans une république fondée sur l'égalité des citoyens, de balancer le pouvoir inexistant d'une royauté. D'après eux, l'établissement des divers corps ne peut être qu'une source de division, un seul corps étant suffisant.

1. MORNET, *la Pensée française au XVIII^e Siècle*.

Pendant la tourmente révolutionnaire, les préoccupations à l'intérieur, ne nous permettent pas de nous intéresser à ce qui se passe alors en Amérique, mais en 1797, Joseph de Maistre dans ses *Considérations sur la France* ne trouve rien à condamner dans les États-Unis, au point de vue gouvernement et passe en disant : « Laissez-les croître ». Pourtant de Maistre croit en la monarchie héréditaire et même au droit divin des rois et quelques années plus tard, en 1821, il vise la constitution américaine, lorsqu'il écrit : « Le peuple le mieux constitué est celui qui a le moins de lois constitutionnelles ; et toute constitution écrite est NULLE ¹ ». Il va même jusqu'à croire que la liberté américaine est une punition de Dieu. « L'Amérique et ses hordes sauvages exclues de la deuxième révélation par nature et en vertu de quelque anathème primitif ² ».

Pendant la période de l'Empire, les esprits sont occupés de gloire, la presse est enchaînée, la voix de Napoléon domine tout ; mais, sous la Restauration, les agitations reprennent et les racines démocratiques repoussent au jour. Les libéraux se groupent autour de La Fayette. Celui-ci, à la vérité, est moins un orateur ou un homme politique qu'un drapeau. Sensible humanitaire à la façon du XVIII^e siècle, il jouit d'une immense réputation, due à sa conduite lors de la guerre de l'Indépendance Américaine. C'est le « héros des Deux Mondes », et il a fini par partager si sincèrement l'adoration qu'on lui porte, qu'il en vient à se croire le « Bouddah incarné de la liberté ³ ».

Malheureusement, il n'a pas les qualités d'un chef de parti. C'est un nom autour duquel on se rallie ; il encourage les complots, il pousse à la révolte, mais il n'a aucun don d'organisation. Les libéraux se réunissent chez lui ou chez Benjamin Constant, le véritable « manœuvrier du parti ⁴ ».

En 1820, le règne de la modération est terminé ; l'assassinat du duc de Berry amène une première loi sur la censure. Les libéraux s'organisent pour défendre la Charte et les libertés acquises. L'opposition fomenté des troubles et, comme la presse n'est plus libre, on a recours au pamphlet et à la chanson. Louis XVIII est trop vieux et ne peut plus résister à l'influence des ultras qui com-

1. JOSEPH DE MAISTRE, *Les Soirées de St. Pétersbourg*, p. 139.

2. *Ibid.*, p. 289, II.

3. LUCAS-DUBRETON, *La Restauration et la Monarchie de Juillet*, p. 42.

4. LUCAS-DUBRETON, *op. cit.*

mettent fautes sur fautes. Chateaubriand, qui a passé à l'opposition en 1824, ne voit le salut de la royauté que dans la Charte : « La monarchie constitutionnelle n'est point née parmi nous d'un système écrit, bien qu'elle ait un code imprimé ; elle est fille du temps et des événements, comme l'ancienne monarchie de nos pères ¹ ».

Les agitations redoublent aux environs de 1827, la monarchie essaie de lutter contre la démocratie, mais les idées marchent et l'entêtement du nouveau roi, Charles X, conduit à la révolution : « Personne ne désirait sérieusement une catastrophe, excepté quelques hommes à part. Il n'y eut d'abord qu'une émeute, et la légitimité seule l'a transformée en révolution ² ».

La presse qui avait eu peu d'influence sous la Restauration prend sa revanche après les Ordonnances. « La Révolution de 1830 est une révolution de journalistes », comme nous le dit Paul Reynaud, dans *Les Trois Glorieuses*. Ils se réunissent dans les bureaux du *National* pour résister aux Ordonnances. Trois journaux : *le Temps*, *le Globe*, *le National* sont lancés dans les cafés et les cabinets de lecture ; d'autre part, les ouvriers imprimeurs, réduits au chômage, entraînent le peuple. L'agitation grandit aux cris de : « Vive la Charte ! »

Le mouvement est spontané, il n'y a point de chef à la tête. Les députés ont peur et ne se joindront au peuple que pour le dépouiller de sa victoire. « La Fayette, l'homme le plus populaire de l'opposition était absent ³ ». Lui aussi préfère attendre les événements. Il ne rentre que le 28 au soir et ne se mêle pas à l'émeute populaire dont il aurait pu facilement prendre le commandement. Cependant, à l'aide du drapeau tricolore, il est prêt à faire « une révolution et non une révolte » mais il a compté sans Thiers qui produit alors la candidature du duc d'Orléans. La Fayette seul eût pu résister à l'Orléanisme ⁴, mais une fois encore il hésitait. Thiers et ses amis lui montraient les dangers d'un nouveau 93 et bien qu'il fût vraiment républicain, il ne voulait pas prendre, seul, la responsabilité de la république. D'ailleurs le nouveau roi était prêt à accepter la Charte modifiée et donnerait des garanties au peuple, il serait « la meilleure des républiques ».

1. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe*. Volume I, Livre X, p. 320.

2. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe*, Volume IV, Livre X, p. 368.

3. REYNAUD (Paul), *Les Trois Glorieuses*.

4. *Ibid.*

La Fayette ayant accepté la candidature du duc d'Orléans, il ne restait plus qu'à gagner le peuple, qui n'était pas très enthousiaste. Thiers sut encore se servir de la popularité de La Fayette. Il le fit paraître à une des fenêtres de l'Hôtel de Ville et le futur Louis-Philippe, un drapeau tricolore à la main, l'embrassa devant le peuple. Il n'y avait plus maintenant qu'à applaudir la mise en scène et à accepter l'inévitable.

L'inévitable, cependant, ne pouvait durer et les libéraux ne furent pas longs à s'apercevoir de l'escamotage de la révolution. L'un deux, Lamennais, une semaine après l'avènement de Louis-Philippe écrivait une lettre à la comtesse de Senfft : « Le plus grand nombre préférerait la république franchement déclarée, et je suis de ceux-là, mais j'espère que la royauté sera purement nominative. Si on laisse à celui qui portera le titre de roi, seulement l'espérance d'un pouvoir réel, à l'instant même la guerre commencera entre lui et le parti républicain ¹ ».

Paroles prophétiques que les événements allaient révéler. Louis-Philippe avait accepté de régner de par « la volonté nationale » et avait juré « d'observer fidèlement la Charte constitutionnelle », mais il savait tergiverser. « A ses yeux, il avait les dons nécessaires à un homme d'état, voulait gouverner par lui-même : mais sa sagesse, son sens des circonstances, cette prudence un peu machiavélique qu'il s'était assimilée durant les années d'effacement, l'empêchaient de dévoiler toute sa pensée ² ».

En réalité il voulait être son premier ministre. « Mais en 1830 une telle prétention était impossible ; il fallait temporiser, consentir à n'être transitoirement que le premier bourgeois de France, et surtout ne point laisser s'évanouir cette sympathie, cette popularité toute fraîche qui l'avait porté au pouvoir ³ ».

Tout de suite il se trouva en face de deux adversaires ; le parti démocratique et le parti légitimiste, tous les deux coalisés contre la nouvelle monarchie. Les légitimistes n'étaient pas très dangereux, mais les libéraux semblaient voir clair dans la politique du roi qui d'abord ménageait les susceptibilités. Dans le gouvernement même, il y avait encore deux partis ; le parti de la résistance dont les chefs étaient C. Perier, le duc de Broglie, Molé, Guizot, Thiers, et le parti du mouvement, avec Lafitte, La Fayette, Odilon Barrot.

1. LAMENNAIS, *Œuvres posthumes, Correspondance*.

2. LUCAS-DUBRETON, *op. cit.*, p. 157.

3. *Ibid.*

Plus tard, les libéraux devenus républicains, se diviseront en deux partis : l'École Montagnarde, dont Cavaignac sera le chef, et l'École Américaine. La première parle d'association de droit naturel et la deuxième d'association de convention en vue de l'intérêt général. La politique de l'École Américaine est exposée dans *le National*, après 1832 ; c'est aussi la politique de La Fayette qui, dès 1830, à la session législative, réunie pour modifier la Charte, avoue franchement ses sentiments républicains, tout en se déclarant défenseur du trône constitutionnel. « Disciple de l'école américaine, j'ai toujours pensé que le corps législatif devait être divisé en deux Chambres ». ... « L'aristocratie, Messieurs, est un mauvais ingrédient dans les institutions publiques ¹ ».

Plusieurs associations se forment et deviennent des foyers d'opposition, à Paris et dans les départements. La plus puissante est la *Société des Amis du Peuple* qui renferme l'élite du parti républicain avec Cavaignac, Buchez, Marrast, Blanqui, Raspail, etc... La Fayette lui-même préside l'*Union de Juillet*, et en 1834, la *Société des Droits de l'Homme* succède à celle des *Amis du Peuple* qui a été dissoute en 1832.

Ce sont de beaux jours pour la presse que les premières années du règne de Louis-Philippe ; redevenue libre, elle va délaisser la critique littéraire, — d'ailleurs sur ce terrain le romantisme a vaincu le classicisme, — et s'occuper de problèmes sociaux et de politique. « La littérature, désormais, n'est plus qu'un noble divertissement à l'usage de ceux que la politique rebute ou fatigue ² ».

C'est la presse qui va instruire le peuple et lui apprendre ses droits et ses devoirs. Si l'on examine les journaux les plus importants de l'époque, on peut nommer : *le Constitutionnel* et *le Journal des Débats* qui sont dynastiques ; *la Quotidienne*, *le Rénovateur*, *la Gazette de France* qui sont légitimistes ; *le National* et *la Tribune* qui sont démocratiques ; *le Populaire* qui est de tendance socialisante, tandis que *le Globe* appartient aux Saint-Simoniens. Il y a encore *l'Avenir*, journal de Lamennais et *le Correspondant*, lesquels représentent l'école religieuse. Quant au *Temps*, journal d'opposition sous la Restauration, il ne veut juger la nouvelle monarchie que par ses actes.

En province, après juillet 1830, de nombreux journaux libéraux

1. LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1830.

2. DESGRANGES, *La Presse littéraire sous la Restauration*, Préface, p. 23.

paraissent, mais irrégulièrement, à cause du manque d'argent, car les journaux, trop chers, ne s'adressent encore qu'à l'élite.

Tout d'abord, les libéraux n'ont pas de programme précis, ils agissent surtout par les clubs, les associations et les journaux. Louis-Philippe a prudemment appelé le parti du mouvement au pouvoir, mais les sept mois du ministère Lafitte ne sont que sept mois de désordres. La condamnation des ministres de Charles X à la prison perpétuelle provoque les premiers troubles et la maladresse des Légitimistes pendant un service funèbre à la mémoire du duc de Berry est la cause du sac de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois et de l'archevêché, en février 1831. Après cette émeute, le gouvernement s'explique devant la Chambre et parmi les orateurs, on remarque encore « La Fayette qui vint donner quelques explications sur le programme de l'Hôtel de Ville et sur le *trône environné d'institutions républicaines*. Si la formule de ce programme avait paru à M. Guizot l'illusion de quelques esprits généreux, la France disait l'orateur ne devait pas être fâché d'apprendre qu'au nombre de ces esprits, se trouvait le roi-citoyen qu'elle avait porté sur le trône. Suivant M. de La Fayette, c'étaient des institutions républicaines que tout un peuple armé en gardes nationales, — lui-même en était le chef, — que le trône fondé par la nation, et que le choix d'un prince, non par des motifs de quasi-légitimité, de quasi-restauration, mais parce qu'il avait les antécédents d'un patriote de 1789 ¹ ».

Lassé par les désordres à l'intérieur et la politique pacifiste à l'extérieur, le pays était prêt pour un changement. Le parti de la résistance remplaça le parti du mouvement et C. Périer rétablit l'ordre dans la rue. Pendant son ministère il réprima sévèrement les troubles de Lyon et occupa Ancône pour protester contre l'occupation des états de l'Église par l'Autriche. Sa mort, en 1832, fut le signal d'une propagande républicaine organisée, car, ce n'est qu'à cette date que Carrel prononce pour la première fois, dans *le National*, le nom de République. Les journaux libéraux se déchaînent alors contre la Monarchie et les procès de presse se multiplient. *La Tribune* de Marrast soutient, pour son compte, 114 procès, de 1830 à 1834 et n'est condamnée que 23 fois. Les républicains font naturellement grand bruit autour des acquittements. La propagande républicaine prend une telle ampleur que Louis-Philippe, sentant

1. LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1831.

le danger, déclare à Odilon Barrot : « Les journaux ont juré de me démolir ¹ ».

Tout acte du gouvernement provoque des rassemblements dans la rue ; des émeutes éclatent, la révolte s'étend, attirant les mécontents. Bref les principes nouveaux vers la démocratie sont en marche et font des adeptes dans la masse, comme on peut le lire dans les journaux de l'époque. Le moment est venu pour la presse républicaine d'attirer à nouveau l'attention vers les choses d'Amérique et de s'en servir, au besoin, comme d'une machine de guerre.

Le plus puissant organe de l'opposition est *le National*. Il fait au gouvernement une guerre impitoyable. A sa tête, se trouve Armand Carrel, le journaliste le plus intelligent et le plus clairvoyant de l'époque, secondé par deux hommes éminents, Thiers et Mignet.

Dès le début, pour celui qui veut lire entre les lignes, on constate que la campagne politique est dirigée dans un sens républicain. Il y a bien des réticences et des atténuations de langage, mais enfin, ce que désire *le National*, c'est une participation plus étendue de la masse aux affaires publiques et une direction moins arbitraire de la part de la royauté. « Le roi compose le ministère, oui ; mais suivant le vœu du pays, on appelle cela de la souveraineté du peuple, et on fait bien de le dire ainsi, pour les faibles et les sots, qui ont peur de notre système de gouvernement ou ne le comprennent pas. On n'a jamais qualifié de souveraineté du peuple l'influence du pays légalement exercée par 400 individus ² ». Thiers se moque également un peu plus loin d'une démocratie, où sur 32 millions d'habitants 80.000 seulement sont appelés à voter. Non vraiment, pour lui, la Charte n'est pas « un chef-d'œuvre ³ ». « La France veut se gouverner elle-même, parce qu'elle le peut. Appellera-t-on cela un esprit républicain ? Tant pis pour ceux qui aiment à se faire peur avec des mots. Cet esprit républicain, si l'on veut, existe, se manifeste partout et devient impossible à comprimer ⁴ ».

L'idéal du *National*, c'est d'abord un gouvernement à l'anglaise,

1. GORCE (P. de la), *Le Règne de Louis-Philippe*, (R. D. M. avril-mai 1931).

2. *Le National*, 3 février 1830. Article de Thiers. Cf. exemplaire de Thiers, où, de sa main, Thiers indique de qui sont les articles. Il n'y a que l'année 1830 et encore jusqu'à la fin de septembre. En outre, après la Révolution de juillet, il n'est fait aucune mention de noms. Il est à remarquer aussi que, sauf de rares exceptions, les articles de politique intérieure sont signés de Thiers surtout ou de Mignet.

3. *Le National*, 8 fév. 1830, Art. de Thiers.

4. *Le National*, 19 fév. 1830, Art. de Thiers.

préférable à l'américaine. Avec la constitution anglaise, le pays se gouverne lui-même, choisit la Chambre et par la Chambre, les ministres. Voilà, pour *le National*, le type du gouvernement représentatif, avec une royauté, une aristocratie et une démocratie. « Ainsi entendue, la monarchie représentative nous semble le plus libre et le plus vigoureux des gouvernements. Nous la préférons au gouvernement américain, comme aussi libre et plus forte ; en disant même plus forte, nous disons plus libre aussi, car il n'y a une suffisante liberté qu'avec une combinaison suffisante de force ¹ ».

Accusé par *la Quotidienne* de prêcher la république à l'américaine, *le National* se défendait alors de cette accusation grave : « Si le gouvernement américain nous paraissait aussi fort qu'il est libre, et s'il était dans nos convictions, nous le dirions ou nous nous tairions par respect pour les lois ² ».

« Il faut le répéter un million de fois, la république parlementaire est aujourd'hui le gouvernement légal de la France ³ ». Tout en préconisant la monarchie constitutionnelle ou la république parlementaire, Carrel réprouvait alors, comme pendant toute sa carrière politique, les moyens violents et ne croyait pas qu'un pays de l'ancien monde pût profiter d'une liberté aussi grande que celle des États-Unis. « Le temps apprend chaque jour à ceux-là, (ceux qui prêchent une liberté plus réelle) que cette frêle liberté du Nouveau Monde ne résisterait pas à des chocs auxquels sont exposés les états compacts et serrés du vieux continent, et auxquels seront exposés ceux du nouveau quand il sera civilisé et peuplé ⁴ ».

Donc, au début, il y a du flottant dans *le National*. On tâte le terrain ; on n'hésite même pas à se rétracter. « Nous sommes libéraux, nous ne sommes pas républicains ». On redoutait même un changement de régime. « La république nous exposerait à d'affreuses divisions. Elle nous brouillerait avec l'Europe ⁵ ».

Mais en 1831, on remarque déjà un changement dans l'attitude du *National*. Il reconnaît les avantages du système américain. Au sujet de l'article 14 de la Charte, qui réservait au roi la faculté de suspendre ou de modifier la Constitution, *le National* écrit :

1. *Le National*, 21 fév. 1830, Art. de Thiers.

2. *Le National*, *ibid.*

3. *Le National*, 24 fév. 1830, Art. de Carrel.

4. *Le National*, 24 fév. 1830.

5. *Le National*, 31 juillet 1830.

« Les républicains qui se sont essayés dans l'Amérique du Nord à faire des constitutions n'y ont pas mis, que nous sachions, d'article 14 ; seulement ils ont réglé le mode suivant lequel la Constitution serait révisée quand un besoin nouveau ou un progrès quelconque de la société l'exigerait. Les constitutions progressives n'ont pas besoin d'article 14, mais les constitutions stationnaires en ont besoin ¹ ».

Il réfute les arguments spécieux contre la République en se servant toujours de l'exemple des États-Unis : « Nous accordons que République ou brigandage, massacres sur les grands chemins, soient absolument la même chose, quoiqu'on n'ait rien vu de cela depuis 40 ans aux États-Unis ² ».

Il constate la faiblesse du gouvernement de Louis-Philippe et croit que cette faiblesse résulte de sa Constitution et de ses craintes : « Il a peur de la République... La vérité est que la constitution du pouvoir en France est au-dessous d'une république qui serait organisée dans la sincérité des choses ³ ».

On le voit peu à peu s'éloigner du gouvernement de Louis-Philippe lequel, considérant la Charte comme le dernier mot de la sagesse politique, s'opposait à toute réforme.

C'est après janvier 1832, alors qu'il se retourne contre C. Périer, dont la politique extérieure lui déplait que Carrel se déclare contre toute autorité et offre franchement les États-Unis en exemple. « Ce que je vous propose c'est ce qui est le plus proche de l'idéal... Les États-Unis n'ont eu depuis 50 ans que des pouvoirs suprêmes responsables ; ils n'en ont pas eu de coupables. Le jeu des institutions a toujours élevé la vertu et la capacité au rang suprême ⁴. »

De là l'auteur part pour exposer les principes qui doivent présider à la république en France. « On commence à distinguer, à ce qu'il paraît, deux espèces de république ; la première qui voudrait l'ordre, la liberté, la civilisation, les principes du gouvernement anglais, tels à peu près qu'ils ont été réalisés en Amérique, en se combinant avec le principe français de la souveraineté du peuple ; la seconde, qui ne rêverait qu'échafauds, proscriptions, pillage de la propriété, imitations de 93... »

1. *Le National*, 1^{er} janv. 1831.

2. *Le National*, 3 mars 1831.

3. *Le National*, 12 mars 1831.

4. LAUNAY (R.), *Les Pères de la Démocratie*, p. 81-121 sur A. Carrel.

« On ne nous pardonne pas d'avoir aussi nos idées d'ordre, de légalité, de liberté, de gouvernement, et de ne pas nous contenter du travail des rédacteurs de la Charte du 7 août. Et puis comment allons-nous chercher une constitution modèle en Amérique, à 3.000 lieues de nous... dans un pays que la civilisation dispute à grand'peine à la barbarie, où il faut lutter encore contre les populations indigènes qui ne cèdent le terrain que pied à pied ; dans un pays où la liberté la plus illimitée qui fut jamais offre pour épouvantable compensation l'esclavage ? C'est un pays neuf, nous dit-on, que votre Amérique, une constitution qu'on n'a pas eu le temps d'éprouver, quoiqu'elle règne glorieusement depuis un demi-siècle... On fait à la constitution américaine de bien singulières objections, il faut l'avouer. Ne dirait-on pas que l'hostilité des races indigènes d'Amérique et le maintien de l'esclavage des noirs dans les États-du Midi sont au nombre des bases fondamentales de la constitution américaine ? Il semble pourtant que cette constitution fait le bonheur des états de l'Union, non parce qu'il y a des Indiens à refouler dans le désert ou des esclaves à contenir dans le Midi, mais, au contraire, malgré que ces inconvénients existent. En sorte que là où ces inconvénients n'existeraient pas, comme en France, par exemple, la constitution républicaine de l'Union serait d'une application plus facile même qu'elle ne l'est en Amérique. Qu'on reproche à l'Amérique de n'être pas tout à fait digne de sa constitution, à la bonne heure ; mais cela ne prouve pas que cette constitution soit trop au-dessus de nos mérites, puisque nous n'avons ni Indiens à massacrer, ni esclaves à fustiger.

Un reproche de bien plus de poids auprès des gens qui prennent les raisons simples pour les raisons profondes, c'est cette distance : trois mille lieues de mer : Aller emprunter une constitution au-delà de l'Océan, à un peuple tout nouveau, c'est bien de la modestie pour notre vieille Europe ! Se pourrait-il que les Américains, nos inférieurs en civilisation, fussent doués d'un génie politique si supérieur au nôtre ? Non vraiment, les Américains n'ont rien inventé. Ils n'ont fait qu'emprunter avec discernement et appliquer avec constance. Ils étaient colons anglais avant d'être Américains ¹ ».

De plus Carrel fait remarquer que le parti démocratique américain « était disciple de l'école française ; il était dans les idées de

1. *Le National*, 29 mai 1832.

contrat social et de souveraineté populaire enfantées par notre glorieux XVIII^e siècle ¹ ».

Cette longue citation nous a paru nécessaire pour montrer clairement la position du rédacteur du *National*. Il est évident qu'il se laisse entraîner par le feu de la polémique, et qu'il n'accepterait pas aveuglément toute la constitution américaine, mais les objections de ses adversaires l'irritent et il tient surtout à leur rappeler que l'idée de république ne nous vient pas d'Amérique. La marche des idées démocratiques ne peut être arrêtée, « depuis notre première révolution nous avons constamment tendu à nous rapprocher de la combinaison anglo-française, qui porte le nom de constitution américaine ² ».

Logiquement il se demande pourquoi la constitution existante ne peut être discutée. Parce qu'elle est sacrée ? N'est-ce pas dire qu'une « constitution est bonne, non parce qu'elle est bonne, mais parce qu'elle existe ?... or le propre de toute institution humaine c'est de n'avoir qu'une bonté relative ³ ».

Il faut en France, non pas une forte armée comme celle que le gouvernement réclame depuis les bagarres de Lyon, mais un gouvernement qui comprenne le bien-fondé des demandes du peuple. « La facilité et le bon marché avec lesquels l'ordre se maintient dans un pays est la mesure de sa civilisation politique. C'est ainsi que nous n'hésitons pas à placer la civilisation politique de l'Amérique du Nord au-dessus de celle de l'Angleterre même ⁴ ». Contradiction ou évolution chez Carrel ? Bref, il n'en était plus à proclamer la supériorité de la monarchie représentative anglaise, comme il le faisait en 1830 !

Si les exigences démocratiques se réveillent, c'est parce que le roi maintient le gouvernement des classes riches et prétendues éclairées, perpétue l'abaissement, la pauvreté et l'ignorance des classes les plus nombreuses, et Carrel ajoute : « Nous qui pensons que le temps est venu de faire de la souveraineté nationale la participation de tous à la souveraineté représentée, nous nous sommes dévoués depuis bien longtemps à tous les périls de l'apostatisme démocratique... et si nous nous appelons républicains... c'est

1. *Le National*, 29 mai 1832.

2. *Le National*, 19 mai 1832.

3. *Le National*, 26 septembre 1832.

4. *Le National*, 21 avril 1834.

parce que nous demandons la représentation non seulement de la démocratie politique spoliée depuis le 18 brumaire, mais de tout ce qui n'est pas la démocratie, de tout ce qui a contribué avant et depuis le 18 brumaire, à tyranniser et abrutir la démocratie, pour n'avoir à compter avec elle que le plus tard possible ¹ ».

A. Carrel, devenu républicain militant, réproouve cependant la révolution. Il ne se sert pas de l'expérience américaine comme d'une machine de guerre, il connaît les dangers de la démocratie, il n'a pas toujours confiance dans les politiciens de son parti, « des fous, des brouillons, des impuissants, des envieux », les appelle-t-il un jour ; mais s'il prêche la république, c'est avec les yeux ouverts, c'est parce qu'il juge que la royauté a failli à son devoir et que la démocratie seule, avec toutes ses fautes, sert l'intérêt général.

Adversaire de C. Périer, lequel avait déclaré à la tribune : « Nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause, et le sang des Français n'appartient à personne », le rédacteur du *National* proclame, au contraire, l'universalité de ses principes : la mission de la France est de soutenir les nations opprimées par l'absolutisme. C'est bien là la doctrine de l'intérêt général, qui dépasse les frontières d'un pays et englobe le monde entier.

Nous avons vu, par ses articles dans *le National*, l'évolution des idées d'A. Carrel et s'il se tait en 1835, c'est que l'attentat de Fieschi amène la suppression de la liberté de la presse ; l'adhésion à la république est devenu un délit et le journaliste n'élève plus la voix que pour protester avec véhémence contre l'administration du Président Jackson, laquelle réclame à la France une indemnité de 25 millions pour pertes subies par son commerce pendant les guerres de l'Empire. Les États-Unis étaient restés neutres et à cause de ce fait réclamaient des dommages et intérêts. Le gouvernement de Louis-Philippe acceptait de payer cette indemnité, mais les deux oppositions de droite et de gauche la repoussaient. Les journaux dynastiques eux-mêmes, *le Journal des Débats* par exemple, publiaient des articles violents contre l'attitude intransigeante prise par le président des États-Unis. A. Carrel, de son côté, reproche au gouvernement américain d'avoir profité des embarras du gouvernement français que la Révolution de Juillet avait laissé sans alliance, et de n'avoir témoigné aucun souvenir des anciens

1. *Le National*, 21 novembre 1834.

sacrifices de la France. « Nous ne savons pas si cette politique est du goût de la majorité du peuple américain et nous en doutons, mais ce ne sont certainement pas là les traditions généreuses et civilisatrices des Washington, des Franklin et des Jefferson ¹ ».

Il ne craint pas le retentissement de ses articles en Amérique, il sait que certains journaux puissants ont fait des reproches semblables à l'administration Jacksonienne. « Nous irons plus loin et nous dirons que la majorité de la nation américaine n'a pas été dûment et régulièrement consultée dans cette question ² ».

Malgré les protestations unanimes en France et quelques protestations américaines, Louis-Philippe paya les dettes de Napoléon et les journaux parlèrent d'autre chose, mais de choses admises par la censure. Quant à A. Carrel, c'est un duel avec Émile de Girardin, fondateur de *la Presse*, qui termina brutalement sa carrière politique. Il mourut « estimé de tous les partis qui admiraient sa probité et son courage... Avec lui disparaissait je ne sais quoi de chevaleresque et de désintéressé, une audace vertueuse, une noblesse militaire, qui lui assurent une place éminente parmi les écrivains politiques ³ ».

Il avait trouvé dans *le Journal des Débats* de vigoureux adversaires. Depuis 1829, de Sacy et Saint-Marc Girardin en étaient les rédacteurs et Michel Chevalier un des collaborateurs. Si l'on suit l'histoire du *Journal des Débats*, on le trouve toujours au milieu de la lutte. C'est un journal de combat et il est toujours à l'avant lorsqu'il s'agit du mouvement des idées. Déjà Geoffroy y avait mené victorieusement, tout au début du XIX^e siècle, une critique féroce contre Voltaire et la tragédie pseudo-classique. Un peu plus tard, sous la Restauration, Duvicquet qui soutenait les classiques, s'était mis à la tête de la campagne contre Shakespeare et les romantiques, car la lutte des idées ne pouvait se poursuivre alors que sur le terrain littéraire. Sous la Monarchie de Juillet, *le Journal des Débats* est dynastique et défend la Monarchie contre les libéraux. Il s'attaque, de parti pris, à La Fayette à cause de ses opinions républicaines et de l'admiration profonde qu'il professe, ainsi que Chateaubriand, pour les institutions américaines. « Les institutions

1. *Le National*, 19 avril 1835.

2. *Le National*, 19 avril 1835.

3. LUCAS-DUBRETON, *La Restauration et la Monarchie de Juillet*, p. 216.

tout à fait républicaines, telles que les conçoit M. de La Fayette ne sont autre que le suffrage universel, c'est-à-dire ce que peu de républiques même pourraient supporter ¹ ».

En effet, le rédacteur des *Débats* nous a déjà informés deux mois plus tôt que le suffrage universel n'existe même pas en Amérique et que là, comme en France, on impose un cens élevé à l'électeur et, plus encore, à l'éligible. La Fayette est un républicain dangereux pour la tranquillité du pays, mais la France, d'après les *Débats*, ne se laissera pas influencer par lui. « Que M. de La Fayette, simple particulier, se constitue l'ennemi personnel de tous les gouvernements qui ne sont pas calqués sur le type américain, soit ! Mais la France n'a pas la moindre envie de laisser là ses libertés, son commerce, sa prospérité, pour se jeter dans les croisades politiques ² ».

D'autre part, comme nous l'avons déjà vu, le principal adversaire du journal dynastique est naturellement *le National* « qui a toujours l'exemple des États-Unis à la bouche ». Les Américains ont un gouvernement qui leur convient, mais les conditions en France et en Amérique ne peuvent être comparées, écrit un des rédacteurs du journal, et « ce qui est bon en Amérique ne l'est pas en France au milieu de l'Europe ». La constitution des États-Unis ne pourrait être adoptée en France sans danger. « Isolée sur une terre vierge, la république américaine n'a pas eu jusqu'à présent à craindre le grand écueil de toutes les républiques du monde, le pouvoir militaire et la haine des pauvres contre les riches. Et puis qui connaît à fond, chez nous, le gouvernement américain ? ³ »

Au lieu de tout admirer sans distinction, comme les représentants de l'école américaine, *le National* en tête, nous ne devons emprunter aux États-Unis que « ce qui nous est bon et applicable ; apprenons d'eux à ne pas déconsidérer le pouvoir social, à le mettre à l'abri des investigations de la cupidité, à donner aux représentants de la force publique une position haute et honorée. Apprenons d'eux à ne pas prendre les inspirations d'une envie tracassière et jalouse pour un noble esprit d'égalité. Le respect pour les supériorités d'intelligence et de fortune, le sentiment de la vénération même pour des qualités étrangères à l'homme et purement accidentelles, sont

1. *Le Journal des Débats*, 19 juin 1831.

2. *Le Journal des Débats*, 30 mai 1833.

3. *Le Journal des Débats*, 28 mai 1832.

très développées en Amérique ; parmi nous je ne sais si l'esprit de secte et de parti respecterait les plus hautes vertus et les plus solides qualités. Les Américains dont le territoire est si vaste, proportionnent à ce modèle toutes leurs entreprises ; leur manière de concevoir l'industrie, le commerce et la canalisation est digne d'être étudiée ; les forêts, les bois, les immenses savanes, les fleuves et les lacs de la nature transatlantique, leur opposaient des obstacles qu'il leur a fallu vaincre.

Ces grands travaux, qui n'en sont pas moins admirables, bien qu'ils aient été nécessaires, ont formé le génie de la nation ; c'est encore à ces défrichements, à ce combat de l'homme contre les déserts, que s'applique spécialement l'énergie américaine. Formés à cette école rude et austère, les républicains des États-Unis ont donné un magnifique exemple aux peuples qui les ont précédés dans la carrière de la civilisation ; sous ce rapport étudions-les, imitons-les. Mais n'allons pas, insensés, replacer nos vieilles institutions sous la tutelle et le patronage de cette civilisation à peine développée, reposant sur d'autres bases, environnée d'autres écueils et impossible à comparer avec la nôtre ¹ ».

Ce jugement sain et mesuré reconnaît à l'Amérique de précieuses qualités d'organisation et un profond sentiment de justice respectant toute vraie supériorité. Si Michel Chevalier ne l'a pas écrit lui-même, il l'a très probablement inspiré et *le National* ne peut que reconnaître la bonne foi de son adversaire. D'ailleurs Carrel ne répond pas à l'article qui est une louange du caractère américain et ne demande pas de répartition. Il ne répond même pas lorsque son journal est attaqué directement par *le Journal des Débats*, lequel affirme que nous n'admirons les États-Unis et leur constitution que parce que nous les connaissons réellement peu. L'esprit humain ne peut se faire une idée abstraite de la vertu et du bonheur parfait, il lui faut les réaliser quelque part et c'est pour cela qu'il a « placé le bonheur, la vertu et la liberté aux États-Unis. Ce sont les îles fortunées des anciens ; c'est la Bétique de Fénelon. Ces belles chimères vivront tant qu'elles pourront ; et quand il sera bien prouvé que nos mœurs et celles des Américains se ressemblent, que notre position géographique est la même que celle des États-Unis, que notre civilisation et la civilisation des peuples qui nous entourent ne nous imposent pas d'autres règles, que la vieille France et la

1. *Le Journal des Débats*, 26 février 1832.

jeune Amérique peuvent confondre leurs traditions et leurs lois, quand surtout la république des États-Unis aura autre chose à nous présenter qu'une expérience de cinquante ans qui n'est rien dans la vie des peuples, la France pourra se faire, si elle le veut, république à la manière des États-Unis, ou l'Amérique monarchie à la manière de la France. Jusque-là, je conseille à chacun des deux peuples de garder ses lois avec ses mœurs. Au moins nous ferons bien d'attendre encore 50 ans ¹ ».

Les arguments employés dans cet article pour combattre en France l'essai d'une république semblable à celle des États-Unis ont été si souvent rebattus que, cette fois encore, Carrel ne se donne pas la peine de répondre. Il a expliqué ses positions quelques mois plus tôt et il n'y revient plus. Que répondre d'ailleurs à ces objections ? Personne ne peut changer la position géographique de la France et il est vrai que la république, tout comme la monarchie, aura le problème de la sécurité à résoudre, problème qui n'a pas encore été résolu et qui est d'ailleurs une cause de mésentente entre la France et les États-Unis, car ces derniers, même de nos jours, n'ont rien à redouter de leurs voisins, et ne comprennent pas notre prudence. Que répondre aussi à propos du manque d'expérience de l'Amérique, sinon qu'un des collaborateurs du *Journal des Débats* lui-même a admiré quelques mois plus tôt les progrès accomplis en si peu de temps par la jeune république américaine. D'autres faits d'ailleurs plus probants sont là ; l'histoire nous prouve, nous a déjà dit Carrel, que les sentiments républicains remontent en France jusqu'à Louis XIV en passant par Voltaire, Montesquieu, l'Encyclopédie, J. J. Rousseau, Beaumarchais et ce n'est pas l'expérience américaine qui les a fait naître.

Le Journal des Débats a, d'autre part, des objections beaucoup plus solides contre les dangers de la démocratie, objections prises en Amérique même. Ce sont d'abord les dangers de cette justice populaire sommaire qui se réserve le droit de lyncher sans attendre le jugement légal, « l'intervention de cette justice prétendue populaire, s'exerçant *ab irato* par les mains de quelques furieux... C'est une effroyable calamité au sein d'un pays où il n'y a d'autre garantie publique que le respect de la loi, où le législateur, supposant l'ordre, n'a pris aucune mesure contre le désordre ² ».

1. *Le Journal des Débats*, 31 juillet 1832.

1. *Le Journal des Débats*, 27 décembre 1835.

C'est ensuite la faiblesse des magistrats devant « ces scènes de désordre et de sang qui font frémir » et ceci se passe « en pleine paix, sous l'autorité d'une Constitution et d'un gouvernement reconnu de tous ». C'est à croire « qu'il n'y a plus en ce pays ni lois, ni magistrats ». Est-ce là le résultat de 50 ans de liberté absolue de la presse aux États-Unis ? Si oui, il faut « en arriver à la censure puisque cette liberté met le pays à sang ». Il faut partout un gouvernement fort et l'opinion publique est insuffisante pour maintenir l'ordre. « Ce qui se passe aux États-Unis en est la démonstration. Il y a et il y aura toujours un certain nombre d'actes contre lesquels la force publique pourra seule prévaloir. Sans doute la raison publique dans son incontestable progrès, diminuera graduellement la fréquence et l'énormité de ces actes ; mais elle paraît impuissante à les faire disparaître complètement. Les États-Unis ne mettront fin aux agitations qui les désolent et compromettent leur avenir, qu'en s'appropriant dans une juste mesure ce que d'autres peuples ont eu et ont encore dans des proportions exagérées, un gouvernement régulier et régulièrement fort. La liberté véritable, celle qui luit pour tous est à ce prix ¹ ».

Le Journal des Débats approuvait ainsi indirectement la nouvelle politique de Louis-Philippe, lequel avait rétabli la censure, un des moyens employés pour réprimer les attentats.

Quant à l'esclavage qui existe encore aux États-Unis, pays de la liberté, *le Journal des Débats* accorde sa sympathie aux « citoyens de l'Union qui ont le courage et qui ont le droit de critiquer l'ordre social tel qu'il est constitué dans les États du Sud, et ce qu'on y appelle la propriété ² ».

De plus, le journal légitimiste réserve son jugement quant à la valeur du gouvernement américain. « Nous attendrons que les États-Unis soient sortis aussi heureusement et aussi paisiblement que possible de la crise où les a jetés la question de l'esclavage, pour croire que leur gouvernement soit le meilleur, le plus complet, en un mot le gouvernement définitif de l'humanité ³ ».

D'ailleurs le désordre s'accroît en 1836 ; la question de l'esclavage, de la liberté de la presse, la situation générale des affaires, provoquent des troubles. « Le génie des révolutions semble avoir

1. *Le Journal des Débats*, 12 septembre 1836.

2. *Le Journal des Débats*, 11 septembre 1835.

3. *Le Journal des Débats*, 11 septembre 1835.

quitté l'Europe pour aller s'établir au milieu de l'Union et pour travailler à la rompre... La condition actuelle des États-Unis présente une énigme sans pareille dans les fastes du monde, et que, pour notre compte nous n'entreprendrons pas de déchiffrer ¹ ».

Il est vrai que les événements semblent donner raison au rédacteur des *Débats*. Il est trop tôt encore pour juger l'Amérique, surtout dans cette période troublée qui a suivi la débâcle des banques. En lisant l'article qui va suivre on ne peut s'empêcher de penser à la crise actuelle qui, un siècle plus tard, reproduit les mêmes effets, lesquels proviennent, en partie, des mêmes causes. « Ainsi, d'après ce qui arrive aux États-Unis et en Angleterre, il est clair désormais, qu'il y a du danger à instituer des banques complètement indépendantes. Il y aurait été laissé une grande place au hasard et à l'inconnu. Les banques locales d'Amérique et les banques en participation par action (joint stock banks) encouragent les spéculations les plus hasardeuses quand les affaires sont florissantes au moyen des crédits qu'elles dispensent à tort et à travers, et du papier-monnaie qu'elles émettent à pleines mains ; puis, aux moments de crise, elles font défaut au commerce qui précisément alors aurait besoin d'appui, et souvent succombent sous le poids de leurs folies, entraînant avec elles de nombreuses victimes. Leur mission devrait être de modérer le commerce et de le rappeler à la prudence aux époques de prospérité et de le soutenir dans les jours de détresse ; elles exercent une action diamétralement opposée. Il est difficile de prévoir le remède qui sera adopté en Amérique, aujourd'hui que la banque des États-Unis, qui couvrait le pays du réseau de ses comptoirs et contrôlait jusqu'à un certain point les banques locales, a péri sous le coup de l'esprit de parti... ² ».

Sans nul doute nous retrouvons ici une partie des idées de Michel Chevalier qui avait étudié sur place le système des banques en Amérique, mais celui-ci tout en admettant les dangers d'une trop grande liberté, reconnaissait aussi les grands avantages du système de crédit américain et nous expliquerons plus longuement, un peu plus loin dans ce chapitre, ce qu'il recommandait pour la France. A propos de l'attitude du Président Jackson vis-à-vis de la Banque des États-Unis, Chevalier fait aussi remarquer, dans un article précédent, que les intrigues et les petites haines ont le champ libre en Amérique

1. *Le Journal des Débats*, 13 juillet 1836.

2. *Le Journal des Débats*, 4 décembre 1836.

comme ailleurs. « L'ignorance possible des vrais intérêts du pays n'est pas l'apanage exclusif de la monarchie ; je doute qu'il soit émané depuis vingt ans d'aucun des gouvernements européens (à l'exception de l'Espagne et du gouvernement du pontificat), un acte administratif qui atteste aussi peu de notions des besoins des gouvernés et des ressorts de la prospérité publique, rien d'aussi faible, et d'aussi pauvre que les pièces officielles émanées du pouvoir exécutif des États-Unis dans l'affaire de la Banque, quoique ce pouvoir exécutif soit le fruit de l'élection la plus réelle et la plus large. Ce n'est pas seulement dans les monarchies que l'on voit quelquefois un danseur où il fallait un mathématicien... La camarilla : jamais je n'en entendis autant parler que depuis que je suis aux États-Unis ¹ ».

En Amérique c'est la démocratie qui fait la loi aux capitalistes, aux banquiers, aux gros négociants, comme nous l'avons vu dans l'affaire de la banque, car il n'y a pas de garanties dans ce pays contre les caprices de la démocratie sauf dans le bon sens du peuple mieux informé. « Il faut dire qu'à cause de l'excellence de l'instruction primaire ici, ce bon sens est admirable en masse, mais il n'est pas infaillible. L'autocratie populaire est facile à égarer par les flatteurs comme tout autre autocratie ² ».

En somme les collaborateurs du *Journal des Débats* s'entendent pour prouver que tout est loin d'être parfait dans une démocratie comme les États-Unis et qu'il vaut encore mieux conserver ce que l'on a. On trouve dans les autres journaux les mêmes arguments pour ou contre la constitution américaine. *Le Temps* est partisan de la monarchie constitutionnelle à cause de son hérédité, de la tradition qu'elle représente dans la civilisation française. Un changement de chef est dangereux pour la paix publique, car le renouvellement fréquent du pouvoir encourage les esprits ambitieux ou novateurs. Changement de chef cela veut dire nouvel équipage et nouvel itinéraire et « le combat entre le pouvoir et le public sera d'autant plus incessant qu'il sera renfermé dans un temps plus court ³ ».

Au contraire, la monarchie, telle que la comprend *le Temps*, sera « la plus éclairée, la plus libérale du monde ».

1. *Le Journal des Débats*, 17 mars 1834.

2. *Le Journal des Débats*, 18 février 1834.

3. *Le Temps*, 31 décembre 1833.

« Héréditaire dans la dynastie régnante... (le journaliste prend ses précautions, car Louis-Philippe ne représentait que la branche cadette)..., qu'elle n'oublie pas que son essence est immuable, les formes qui l'entourent doivent varier au gré des besoins, nous dirions presque des fantaisies du siècle ¹ ».

L'exemple des États-Unis ne peut servir à l'Europe, car il manque à celle-ci un territoire immense qui empêche les individus de se heurter sans cesse, et qui offre à toutes les spéculations un théâtre sans bornes. Heureusement la république telle que la comprennent les républicains de pure théorie, n'est qu'une « innocente illusion, une bénigne folie aussi peu propre à nuire qu'impossible à guérir ² ».

Le Temps n'a pas peur d'une nouvelle république en France, la monarchie constitutionnelle lui paraît solidement assise.

Quant au *Constitutionnel*, il est avant tout le défenseur de la Charte et croit aussi en la monarchie représentative, mais il redoute une deuxième révolution. Il désire une alliance durable entre la liberté et la monarchie « compromis habile au moyen duquel vous obtenez les résultats les plus importants de la république avec l'immense avantage d'un pouvoir immuable ³ ».

Il a défendu naguères la cause de l'Amérique, « cette jeune et puissante république » et fait des vœux « pour sa prospérité, en dépit ou à cause même des formes de gouvernement qui nous séparent. A Dieu ne plaise que, dans un zèle exclusif pour la monarchie, nous désirions trouver des arguments dans les tristes discussions qui semblent s'attacher de préférence à telle ou telle organisation politique. Intimement convaincus que la monarchie, constitutionnelle s'entend, convient à notre pays, qu'elle est, en quelque sorte endémique en France, ; tranquilles sur les destinées de cette institution admirable, qui cède au progrès des mœurs et de l'opinion, se transforme avec eux et plie, mais ne rompt pas devant les orages populaires, une république trans-atlantique ne nous fait, à nous comme à la France, ni peur ni envie ; sans la vouloir implanter sur notre sol, nous la comprenons sur un autre, où elle n'offre pas les mêmes dangers et ne rencontre pas les mêmes obstacles. Nous sommes bien aises même d'avoir en regard de notre vieille monarchie, qui retrempée aux sources de la souveraineté nationale, a

1. *Le Temps*, 31 décembre 1833.

2. *Le Temps*, 2 mai 1834.

3. *Le Constitutionnel*, 1^{er} janvier 1833.

fait un bail nouveau avec l'opinion, cette république à l'essai, qui nous instruira, tantôt par sa sagesse, tantôt par ses erreurs ¹ ».

En somme, *le Constitutionnel* se contentera d'être un observateur impartial ; il se tiendra en dehors de la lutte entre *le Journal des Débats* et *le National*. Il s'intéresse surtout à la constitution des États-Unis pour la comparer naturellement à la Charte. Elle aussi, lie les mains du président plus étroitement que la Charte ne lie celles du roi-citoyen. « Aux États-Unis le pouvoir législatif est tout, et le pouvoir exécutif n'est rien ² ». C'est le Congrès qui ratifie les traités, qui fait les lois, les applique et administre lui-même d'après ces lois. Le message du Président est donc beaucoup moins important que les Européens ne le croient, car il n'a aucun caractère d'autorité et ne contient que des suggestions que le Congrès peut adopter ou rejeter. De plus le système d'élection est tout à fait différent du système français. « La réélection générale commence bien avant qu'aient expiré les pouvoirs de la législature existante. Ainsi, par exemple, le mandat des deux chambres, actuellement en fonctions, n'expire qu'au 4 mars prochain, époque fixe marquée par la constitution pour la clôture des sessions, comme le 1^{er} novembre pour leur ouverture ; et cependant les élections sont déjà faites depuis longtemps, et l'étaient même avant l'ouverture de la session, et l'on a des données à peu près certaines sur les majorités futures des deux chambres en expectative... ³ ».

Il est intéressant de faire remarquer ici que cette anomalie a disparu de la Constitution américaine, après les dernières élections. Les deux Chambres ont compris le danger et ont fait un amendement à la Constitution. Autrefois ce laps de temps avait paru nécessaire à cause des distances, mais aujourd'hui cet obstacle n'existe plus, et l'opinion publique impatiente a mis fin à cette session inutile où ceux qu'elle appelait les « canards boîteux » (lame ducks) ne cherchaient dans leur mécontentement qu'à servir leurs intérêts particuliers.

Quelle sera l'attitude du *Constitutionnel* au moment de la dette des 25 millions ? Il essaie d'abord de comprendre l'attitude du gouvernement américain au lieu de lancer des invectives violentes contre le Président Jackson. Est-ce pour cela qu'il arrive à accuser

1. *Le Constitutionnel*, 26 janvier 1833.

2. *Le Constitutionnel*, 6 janvier 1832.

3. *Le Constitutionnel*, 21 janvier 1835.

le gouvernement américain de la faute la plus grave qu'on puisse reprocher à une nation ? Cette faute d'ailleurs est probablement le mobile d'action de la plupart des gouvernements et, de nos jours, les administrés estiment que si leur gouvernement travaille pour l'intérêt public général, même s'il ne tient pas toujours ses obligations internationales, (peut-être parce qu'elles sont en réalité intenables) ce gouvernement a bien mérité de la patrie. *Le Constitutionnel* est plus sévère pour l'Amérique. « Nous, que nos sympathies n'attirent pas exclusivement vers les institutions américaines, nous qu'aucune manie d'imitation ne travaille, ... (sans doute une petite pointe contre *le National*), ... et qui, laissant à chaque peuple la forme qui s'adapte le plus à ses mœurs, estimons que la forme monarchique est l'indispensable condition d'ordre et de sécurité pour la France, il nous appartient de rechercher, sans prévention, comment le gouvernement américain, qui a des côtés admirables, a pu néanmoins mériter les graves accusations qui ont été dirigées contre lui dans la discussion du traité.

Le principe de ce gouvernement, c'est l'intérêt : la morale n'y arrive qu'à grands renforts de prescriptions religieuses ; elle y est plaquée dans les lois et dans les mœurs empreintes d'une certaine roideur puritaine. L'intérêt, voilà le vrai mobile des actes du gouvernement et des citoyens. Il y a du prosaïsme, sans doute, dans cet élément de vie nationale. L'intérêt ne fait pas les grandes et nobles choses, il ne connaît que les dévouements qui s'escomptent, il ne conseille pas toujours ce que les rigoureuses lois de l'honneur commandent, il biaise sur les devoirs, quand il a du profit à les éluder, il cherche en un mot, non ce qui est bien, mais ce qui est utile.

Avec ce principe, un gouvernement donne aux citoyens une somme de bien-être toujours croissante ; il leur garantit les droits et les libertés les plus larges. Il tient ouvertes toutes les voies au développement des richesses publiques...

Mais si nous retournons la médaille nous verrons arriver aux États-Unis ce qui arrive chez tous les peuples où l'intérêt mercantile est le mobile de l'activité générale... C'est ainsi qu'on aura, en paroles, grande reconnaissance pour la France, qui a donné vie aux nouveaux états, mais on vendra pour 25 millions sa neutralité à l'Angleterre, et l'on viendra plus tard, la menace à la bouche, réclamer à la France 25 millions qu'elle ne doit pas ¹ ».

1. *Le Constitutionnel*, 19 avril 1835.

Comme *le Temps* et *les Débats*, *le Constitutionnel* conclut qu'il faut laisser à chaque peuple la forme qui s'adapte le plus à ses mœurs et que la forme monarchique est l'indispensable condition d'ordre et de sécurité pour la France.

Quant aux journaux catholiques, *le Correspondant* est partisan de la liberté civile et religieuse sous la royauté traditionnelle, tandis que *l'Avenir*, fondé par Lamennais, a pour devise : « Dieu et liberté. » Il demande : la séparation de l'église et de l'état, la suppression du budget des cultes, la liberté d'association, de la presse, de l'enseignement et le suffrage universel, toutes choses qui existent alors en Amérique, sauf la dernière. C'est le programme républicain, mais sa démocratie sera une démocratie chrétienne, ce sera une nouvelle union du clergé et du peuple.

Dès le deuxième numéro, *l'Avenir* réclamait, en effet, la liberté de l'enseignement. « Le gouvernement de Louis-Philippe n'éprouva aucune sympathie pour une feuille si peu bourgeoise, si peu justemilieu, et offrant un mélange si étrange de théocratie papale et de libéralisme franc et hardi ¹ ».

Le Correspondant ne peut considérer la démocratie en Amérique comme un modèle ; d'ailleurs, d'après lui, la souveraineté du peuple y est fort atténuée. « On juge trop légèrement ce nous semble, la question des États-Unis : on ne voit pas assez combien pour rester nation et nation libre, ils sont obligés de modifier par tous les moyens les conséquences pratiques de la souveraineté populaire, et de dérober, en quelque sorte, à sa funeste influence, les intérêts les plus précieux et les plus sacrés. Sur quoi s'exerce aujourd'hui la souveraineté des Congrès de Washington, contrebalancée elle-même par la puissance du Sénat, la prérogative du président et les législatures des divers états ? Sur des intérêts de politique extérieure et de finances, sur des matières de simple police et d'économie politique. Mais les questions vitales, celles qui touchent à la conscience et à l'usage de nos plus nobles facultés sont en dehors de la sphère législative. Outre la liberté des cultes et de l'enseignement et la liberté absolue de la presse, on sait quelle latitude la législation de la plupart des états de l'union américaine, laisse pour les principaux actes de la vie civile ; il n'y a donc pas dans ce pays de souveraineté proprement dite : il n'y a pas plus d'unité dans les lois que dans les mœurs. Loin de contraindre les minorités à

I. DUINE (F.), Documents mennaisiens II. Le Gouvernement de Louis-Philippe et *l'Avenir*, p. 30-35. (Paris, Champion, 1919).

porter le joug des opinions dominantes, celles-ci s'effacent au contraire de plus en plus : l'opinion publique ne s'ingère ni dans les croyances, ni dans les doctrines journallement émises sur toutes les matières, ni dans les rapports de la famille et des hommes entre eux, et la souveraineté ne statue que sur des intérêts d'ordre inférieur et commun à tous. ¹ »

Ce qui attire, au contraire, *l'Avenir* dans la Constitution américaine, c'est non pas son respect pour la loi, mais cette grande liberté qui embrasse, à la fois, la vie politique, civile et religieuse. « L'Église des États-Unis est une merveille qui ne s'était jamais vue. Nous avons été opprimés, traités d'égal à égal par les souverains, reconnus par eux comme les chefs de la pensée et de la justice, puis enfin asservis à l'ombre de leurs trônes ; mais une Église libre de la liberté du citoyen, mais Dieu protégé sur ces autels par 10 millions d'hommes dont la très grande partie ne croit pas en lui, mais le Dieu d'un seul homme libre sous peine de voir périr à l'instant la liberté de tous, c'est une transformation sociale dont le progrès retombe sur tout ce que sa puissance n'a pas tué. Or, sa puissance n'a pas tué le catholicisme ; le catholicisme a grandi, dans l'Amérique du Nord, au milieu des respects d'une population partagée en sectes innombrables, et onze évêchés ont été successivement établis pour satisfaire aux besoins de ses croyants. Il n'en existait pas un seul en 1783. Là l'église n'a rien à démêler avec le pouvoir : elle choisit ses évêques, qui sont presque toujours des étrangers, elle communique directement avec Rome, elle fonde des monastères et des écoles, elle donne la bénédiction nuptiale avant ou après l'acte civil, comme il lui plaît ; elle achète, elle vend, elle existe selon les lois communes à tout ce qui respire dans le pays où dorment les restes du plus grand des hommes ² ».

Lamennais est tout prêt à accepter les idées des partisans du système américain, et cela avant A. Carrel lui-même, mais il leur reproche de ne pas se séparer hautement des républicains révolutionnaires qui, eux, ne recherchent que « le pouvoir tribunitien servant de marchepied au pouvoir dictatorial. » Il ne veut pas de cette nouvelle démagogie qui supprime en réalité la liberté, mais il accepte « l'action américaine qui est dans le progrès des temps, qui veut faire triompher la liberté humaine, dont la religion est la

1. *Le Correspondant*, 11 mai 1830.

2. *L'Avenir*, 7 janvier 1831.

philanthropie, mais qui veut au fond des choses honnêtes. Elle a, selon nous, le grand tort de ne pas reconnaître une action plus élevée que celle de la simple justice terrestre, de repousser l'héroïsme, le martyr, la grandeur chrétienne, de ne voir dans la société que l'honnêteté et de peu comprendre les grands dévouements. Mais, telle qu'elle est, nous l'acceptons avec reconnaissance. La pensée des Franklin, des Washington est digne d'estime, surtout si on la pénètre un peu mieux, si on ne se borne pas trop exclusivement aux formes extérieures du gouvernement américain, si on voit plus le fond des choses, la liberté politique, civile et religieuse, moins comprises que le mécanisme gouvernemental des constitutions américaines¹. »

C'est bien là la liberté telle que la comprend l'auteur des *Paroles d'un croyant* qui veut l'ordre, l'amour fraternel, la justice et non l'anarchie. Car « la liberté est la richesse des peuples. La liberté est le repos des peuples. La liberté est la gloire des peuples². » Ces paroles ont le ton d'une prophétie biblique : « Dans la balance du droit éternel, votre volonté pèse plus que la volonté des rois ; car ce sont les peuples, et les peuples ne sont pas faits pour les rois. »

L'Avenir avait disparu en 1832, condamné par le pape, à cause de ses opinions sur la liberté des cultes et de la presse et de ses doctrines sur la liberté civile et politique. Lamennais s'était soumis, mais il n'était pas vaincu, il s'était « fait peuple ». Dans les *Paroles d'un croyant* livre particulièrement destiné au peuple, il tâchait « de remuer en lui les sentiments d'amour fraternel et la charité sublime que le christianisme a répandus dans le monde pour son bonheur³. »

Ces idées nouvelles d'un catholicisme moderne transformé et élargi pour répondre aux besoins des temps nouveaux se retrouvent jusque dans le roman. Balzac nous peint une sorte de Lamennais dans son abbé Dutheil⁴. « Ce prêtre appartenait à cette minime portion du clergé français qui penche vers quelques concessions, qui voudrait associer l'Église aux intérêts populaires pour lui faire reconquérir, par l'application des vraies doctrines évangéliques, son ancienne influence sur les masses, qu'elle pourrait alors rallier à la monarchie. »

1. *L'Avenir*, 25 avril 1831.

2. LAMENNAIS, *Paroles d'un croyant* ; XXXIX, 1834.

3. *Lettre à Monseigneur de Quélen*, 28 avril 1834.

4. BALZAC, *Le curé de village*, 1839.

Après les journaux quotidiens nous ne pouvons passer sous silence les revues littéraires qui s'intéressent aussi à la politique. Le compte-rendu d'œuvres contemporaines les amène à exprimer leurs idées sur les institutions américaines. C'est ainsi que Th. Jouffroy, dans la *Revue des Deux Mondes*, fait la critique d'un livre de Mrs Trollope *Mœurs des Américains*, lequel avait été fort commenté en Angleterre à cette époque. Mrs Trollope était allée visiter les États-Unis et « la démocratie toute pure sur une terre neuve l'a écœurée. » En réalité ses habitudes aristocratiques n'ont pu accepter « cette rudesse de mœurs » due « plus à la jeunesse de l'Amérique qu'au principe démocratique », nous dit le critique. D'après lui si les mœurs démocratiques nous semblent détestables, cela ne veut pas dire que le principe soit mauvais. Pour juger le principe démocratique il faut « mettre en regard les conséquences bonnes et mauvaises du principe opposé : et Dieu sait alors qui oserait choisir !... Chacun de ces principes a son heure marquée ; quand cette heure est venue une nation ne choisit pas, elle tombe comme une proie sous son empire. ¹ »

L'Amérique était certainement à l'ordre du jour sous la Monarchie de Juillet et les journaux et revues du temps l'étudient sous tous ces aspects. Si elle est un modèle pour les uns, elle est surtout un écueil pour les autres. La *Revue des Deux Mondes* donne de la République d'Outre-Mer une définition assez juste, qui ne peut que faire sourire ceux qui connaissent le système électoral des États-Unis. D'après le collaborateur de la *Revue*, « l'Amérique est une vaste salle électorale et la vie de chaque Américain est une élection perpétuelle. ² »

La *Revue des Deux Mondes* signale le « noble et substantiel ouvrage » de Tocqueville sur la *Démocratie*. F. de Corcelle écrit que rien n'est plus difficile qu'un bon livre sur la démocratie américaine comparée à la nôtre et que celui de Tocqueville réunit au plus haut degré des connaissances spéciales et la philosophie.

Après avoir fait remarquer que la démocratie américaine est pratique dans ses théories comme dans l'application, parce qu'elle fait elle-même ses affaires, il ajoute que la démocratie européenne est rêveuse et révolutionnaire, parce que le gouvernement appartient à ses ennemis ; que chacune a sa supériorité relative, que l'une

1. *Revue des deux Mondes*, juillet-septembre 1832.

2. *Revue des Deux Mondes*, octobre-décembre 1832.

et l'autre sont encore en état de transition, leur destinée n'étant pas accomplie, et qu'il faut se mettre en garde contre des préjugés qu'inspirent des mœurs peu connues. Le critique s'accorde avec l'auteur du livre de *La Démocratie*, quand il dit que l'évolution vers la démocratie doit être dirigée en Europe, c'est-à-dire en France. Nous ne connaissons que les excès de la démocratie et nous ignorons encore ses avantages réels.

D'autre part, Tocqueville exagère lorsqu'il prétend que le sentiment de l'envie est un défaut particulier à la démocratie, « le nombre des envieux est plus grand, voilà tout. » De plus il ne traite pas des lois financières et des établissements de crédit, que nous avons tant d'intérêt à connaître. Heureusement, Michel Chevalier a suppléé à cette lacune. L'auteur parle aussi de la maladministration et des fréquentes interruptions dans les travaux publics en Amérique, alors que le contraire semble être vrai, d'après Michel Chevalier et aussi Poussin qui a publié un gros livre sur les *Travaux d'améliorations intérieures, projetés et exécutés par le gouvernement des États-Unis de 1824 à 1831*.

Enfin le critique reproche surtout à Tocqueville de lui faire voir trop en noir l'avenir de la démocratie, dans laquelle tout doit sombrer devant le seul enthousiasme : celui des affaires.

Tocqueville, d'ailleurs, trouve l'observation injuste et répond à Corcelle, le 12 avril 1835 : « Si mes impressions étaient aussi tristes que vous le pensez, vous auriez raison de croire qu'il y a une sorte de contradiction dans mes conclusions qui tendent en définitive à l'organisation progressive de la démocratie. J'ai cherché il est vrai à établir quelles étaient les tendances naturelles que donnait à l'esprit et aux institutions de l'homme un état social démocratique. J'ai signalé les dangers qui attendaient l'humanité sur cette voie. Il m'a semblé que les démocrates (et je prends le mot dans son bon sens) ne voyaient clairement ni les avantages, ni les périls de l'état vers lequel ils cherchaient à diriger la société ¹ », et il ne veut pas être classé avec Jouffroy qui ne voit que les périls de la démocratie.

Corcelle ² était partisan convaincu de la supériorité des institu-

1. TOCQUEVILLE, *Correspondance*, publiée en 1860, (Michel-Lévy, Lettre du 12 avril 1835.)

2. CORCELLE (Claude-François-Philibert, Tircuy de), homme politique français, (1802-1892). Député en 1837, il siégea dans les rangs des libéraux et suivit la ligne de conduite de M. de Tocqueville, dont il partageait les idées politiques et religieuses. Il rentra dans la vie privée après le coup d'État du Deux-Décembre.

tions démocratiques américaines. Un malveillant, M. Saulnier, ayant publié dans la *Revue Britannique*¹ un rapport erroné sur les taxes américaines, qui, disait-il, étaient supérieures à celles de la monarchie, Corcelle relève le défi et entreprend la réhabilitation de la jeune république². Les États-Unis sont en avance au point de vue financier et économique. Pourquoi ont-ils « une loi de douane ramenée à son but raisonnable, le revenu public, une dette qui s'éteint, des impôts légers à la production, qui n'accablent ni ne ménagent aucune classe de citoyens ? Parce que l'utilité du gouvernement n'y est pas distincte de l'utilité nationale... »

... « L'Amérique du Nord doit le cours de ses prospérités à la probité intelligente et vraiment paternelle des premiers chefs qui ont eu la gloire de ramener si solidement au progrès de ses institutions, tout ce que la philosophie du siècle passé et la pratique successive des affaires leur ont fourni d'utiles enseignements. »

« Un gouvernement à bon marché nous plaît surtout comme la preuve et le moyen d'un ordre social équitable. »...

« En vérité, ce n'était pas la peine d'entasser des chiffres trompeurs pour nous affliger des prétendus mécomptes de la république américaine. »

Le dernier article de la *Revue des Deux Mondes* qui intéresse notre sujet est publié en 1837, alors que le mouvement démocratique en France est temporairement enrayé. Ce mouvement, nous dit Carné³, collaborateur de la *Revue* est : « révolutionnaire et àpathique à la fois, entravant le pouvoir sans le prendre, le génie d'association lui manque et rien n'annonce son réveil⁴. »

N'oublions pas qu'en effet à cette époque la censure est rétablie et que A. Carrel, l'adversaire politique le plus sérieux du gouvernement de Louis-Philippe, est mort.

Carné nous dit dans cet article que, depuis les événements de Juillet, la France étudie l'Amérique, comme les philosophes étudiaient la Chine au XVIII^e siècle et il résume les études conscien-

1. *Revue Britannique*, juin 1831, p. 272-325 et oct. 1831, p. 175-260.

2. *Revue des Deux Mondes*, T. I, 1834, p. 561-584.

3. CARNÉ (Louis-Marcien, comte de), homme politique et historien français, (1804-1876). Député en 1839. Une seule note domine dans la politique soutenue par M. de Carné, c'est son attachement au catholicisme. Membre de l'Académie Française en 1863. Collaborateur au *Journal des Débats*, au *Correspondant*, à la *Revue des deux Mondes*.

4. CARNÉ (L. de), *De la Démocratie aux États-Unis et de la bourgeoisie en France*, (*Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1837).

cieuses de Tocqueville et de Chevalier. Ces études ont été faites dans un but pratique et d'après le commentateur, « nous pouvons enfin résoudre l'un des grands problèmes du siècle et nous demander si en brisant la vieille forme aristocratique, l'Europe ira jusqu'à la démocratie américaine et si l'application complète du principe de la souveraineté du peuple est pour la France le corollaire obligé du gouvernement de la classe moyenne¹. »

Comme Tocqueville, Carné nous explique que les colons de la Nouvelle Angleterre étaient prédestinés à se gouverner eux-mêmes à cause de leur situation qui demandait de la cohésion et du travail en commun.

Il se rencontre avec Chevalier lorsqu'il déclare que « la puissance des mœurs, unie à l'immensité du territoire forme la base de cette souveraineté populaire. » En Europe, au contraire, l'idée fixe du vieux monde est le gouvernement par l'intelligence. Carné ne croit pas que le peuple puisse remplacer la bourgeoisie, laquelle, initiée à la vie publique par son esprit légiste, est digne aujourd'hui du pouvoir. La Révolution Française n'a pas changé les bases de la société, mais seulement de classe gouvernante et « l'organisation combinée du pouvoir, de la richesse et des lumières demeurera inébranlable ». Pour lui la seule démocratie possible est une démocratie mitigée à base bourgeoise. « Dieu merci le propagandisme révolutionnaire est mort, et la bourgeoisie a eu l'honneur de le frapper au cœur. » Il croit de plus à la moralité religieuse, comme Tocqueville et Lamennais, mais ce dernier croit à la démocratie intégrale, à un christianisme « progressif et évolutionniste » par opposition au catholicisme « fixe et immobile », un christianisme qui éclairera et guidera le peuple.

Dans l'intérêt de la bourgeoisie même, Carné demande l'instruction primaire pour tous et un meilleur sort pour le travailleur, comme l'avaient demandé, avant lui, Tocqueville et Chevalier, car un salaire raisonnable détournera la populace de s'entremettre par associations à la marche des affaires.

« Deux choses cependant peuvent amener des changements imprévus : la presse et la banque ces machines à vapeur appliquées à l'intelligence et à la richesse établiront une circulation d'idées et de capitaux tellement rapide que ses conséquences politiques échappent à toutes les prévisions, ou plutôt les autorisent toutes². »

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1837.

2. CARNÉ, *op. cit.*

Dans la *Revue de Paris*, Charles Nodier est encore moins favorable à la constitution américaine. La monarchie constitutionnelle a un gouvernement central fort ; la république fédérative des États-Unis a, au contraire, un gouvernement central faible et un gouvernement local fort. Les deux systèmes ne peuvent s'allier ; la France ne veut pas d'un système bâtard et doit s'en tenir à la monarchie constitutionnelle pure et simple. « Quelle est la République qu'on nous propose ? Est-ce la république de Venise, de Genève, de St-Martin, de Condorcet, de Hérault de Séchelles, de St-Just, du Directoire, du Consulat, de l'Empire ?... Expliquons-nous, je la tiens pour bonne et si je ne la tiens pas pour parfaite, c'est, premièrement qu'il n'y a rien de plus imparfait dans les œuvres de notre intelligence que les systèmes politiques. Le motif en est plausible : tout système politique est faux, parce que la société est une déception et qu'il n'y a point de perfection possible dans le faux.

Il y a du moins partout un mieux relatif : la République des États-Unis en est une preuve, et je serai prêt à me ranger à ses lois quand vous me les apporterez avec toutes leurs conditions, car le relatif est toujours conditionnel.... Enlevez une partie de l'ensemble, retranchez un chiffre au calcul : le quotient est un mensonge. ¹ »

Charles Nodier fait valoir que la république américaine n'est valable qu'en Amérique, du fait d'un sol immense, « où la loi agraire ne fait que des riches et qui n'a de limites à ses limbes incertains qu'une civilisation imparfaite et sauvage », du fait de « fleuves plus opulents que nos mers, de magnifiques plantations », bref un ensemble de conditions différentes. Il conclut, s'adressant aux Français de France : « Il n'y a donc point si je ne me trompe de république possible pour vous, car, je ne connais point de forme imaginable de société sans analogie et sans antécédents ². »

La *Revue Britannique* se proposait de communiquer à la France les trésors de l'Angleterre moderne. La part faite aux nouvelles d'Amérique est considérable. Si nous ne trouvons pas encore de philosophie du peuple américain, nous en possédons du moins un certain nombre d'éléments disparates.

C'est surtout par l'intermédiaire des Revues d'Outre-Manche que les échos de la vie américaine nous parviennent. Sans être un organe soudoyé par l'or anglais pour faire de la propagande, puisque à

1. *Revue de Paris*, janvier 1831.

2. *Ibid.*

plusieurs reprises la *Revue Britannique* fulmine contre les voyageurs superficiels qui ne peuvent se débarrasser de leurs préjugés ridicules et qu'elle se défend d'être confondue avec certains antagonistes de l'Amérique, il n'en est pas moins vrai que c'est plutôt le sentiment de l'opinion générale anglaise qu'elle nous présente. D'ailleurs, de temps à autre, pour prévenir l'enthousiasme ingénu et irréflecti pour l'Amérique, la *Revue Britannique* fait quelques emprunts à des détracteurs comme Hamilton ou Miss Trollope ¹.

Toutefois même avant 1830, la *Revue Britannique* s'est rendu compte de l'influence qu'allait avoir l'Amérique sur les destinées du monde civilisé et surtout la France. A l'exemple de l'Amérique, chaque peuple voulait lever l'étendard sacré de la liberté. La période d'expérimentation était achevée, « L'enfance politique des États-Unis est finie ; ils marchent à grands pas vers la maturité ². »

L'Angleterre, peut-être un peu à son corps défendant, s'intéressait aussi puissamment à la colonie qui la continuait, la dépassait, tout en goûtant les récits des voyageurs anglais qui prenaient plaisir à rabaisser ces nouveaux venus. Il existait même en Angleterre une certaine école politique qui prônait la démocratie à l'américaine et qui en attendait des prodiges. Mais l'Amérique n'est point telle que la font nos espérances, ajoute la *Revue Britannique*.

Les publicistes d'Europe étaient peut-être aveuglés par les pré-occupations du vieux monde quand ils étudiaient l'Amérique. Ils professaient pour la fameuse Constitution une admiration béate que n'avaient point la plupart des Américains, car « les Américains eux-mêmes n'ont peut-être pas soumis à une analyse très exacte le régime qui les gouverne ³. » C'était encore un essai pour eux et pour nous que ce système très simple en théorie mais très compliqué en fait.

Les bases du système politique américain existaient bien avant l'émancipation. La division des pouvoirs entre les administrations locales et une administration centrale semble le moyen le plus efficace pour appliquer, dans ce grand pays, un système de gouvernement libre.

1. Meneval parle de l'influence de la *Revue Britannique*. Il l'appelle « notre Revue ». Ailleurs il dit : « La *Revue Britannique* jouit ici d'une grande vogue et mérite sa réputation. » Cité par FLEISCHMANN (H.), *Joseph Bonaparte, Lettres d'exil*.

2. *Revue Britannique*, Oct. 1828.

3. *Revue Britannique*, janv. 1835.

Sous ce régime fleurit une prospérité matérielle en apparence extraordinaire. Une nouveauté de ce système, sur laquelle ont insisté bien des Enquêteurs, c'est que la Constitution américaine ne fait pas de place à une religion dominante, bien que l'opinion publique soit sévère sur ce chapitre et contraigne les individus à choisir une religion quelconque sous peine d'ostracisme.

La *Revue Britannique* fait également cette remarque très juste, que Tocqueville entre autres devait accentuer, à savoir que la participation aux affaires publiques suppose un degré d'intelligence, qu'on s'efforce de donner à la masse aux États-Unis par l'instruction, qui est très répandue. Le grand reproche à faire à cette instruction, c'est de viser un peu trop à l'application pratique des connaissances. Le « génie matériel et mécanique » a tué jusqu'ici toute manifestation artistique, la raison pratique l'emportant sur les facultés d'imagination créatrice, mais l'ascension est rapide et leur grand don de spontanéité laisse entrevoir de belles réussites futures. Ce nivellement, ce « besoin de capter le peuple et de plaire à tous » semble être le grand péché démocratique.

Pourtant l'Amérique était encore loin d'avoir inauguré une pure démocratie. Il existait deux partis prononcés : les aristocrates et le parti démocratique dont les luttes donnaient à la société un aspect encore chaotique. Le Sud, de l'aveu de F. Cooper n'était pas encore envahi par l'esprit démocratique. De plus la fameuse lutte de Jackson et de la Banque, pour la *Revue Britannique* comme pour nos autres Enquêteurs, prouvait qu'au fond c'était la lutte secrète dans la nation de deux pouvoirs : l'ascendant de la richesse et l'égalité démocratique.

La presse, « cet instrument de nivellement social », ce levier puissant de la liberté ¹, se fait l'écho des luttes violentes de partis. Mais ce déchaînement dans le sens démocratique intégral est, dit la *Revue Britannique*, contre-carré par la majorité numérique des intérêts qui, par des assemblées bien organisées ou « caucuses », prépare l'esprit public, et prévient toute manifestation trop radicale.

La Constitution américaine était-elle si supérieure aux constitutions européennes ? Y avait-il amélioration ? Les institutions du Nouveau Monde pouvaient-elles être transplantées ailleurs ? C'est plutôt par la négative que répond la *Revue Britannique*. Comme le disait la *Revue de Paris* entre autres, cette importation allait

1. *Revue Britannique*, mai 1835.

contre les traditions ; il aurait fallu un concours de circonstances qui faisait défaut, et aussi tenir compte de certains facteurs importants : lieu, temps, mœurs et immensité du territoire.

Partisan ou non du système américain, le vieux monde voyait d'un œil soucieux cette ascension de l'Amérique et l'ascendant qu'elle prenait. « La démocratie américaine, qui pour certains publicistes n'est encore qu'un berceau et un présage, menace aujourd'hui de dépasser en richesse et en puissance les vieux pays civilisés ¹. »

Si nous voulons résumer l'attitude des journaux français, vis-à-vis de la constitution américaine et de son application en France, après avoir mis à part *l'Avenir* qui admire la profonde liberté dont jouissent les États-Unis, et *le National* qui préconise l'essai d'un système semblable en France, on peut dire que tous repoussent la république. En somme la presse bourgeoise est opposée aux excès, elle redoute un deuxième 93. Elle veut un gouvernement stable s'appuyant sur la bourgeoisie éclairée qui, en Amérique comme en France d'ailleurs, est l'élément régulateur. C'est bien la bourgeoisie en effet qui a arrêté l'élément révolutionnaire de 1830 et a établi la monarchie du roi-bourgeois, dont le pouvoir est limité par la Charte, et il faudra attendre jusqu'en 1848 pour voir revivre les sentiments révolutionnaires.

1. *Revue Britannique*, mai 1837.

CHAPITRE II

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE A TRAVERS LES LIVRES DES ENQUÊTEURS

Les échos de ce qui se passait de l'autre côté de l'Atlantique parviennent aussi au public français directement, soit par des Français qui habitent l'Amérique, soit par des voyageurs qui sont allés sur place étudier la république fédérative des États-Unis.

Le plus célèbre des réfugiés est Joseph Bonaparte. Après Waterloo, il trompe la surveillance anglaise et débarque en Amérique sous le nom de C^{te} de Surveilliers. Il avait offert à Napoléon de s'évader à sa place, mais l'Empereur avait refusé, bien que favorisant les projets de son frère. Joseph avait conservé d'ailleurs l'espoir que Napoléon réussirait plus tard à le rejoindre. Aussi fit-il de nombreuses acquisitions : Bordentown, près de Philadelphie, Point-Breeze, dans le New-Jersey et des terres au nord de l'État de New-York. Il avait l'intention de se fixer en Amérique et d'y vivre en paix. Avec ses goûts démocratiques, il n'eut pas de peine à s'acclimater. Depuis 1790, il se plaisait à faire part de ses tendances naturelles. En 1814, il aurait dit à Talma : « Mes idées républicaines sont si fixes et si positives, qu'alors même que j'étais roi de Naples et roi d'Espagne, je n'ai jamais cessé un instant d'être républicain ¹. » En 1825, après un contact d'une dizaine d'années avec l'Amérique, il confie à Meneval, son ami intime, son admiration pour le régime sous lequel il vit. « Il est impossible de vivre longtemps dans ce pays-ci sans être convaincu que les hommes peuvent être très bien gouvernés quand ils le veulent, et que l'égalité et la liberté sont des fruits qui à la longue doivent naître partout. L'intérêt du plus grand nombre est ici le mobile de tous les actes sociaux..., à la longue il faut bien espérer que les peuples d'Europe sauront

1. BONAPARTE (J.), *Lettres d'exil*, publiées par H. Fleischmann.

apprécier ces principes, en évitant les abus ¹ »... « Les habitants, le climat, le gouvernement me conviennent parfaitement ² », dit-il ailleurs. Enfin, en 1836, rentré en Amérique temporairement pour y régler une affaire d'intérêt personnelle, il parle de l'Amérique comme « d'un pays qui est devenu pour moi une seconde patrie ³. » Francis Lieber, quelque part, dit que Joseph Bonaparte appelait l'Amérique « le pays le plus heureux du globe. »

Ses goûts simples et démocratiques et ses sentiments politiques étaient bien connus de tous. Cela lui valait beaucoup d'amis et quelques ennemis, parmi lesquels Hyde de Neuville et Talleyrand qui l'accusait de « trop de zèle » républicain. Il était décidé à vivre en paix sur la terre d'exil et à faire la sourde oreille aux propositions qui auraient pu, s'il les avait acceptées, le brouiller avec les autorités dont il appréciait l'hospitalité. Il refusa même de se rendre au Texas à la colonie de Champ d'Asile comme d'accepter le trône du Mexique. Si bien qu'à sa mort, l'Administration américaine rendit hommage à ses sentiments et à sa réserve.

Sa tranquillité fut troublée par la Révolution de Juillet qu'il apprit en septembre 1830. Il hésite quelque temps. Sur les conseils de son fidèle Meneval, il songe à reprendre sa place dans les luttes politiques. Il avait toujours gardé, il est vrai, une « confiance inébranlable » pour le retour de la dynastie impériale, mais ce n'était pas pour son profit qu'il entendait travailler. Je ne tenterai « rien pour ma grandeur personnelle » écrit-il ⁴. On connaît la fameuse lettre qu'il adresse à la Chambre des Députés, appuyant la candidature de Napoléon II, mais soulignant que la volonté du peuple français est la loi. Et en terminant, il dit : « La liberté de la presse est le triomphe de la vérité, c'est celle qui doit porter la lumière dans toutes les consciences : qu'elle parle et que la volonté de la grande nation s'accomplisse, j'y souscris de cœur et d'âme ⁵. »

Lucien, croyant ses chances gâtées par son frère, resta quelque temps furieux contre lui. Lucien comptait sur le libéralisme généreux de Louis-Philippe pour laisser les Bonaparte rentrer en France. Mais Joseph, beaucoup plus philosophe, ne se berçait pas d'illu-

1. *Ibid.* Lettre du 8 sept. 1825.

2. BERTIN (G.), *J. Bonaparte en Amérique*.

3. BONAPARTE (J.), *Lettres d'exil*.

4. BONAPARTE (J.), *Lettres d'exil*.

5. BERTIN (G.), *op. cit.*

sions. Il se rendait compte que le mouvement populaire avait été escamoté par la bourgeoisie et que la proclamation du duc d'Orléans avait été « l'ouvrage des riches banquiers et négociants de Paris, qui ont craint les mouvements populaires ¹ »... et que Louis-Philippe « leur a paru donner plus de garanties contre la République ». Sa perspicacité et son flair politique remarquable lui font bientôt pénétrer les mobiles secrets de ceux sur lesquels il avait compté, pour amener sous sa bannière les libéraux et les bonapartistes, mécontents du régime bâtard. Tout en respectant la loyauté de La Fayette, Joseph est « moins épris de sa finesse politique », et « doute un peu de ses instincts d'homme d'État ². » Lafayette, qui en 1824-25 avait fait des ouvertures à Joseph au nom des libéraux, renie sa conversation de Bordentown, sans pleinement satisfaire Joseph. Il craignait le despotisme de l'Empire et s'était rallié à Louis-Philippe qui donnait, en apparence, des gages au parti libéral. En 1836, Joseph le disait traître à tout idéal ³. Pourtant dans les rangs des libéraux, l'union n'était pas parfaite et l'on trafiquait avec Joseph, qui comptait beaucoup sur le général Lallemand, mais lui aussi était tombé victime de l'astuce enveloppante du roi-citoyen, qui savait attirer les partisans du napoléonisme.

De plus en plus Joseph se sentait seul, paralysé par le manque d'argent, écœuré par les défections de toute sorte, quand survint, en 1836, la conspiration de Strasbourg, qui l'indigna fortement contre Louis-Napoléon et le décida à abandonner la partie.

Un autre exilé de marque qui doit nous retenir maintenant est Achille Murat, fils aîné du roi de Naples. Il passa en Amérique en 1822. Après un court séjour en Angleterre en 1823, il retourna en Amérique où il demeura cette fois pendant huit années environ. Il semble s'être parfaitement acclimaté à l'ambiance nouvelle et a épousé une petite nièce de Washington.

La Révolution de 1830 le ramena en Europe. Il avait avant tout des visées sur le royaume de Naples et l'Amérique lui avait donné le goût de travailler pour la cause italienne ; il rêvait d'un « gouvernement aussi républicain que possible ⁴ », mais comme Joseph Bonaparte, en France, décidé à s'effacer si sa présence n'était pas souhaitée.

1. BERTIN (G.), *op. cit.* *Lettre de J. B. à Ingersoll*, 2 janv. 1831.

2. BERTIN (G.), *op. cit.*

3. BONAPARTE (J.), *Lettres d'exil*.

4. WEILL (Georges), *Les lettres d'Achille Murat*. (*Revue Historique*, sept.-déc. 1906.)

Il suivait aussi de très près les événements de France et à cet égard sa *Correspondance* est des plus instructives et jette quelque lumière sur les relations du parti bonapartiste avec le parti républicain.

Avant son arrivée en Angleterre en février 1831, il « avait conseillé à sa famille de soutenir Louis-Philippe, et désapprouvé la protestation de Joseph contre l'avènement de la branche d'Orléans. » Les bonapartistes se rangent de suite sous sa bannière, mais il reste assez froid à leurs appels. Il démêle bientôt la situation politique et les manœuvres des divers partis et en fait un tableau saisissant à Joseph Bonaparte encore en Amérique. « Il y a en France certainement un parti en faveur de mon cousin (le duc de Reichstadt). Il y en a même plusieurs. » Quelques enthousiastes veulent le rétablissement de l'Empire. « Il y a ensuite un fort parti qui avait d'abord choisi le duc d'Orléans ou du moins acquiescé à son élection, et qui maintenant, après l'avoir essayé, voyant sa conduite indécise... désireraient le renverser et mettraient volontiers mon cousin à sa place, pourvu qu'ils fussent assurés qu'il donnerait les garanties libérales qu'on demande et que le roi semble vouloir refuser, et qu'il s'appuyât sur la révolution de juillet... Même le parti républicain s'y réunirait pour le moment dans la vue de faire les conditions les plus démocratiques. Il n'est pas impossible cependant qu'au renversement de ce gouvernement le parti républicain se réunissant au parti de la guerre ne l'emporte ¹ ».

Apparemment il semble s'être retourné assez tôt contre Louis Philippe, à qui les deux partis reprochaient de n'être pas assez démocrate au dedans et assez belliqueux à l'extérieur. A son ami Paul de Malherbe qui lui avait fait envoyer un projet de constitution, il répond par des insertions inspirées par les idées américaines. Tous les officiers municipaux et départementaux seront élus (sauf les juges) par le peuple des régions qu'ils administrent, et aucun culte ne sera subventionné. La Chambre des députés sera élue par les citoyens payant 10 francs de contributions directes. Elle sera renouvelée tous les deux ans. L'autre Chambre sera élue par les conseils généraux et renouvelée par tiers.

Il fait part de ce programme à Joseph Bonaparte et parle d'un Napoléon II *empereur de la République française* avec un régent membre de sa famille.

1. WEILL (Georges), *op. cit.*, Lettre du 6 mars 1831.

Il consulte Lafayette en mai 1831. Ce dernier lui répond en juin et ne semble pas trop empressé de laisser les bonapartistes s'emparer du pouvoir.

Ses efforts sont quelque peu paralysés par le manque d'argent, mais il donne l'impression assez nette de s'être engagé fortement dans la voie démocratique, si l'on en juge par une lettre à son ami Cavaignac, grosse figure du parti républicain. « La république pure et simple, à mon avis, n'est possible en France qu'après que le peuple aura été accoutumé pendant quelques années au suffrage universel et à élire les magistrats municipaux et départementaux¹. »

Il fut bien vite cruellement désabusé. Il avait espéré que le 14 juillet 1831 amènerait du nouveau, il comptait sur une émeute, mais Casimir Périer veillait.

Si les temps n'étaient pas encore révolus, il croyait cependant à une ère démocratique qui venait. L'exemple de l'Amérique était contagieux. C'est dans cette pensée qu'il allait publier en 1832 son livre apologétique sur le régime des États-Unis, appelé *Esquisse morale et politique de l'Amérique du Nord* qui n'était qu'une réimpression de ses *Lettres sur les États-Unis* de 1830.

Après s'être plaint que l'Europe ne comprenne rien à la politique américaine, il se propose de nous en dire les grandeurs. Il a une profonde admiration pour la constitution fédérale « sauvegarde et source de la grandeur à laquelle s'élèvera » la république des États-Unis, qu'en américain conquis il appelle « notre république². »

D'après lui la balance des pouvoirs a été si bien comprise que les États « se meuvent dans un ordre sublime, sans jusqu'ici s'entrechoquer dans les orbites qui leur sont tracés par le gouvernement fédéral³. » Le gouvernement fédéral lui-même comprend : le Sénat qui représente également chaque membre de l'Union, car la législature de chaque État nomme deux représentants pour six ans et ces deux sénateurs reçoivent leurs instructions de l'État même ; dans la Chambre, au contraire, la supériorité est donnée au nombre car le peuple, réuni en districts, élit un représentant par 40.000 hommes. Le pouvoir exécutif est entre les mains du Président et du Sénat qui ratifie les traités ; quant au pouvoir judiciaire, en haut se trouve la Cour Suprême qui juge en dernier lieu et dans

1. WEILL (Georges), *op. cit.*, Lettre du 7 juillet 1831.

2. MURAT (Achille), *Lettres sur les États-Unis*, Lettre I.

3. MURAT (Achille), *op. cit.*, Lettre II.

chaque État les cours de circuits et de districts. Et Murat ajoute fièrement : « Vous voyez d'après cela que tout citoyen se trouve concourir à l'exercice de trois pouvoirs tout à fait distincts et est représenté trois fois : comme citoyen de son état dans sa législature ; comme membre de la Confédération et partie d'un État souverain dans le Sénat Fédéral. Le Congrès est donc composé de deux éléments, l'un répulsif, l'autre attractif. Le Sénat représente les intérêts individuels et des États isolés, la Chambre des Représentants, les intérêts du peuple en général, du citoyen de l'Union..., système de balance et de contrepoids infiniment au-dessus de tout ce qu'on avait auparavant ¹. »

Enfin après sa brouille avec Lucien Bonaparte, au moment où Joseph Bonaparte venait occuper le devant de la scène politique, en 1832, Achille Murat rentrait en Amérique, dans sa plantation de Floride, Lipona (anagramme de Naples). Entouré de 110 personnes dont 97 nègres, il menait l'existence d'un riche planteur. Il avait moulin, fabrique de briques, cultivait le coton, spéculait sur les terres du Texas, était membre de plusieurs compagnies pour la construction de canaux, banquier, et inspecteur de l'École militaire de West-Point.

Nous aimerions connaître cette partie de sa *Correspondance* de 1830 à 1835, consacrée à la vie américaine, mais elle est malheureusement restée inédite.

C'est une curieuse figure qu'Achille Murat qui reste toujours un Bonaparte et un Américain, d'où chez lui « un curieux mélange d'aspirations contradictoires », dit Georges Weill. Pour lui la république était une crise temporaire, une préparation au rétablissement de l'Empire ².

D'autre part, parmi ceux qui sont allés sur place s'enquérir de l'expérience américaine, on se trouve en face de vues contradictoires qui intéressent vivement le grand public. Les uns, comme Saint-Victor, condamnent irrévocablement la démocratie américaine et toute tentative d'essai en France, comme incompatible avec les destinées et le passé du pays ; les autres, comme Beaumont, Tocqueville, Chevalier, acceptent à divers degrés l'inévitable et cherchent à diriger le mouvement, car celui qui considère l'expérience américaine avec le plus de sympathie ne nous propose, en somme, qu'une ascension lente et sans radicalisme.

1. MURAT (Achille), *op. cit.*. Lettre 2.

2. WEILL (Georges), *op. cit.*

Pour comprendre l'attitude du comte de Saint-Victor en face de la République du Nouveau Monde, il ne faut pas oublier que, bien que né à Saint-Domingue, il a été élevé en France et qu'il est toujours demeuré catholique sincère et royaliste. Sous la Restauration il est resté le grand seigneur qui refuse de participer au pouvoir parce que le nouveau régime ne réalise pas son idéal politique et religieux, enfin sous la Monarchie de Juillet, qui lui convient encore moins, il part étudier l'Amérique et en rapporte ses *Lettres sur les États-Unis*. Personne aux États-Unis ne pourrait dire avec Horace Walpole : « Nous pouvons être dupes de la politique française, mais les Français sont dix fois plus sots que nous d'être dupes de nos défauts. » Saint-Victor n'a pas été dupe, mais il n'a pas non plus jugé impartialement la démocratie nouvelle. Il se vante de faire un ouvrage purement historique, « livre fait par un Français et revu, annoté, considérablement augmenté par toute la population des 24 états confédérés ¹ », et il espère trouver la vérité dans les journaux américains mêmes. « Il n'est certainement pas de pays où l'homme soit plus ennemi de l'homme que dans cette bienheureuse république de l'Union ! Alors ils se disent face à face leurs vérités ; alors il suffit d'enregistrer les aveux naïfs qui leur échappent et dont leurs innombrables journaux se font les dépositaires, pour présenter, de leur caractère national, de leurs mœurs, de leur gouvernement une satire plus sanglante que personne n'aurait osé le faire, d'après ses propres impressions ². »

Les lettres de Saint-Victor condamnent franchement la démocratie américaine. Il se moque de « l'admiration niaise du grand nombre pour ce gouvernement d'Outre-mer, sur lequel on n'avait alors en Europe, et l'on n'a pu longtemps avoir d'autres documents, que les relations superficielles et mensongères qu'en publiaient des voyageurs aveugles, ou des publicistes hypocrites ³. » Tous ont trompé l'Europe, mais lui, Saint-Victor, va détruire cette « illusion » qui a duré plus de cinquante ans. C'est ce « demi-siècle de vertige et de folie d'essai républicain » qui « a poussé l'Europe au point où nous la voyons aujourd'hui. » Le danger est toujours là et Saint-Victor ennemi du régime populaciel, va lutter contre « ce projet inouï » des libéraux français, qui veulent « faire une république en France à l'exemple de la république américaine ⁴. »

1. SAINT-VICTOR, *Lettres sur les États-Unis*, Préface par M. le Comte O'Mahony.

2. *Ibid.*

3. SAINT-VICTOR, *op. cit.*, Préface.

4. *Ibid.*

Tout d'abord les Français ont des idées fausses sur l'histoire de la révolution des États-Unis. Cette histoire est peu connue. « On se figure que c'est un élan de patriotisme : « vivre libre ou mourir ¹ », qui a poussé les colons américains, mais la querelle entre ces derniers et l'Angleterre était tout autre. Il nous fait donc l'histoire de cette querelle. En réalité l'Angleterre avait elle-même posé les jalons de cette révolte : « L'Angleterre, cette source à jamais funeste du fléau représentatif et de la liberté de la presse, ne comprenait pas encore, au milieu de XVIII^e siècle, ce que son système politique, appuyé qu'il était sur les bases en apparence inébranlables des institutions féodales, contenait de germes de révolte et de dissolvant sociaux ². »

Après cette attaque violente contre l'Angleterre, il nous sera plus facile de comprendre pourquoi pas un des actes des démocrates américains ne trouve grâce devant ses yeux, car Saint-Victor s'oppose non seulement à la démocratie pure mais encore à la monarchie constitutionnelle. On le voit cherchant les faits les plus probants qui serviront à convaincre l'Europe, et surtout la France, du danger des institutions républicaines.

S'il existe un tableau des commencements de la république américaine qui soit piquant, c'est bien celui qu'en fait l'auteur, dans cette lettre où nous puisons largement, car elle est digne d'être transcrite entièrement. C'est une satire cinglante et souvent juste, où l'écrivain fait preuve d'un sens critique extrêmement perspicace. Il se peut que nous n'ayons pas ses idées, nous y trouverons cependant un enseignement utile. Saint-Victor accuse-t-il la Révolution américaine d'avoir été indirectement la cause de la Révolution française, ou plutôt d'en avoir précipité les événements ? On pourrait le croire lorsqu'on lit cette phrase sur la guerre d'Indépendance : « Ces événements singuliers, dont on suivait alors le cours en Europe avec tant d'intérêt, et qui en France faisaient tourner toutes les têtes, y sont maintenant profondément oubliés ; et je ne sais pas si l'on y rencontrerait dix personnes qui eussent conservé quelque idée de ce que contenait cette déclaration qui a eu tant d'influence sur les destinées de cette France malheureuse ³. »

Et pourtant cette déclaration faite par un athée, (Jefferson) un « des hommes les plus extravagants et les plus pervers qui ait jamais

1. SAINT-VICTOR, *ob. cit.*, Lettre VIII.

2. *Ibid.*

3. SAINT-VICTOR, Lettre VIII.

existé » pour des « protestants fanatiques », proclamait pour la première fois « la théorie philosophique de la souveraineté du peuple », laquelle recevait ainsi « une application pratique au milieu des sociétés modernes ». « Le protestantisme établissait donc ainsi aux États-Unis l'athéisme politique, lequel a lui-même son fanatisme que l'enfer lui inspire et qu'il sait entretenir ¹ ».

La rédaction des articles de la Confédération est à peine terminée que la querelle commence, car la majorité des États tient à garder sa souveraineté et se refuse à reconnaître à l'Assemblée générale « force de loi souveraine pour tous les États ». Saint-Victor, bien que prévenu, déclare que la Confédération avait pourtant une force plus grande que celle accordée par la Constitution. « Cependant toute imparfaite qu'elle était et quelque précaire que fût son pouvoir, le danger commun lui donna, par son effet de l'instinct de conservation, une force qu'elle n'avait pas en elle-même ². » Il fallut cependant la reviser et une Convention générale fut réunie à Philadelphie, en 1787, afin « d'aviser aux mesures nécessaires pour rendre la Constitution fédérale adéquate aux exigences de l'Union. » Tels étaient les termes de l'adresse rédigée par Alexandre Hamilton. Les délégués se divisèrent en deux camps, nous dit Saint-Victor, les fédéralistes partisans d'un gouvernement fort et les anti-fédéralistes partisans d'un gouvernement général faible. Le résultat de cette revision fut un compromis admirable d'après l'historien Villars, un gouvernement ni fort, ni faible, mais Saint-Victor préfère l'appeler « une parodie ignoble de la constitution anglaise. »

Depuis cette époque qu'est devenue cette grande république et que voit-on en Amérique qu'on puisse si fort admirer en 1832, année du voyage de Saint-Victor ? Écoutons-le de nouveau. A New-York, ville de marchands, il est témoin de la licence de la « canaille » et du despotisme des pédagogues. Quant à l'ancien gouverneur de l'État, Clinton, c'était un athée, et le gouverneur actuel est un ivrogne. En réalité c'est « la canaille qui nomme à tous les emplois publics », menée par une horde d'avocats « marchands de parole ». La corruption politique est partout, mais elle s'accroît encore si on examine les corporations municipales, et, pour donner une idée de cette belle administration du pays, il cite la ville de New-York dont il a vu les rouages, et donne en exemple l'audace et les machinations des

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

aldermen Murray et Cibra, qui entre autres, spéculent sur les terrains, chemins de fer municipaux, élargissement des rues, dont auparavant ils deviennent possesseurs, enfin jonglent impunément avec les fonds publics, malgré la clameur des journaux.

Cela n'a pas beaucoup changé apparemment, si l'on en croit l'*American Mercury* de juillet 1927. Et d'ailleurs l'Amérique n'est malheureusement pas le seul pays où les représentants du peuple jouent avec les fonds publics ! Faut-il en rendre responsables les institutions démocratiques qui encourageraient un relâchement des mœurs politiques, je ne sais ? En Amérique, ajoute Saint-Victor, la valeur se mesure à la capacité du coffre-fort. De quoi parlent, en effet, ces démocrates américains ? de dollars, de stocks, et de chèques. Leur but est de « faire de l'argent. »

Quant aux élus, ils représentent bien la masse. Sur ces 12 millions d'individus « à qui, pour être gouvernés libéralement, il ne faut pas moins de 48 à 49 sénateurs et législateurs, sans cesse parlant, délibérant, vociférant ; 24 pouvoirs exécutifs particuliers, et un pouvoir exécutif général ; des assemblées de maires et d'aldermen, jusque dans le plus petit village, lesquels délibèrent et vocifèrent encore, sans compter le droit de s'assembler et de délibérer qu'a tout individu ! autant de religions que de gouvernements, c'est à croire que son ami se figurera qu'il décrit un voyage dans la lune ¹. »

Il lui est facile de critiquer. Il est vrai qu'il n'a pu assister aux séances des Chambres, à Washington, il le regrette, car si ce qu'on lui a raconté est vrai, il aurait vu des choses divertissantes. Il ne raconte donc que par oui-dire, mais, d'après ce qu'il a entendu, la tenue des représentants est peu correcte et les harangues souvent triviales. On y a vu le général Houston donnant des coups de canne à M. Stanberry de l'Ohio et le major Heard tirant un coup de pistolet sur M. Arnold du Tennessee. Et l'aristocrate se réjouit en se représentant ces élus du peuple, qui « crachent partout sauf dans leur mouchoir, car ils chiquent et fument beaucoup. ² » Les Américains pourraient répondre que les députés français n'ont pas toujours, non plus, une tenue irréprochable et qu'il leur est arrivé de se lancer des encriers à la tête, mais Saint-Victor ajouterait que, si le tableau n'a pas beaucoup changé de nos jours, dans nos deux républiques, ces faits ne font que confirmer sa thèse.

1. SAINT-VICTOR, Lettre VI.

2. SAINT-VICTOR, Lettre VIII.

Il n'est pas doux d'ailleurs pour ses compatriotes rencontrés aux États-Unis. Il nous dit que beaucoup résident dans les grandes villes, mais que c'est une « espèce bizarre », car ils sont élevés politiquement dans les principes du *Constitutionnel* et religieusement dans le Voltaire ¹. On ne peut s'étonner non plus de son antipathie pour La Fayette qu'il qualifie de « mannequin révolutionnaire », ni de le voir se moquer, dans une note, de Chateaubriand dont la « tête était politiquement dérangée » et qui n'eut rien de mieux à faire, en arrivant aux États-Unis, que de se rendre « immédiatement au champ de bataille de Lexington, berceau de la liberté américaine. »

Saint-Victor, l'adversaire de la liberté de la presse, « ce vers rongeur que les gouvernements représentatifs portent dans leur sein », est cependant heureux d'y trouver des articles qui viennent appuyer ses arguments contre la démocratie. Il donne un extrait du *Boston Daily Advertiser and Patriot*, lequel se plaint des campagnes de calomnie de la presse. « La calomnie est incontestablement un des vices les plus criants de cette nation. C'est, après l'usage intempérant des liqueurs fortes, notre plus grande plaie nationale. » Ce vice est « un de ceux qui ont échappé à l'attention des Insensés (WISEACRES) de l'un et l'autre sexe, qui tous les ans arrivent d'Europe pour épier et révéler les misères de notre pays ² ».

Saint-Victor ne peut laisser passer ce trait sous silence. Il arrive d'ailleurs en Amérique à un mauvais moment. Il est dommage que le pays lui ait fourni un tel spectacle et de plus, des documents qui l'encourageaient à accentuer ce fiel qu'il se disposait à déverser. C'était l'époque de la querelle de la Caroline du Sud contre le tarif de 1828, lequel était très impopulaire, car il menaçait la richesse économique des États du Sud. Tous les jours Saint-Victor pouvait lire le compte-rendu des meetings où Jackson était malmené, comme à Charleston, et naturellement cette désunion des États était pour lui une preuve de plus que la Constitution américaine n'était pas

1. SAINT-VICTOR ne pouvait pas considérer autrement les Français qu' a rencontrés aux États-Unis. Ils étaient ou des aventuriers ou bien des réfugiés bonapartistes, dans les deux cas, incapables d'attirer sa sympathie en raison des tendances politiques qu'il ne pouvait pas accepter. Nous ne connaissons aucun livre qui satisfasse notre curiosité sur cette question. Une grande partie des réfugiés bonapartistes étaient rentrés en France à cette date. Quant aux autres, il faut croire que leur influence a été médiocre. En tous cas, nous ne possédons encore aucun document qui nous permette de soupçonner le contraire. Cf. III^e partie, p. 176.

2. SAINT-VICTOR, Lettre X.

faite pour durer. La Caroline considérait, en effet, comme les autres États du Sud, que l'Union était en danger si l'on accordait la souveraineté au pouvoir fédéral et si l'on refusait ce même droit à chaque État particulier. Elle demandait que l'on puisse combiner « ces divers pouvoirs souverains de manière à ce qu'ils ne soient pas incompatibles avec la Constitution des États-Unis », sur quoi l'auteur s'esclaffe : « Continuer entre eux, dans un accord parfait, ces divers pouvoirs souverains (rien que cela) et le problème est résolu, et tout marche de lui-même. Combinaison impossible, problème insoluble ¹. »

Il se réjouit de la querelle qui va son train, à la tribune comme aux meetings et dans les journaux. Chacun discute sur un principe qu'il juge fondamental, ... les uns : nous sommes le peuple des États-Unis, ... les autres : nous ne sommes pas une seule nation mais une association fédérale : « D'où il résulte que les heureux possesseurs des institutions les plus parfaites, d'une forme de gouvernement incomparable, d'une constitution modèle, qui est un objet d'étude et d'envie pour tous les peuples de l'univers, ne savent pas ce qu'ils sont et s'avouent incapables de définir entre eux ce modèle si excellent dont ils voudraient que le monde entier prit des copies ². » Ironie facile, en vérité, de celui qui ne veut pas comprendre, mais, si Saint-Victor avait examiné de plus près encore la politique américaine, il aurait peut-être admiré involontairement la fermeté du Président Jackson qui, bien que démocrate, sut s'élever au-dessus de son parti pour sauver l'Union. Il lui est plus facile d'ajouter, dans un post-scriptum de la même lettre, qu'il vient de recevoir des journaux libéraux français, où l'on s'étonne et admire ce qui se passe aux États-Unis, tandis que lui, « il admire la stupidité libérale, dans sa hauteur, dans sa largeur et dans sa profondeur. »

Il faut bien reconnaître cependant que Saint-Victor a montré une connaissance remarquable de la marche d'un gouvernement étranger. Il en a une vision partielle, c'est entendu, mais il a su pénétrer certains vices de la constitution américaine. Ce qu'il n'a pas vu, ou pas voulu voir, c'est ce que nous décriront Chevalier et Tocqueville, qui ont jugé la démocratie américaine d'une manière plus sympathique, donc plus saine. « Comme il n'avait rien examiné ni avec la prévention d'un enthousiaste ni avec l'austérité d'un cy-

1. SAINT-VICTOR, Lettre XII.

2. SAINT-VICTOR, Lettre XII.

nique, il n'avait remporté de ses voyages ni un dédain outrageant pour les étrangers, ni un mépris encore plus déplacé pour son propre pays. » Cette phrase de d'Alembert dans son *Éloge de Montesquieu* pourrait très bien s'appliquer à nos deux enquêteurs.

Dans ses *Lettres sur l'Amérique du Nord* (1833-35) Michel Chevalier se pose cette question pratique : « Comment et sous quelle forme parviendrons-nous à nous approprier les innovations de la race anglaise, de l'ancien et du nouveau monde ? », et il essaie d'y répondre.

Un fait le frappe à son débarquement, « c'est l'aspect d'aisance générale que présente le pays », tandis que les sociétés européennes sont toutes plus ou moins rongées par le paupérisme. Non seulement les objets de nécessité comme le pain, la viande, le sucre, le thé, le café, le chauffage sont généralement à plus bas prix qu'en France, mais les salaires y sont doubles ou triples. « Ce fait positif incontestable, de l'aisance générale, est ici à côté d'un autre qui en rehausse l'importance aux yeux d'un Européen, ami du progrès, ennemi de la violence. En politique, le radicalisme est ici à la mode : le mot de démocratie, qui ailleurs ferait peur même à des républicains est ici recherché, salué d'acclamations. On se dispute le nom de parti démocratique, il y a 3 ou 4 nuances d'opinion qui se le réclament comme leur propriété exclusive ¹. »

D'où provient cette aisance générale ? Du travail de toute la société et dès qu'on fonde une ville dans ce pays neuf, elle se forme autour d'une église, d'une école, d'une banque, d'une imprimerie. « La société américaine prend, comme point de départ le travail, s'appuie sur l'aisance générale et un système d'instruction élémentaire commune à tous ; elle semble destinée à un degré de prospérité, de puissance ou de bonheur bien supérieur à ce que nous possédons maintenant avec nos organisations demi-féodales et notre antipathie pour toute règle morale ². »

Saint-Victor, qui ne s'intéresse pas au bonheur de la « canaille », ne nous parle pas de cette prospérité. Chevalier, au contraire, a deviné que l'Amérique deviendrait une grande puissance financière et en disciple de Saint Simon, il voit, dans cette aisance générale, non seulement une supériorité des États-Unis sur les États Européens, mais encore un enseignement pour l'Europe. « Il paraît

1. CHEVALIER (M.), *Lettres sur l'Amérique du Nord*, Lettre IX.

2. CHEVALIER (M.), Lettre XVI.

naturel de penser qu'il y a lieu de retirer de l'étude de ce pays de précieuses indications pour la solution de la grande question qui agite l'Europe, celle de l'amélioration du plus grand nombre¹. »

Le gouvernement français peut aussi trouver un enseignement dans l'étude du système de la Banque en Amérique. Chevalier y arrive au moment de la guerre du Président Jackson contre la Banque. L'auteur a tout d'abord remarqué l'importance du crédit aux États-Unis, ce qui est encore vrai de nos jours. « Le crédit est le premier élément de la prospérité des États-Unis, ils vivent de crédit². » Les Américains ont pu, grâce au crédit, bâtir des fortunes colossales et l'on peut dire qu'il a fait la force des États-Unis, mais ne peut-on pas en même temps l'accuser aussi d'être l'une des causes de la crise actuelle ? Car ceux qui empruntaient pour différents projets se sont ruinés aussi vite qu'il s'étaient enrichis. Chevalier, d'ailleurs, avait prévu le danger. « Un ébranlement général du crédit, pour peu qu'il dure, est plus redoutable ici que le plus terrible tremblement de terre³. » Ce danger existait déjà au temps où l'Amérique du Nord était encore une colonie anglaise, car les colons avaient « usé et abusé des institutions de crédit », et, de plus en plus hardis, « comme ils avaient besoin de crédit », avaient ouvert un grand nombre de banques. « Les législatures des divers États se montraient extrêmement faciles à l'égard de quiconque voulait fonder une banque. Sous ce rapport elles n'ont pas encore changé d'habitude¹ », ajoute Chevalier. Il arrivait alors que ces banques émettaient trop de papier-monnaie, n'escomptait d'autre papier que le leur, et, les fondateurs, s'élevant directeurs, s'ouvraient d'immenses crédits, et les employés quelquefois faisaient de même. Cette faculté d'émettre des billets, de prêter, encourageait les particuliers à emprunter, de là, les folles spéculations, de nombreuses faillites et l'indignation du petit qui se trouvait dupe des agioteurs, d'où haine violente contre le « Banking system ». « Il y avait encore la jalousie de la simplicité contre l'adresse, de la naïveté contre la finesse, des intelligences lentes et lourdes contre la pénétration d'autrui. Il y avait enfin cette défiance ombrageuse contre toute influence qui s'élève, contre tout pouvoir qui aspire à prendre racine, défiance qui est essentielle à l'Américain, et qui est l'origine, l'ex-

3. CHEVALIER (M.), Lettre IX.

1. CHEVALIER, Lettre III.

2. CHEVALIER, Lettre III.

3. CHEVALIER, Lettre III.

plication et la sauvegarde de ses institutions républicaines ¹. » Ici Saint-Victor et Chevalier se rencontrent et le premier remarque aussi que « le trait le plus marqué du caractère américain est la haine du pouvoir et une méfiance ombrageuse de ceux qui en sont revêtus ². »

Chevalier nous a parlé du danger de la trop grande liberté des banques ; il nous fait ensuite l'historique des crises financières qui ont précédé son arrivée en Amérique. C'est à cause de cette haine du petit contre les agioteurs, qui pour lui représentaient tout le système de la banque, que, lorsqu'en 1811 l'ancienne banque des États-Unis demanda au Congrès le renouvellement de sa Charte, on fit appel aux « farmers » et « mechanics » ; on évoqua devant eux, comme on le fait aujourd'hui, le fantôme de « cette aristocratie nouvelle, la pire de toutes, l'aristocratie d'argent ³ » et le renouvellement fut refusé.

En 1812, la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre diminue la confiance et, les banques ayant trop prêté, c'est la débâcle. En 1815, la paix est signée, mais les paiements en espèces sont impossibles, il fallait une puissance régulatrice et un an plus tard le Congrès autorise, pour 20 ans, la Banque nouvelle des États-Unis, dont le siège est à Philadelphie. A la fin de 1818, le commerce se relève, il y a encore quelques secousses en 1822 ; enfin en 1825, le contre-coup de la crise anglaise ; « le mal radical a guéri du jour où la banque des États-Unis a été définitivement constituée ⁴. »

En 1833, au moment où Chevalier est en Amérique, des difficultés sont soulevées par le tarif des douanes, entre les États du Nord et du Sud, et ces incidents ont ranimé de vieilles querelles entre le parti démocratique, auquel appartient le Président Jackson, et la Banque des États-Unis. Ce dernier lui reproche de menacer la liberté du pays et d'avoir voulu pervertir la liberté de la presse en gagnant les journaux à sa cause ⁵ », aussi oppose-t-il son veto à l'acte par lequel les deux Chambres du Congrès ont renouvelé la Charte de la Banque.

Dans la lutte contre la Banque, les journaux opposés au « banking system », en appellent aussi au peuple. Les passions popu-

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre III.

2. SAINT-VICTOR, *op. cit.*, Lettre XI.

3. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre III.

4. *Ibid.*

5. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre III.

lares sont, après tout, les mêmes de tout temps et en tous lieux, et les grands mots de « monopole » et d'aristocratie sont en Amérique ce qu'était le mot de « jésuites » en France sous Louis XVIII et Charles X. Chevalier est frappé « de la ressemblance que présentent la plupart des discours et des articles de journaux dirigés contre la Banque avec nos tirades républicaines de 91 et 92. C'est le même ton déclamatoire, le même style ampoulé, le même appel aux passions populaires, avec cette différence que les faits allégués ici sont vagues, creux et insaisissables, tandis que les griefs étaient réels chez nous, il y a 50 ans ¹. »

Les classes de travailleurs haïssent le système de la Banque, parce que l'aristocratie américaine fondée, soit sur les lumières, soit sur de hautes positions commerciales, est un peu dédaigneuse du vulgaire et excite contre elle-même une assez vive réaction. Elle soutient naturellement la Banque et il n'en faut pas davantage pour que les travailleurs soient contre elle. Pourtant, ajoute Chevalier, « ces classes ne voyaient pas le bien qu'elles en avaient retiré » car ce crédit leur permit d'acheter, de mettre en valeur des terres achetées bon marché, d'ouvrir des écoles, des canaux, des chemins de fer, des routes, et les spéculations ont eu pour effet de parsemer le pays d'établissements utiles. « L'égoïsme américain est plus large que le nôtre. Ici sans doute les spéculations effrénées, les joueurs aveugles et insatiables ne manquent pas ; mais presque toujours ils choisissent, pour objet de leurs combinaisons, des entreprises d'utilité publique... ; chez nous elles sont plus effrénées, plus folles, et beaucoup moins productives... C'est un jeu où souvent les dés sont pipés, et où l'homme crédule va dévorer en un instant de fièvre, les épargnes de longues années. Pour unique résultat, elles produisent la ruine et le désespoir d'un grand nombre ². »

Les Américains ne vivent pas sur un qui-vive perpétuel avec leurs voisins ; ils ne sont pas engagés comme les peuples d'Europe dans des combinaisons de territoire et d'équilibre continental. C'est « un jeune peuple qui a une mission ; ce n'est rien moins qu'un monde à conquérir sur les forêts sauvages, sur les panthères et sur les ours. Il marche à grands pas vers son avenir ³... »

La politique des États-Unis, « c'est l'extension de leur commerce, l'envahissement, par leur agriculture, du domaine immense que la

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre V.

2. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XV.

3. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre V.

nature leur a donné... C'est l'objet pour lequel s'enflamment leurs passions politiques et individuelles ¹. » Les banques en Amérique sont de nécessité primordiale. « Il est évident que le succès de leur politique est intimement et directement lié à la bonne organisation de leur système de banques. Le gouvernement vrai et réel du pays, c'est-à-dire la direction de ses intérêts essentiels, est autant dans les banques que dans tel autre corps du pouvoir créé par la Constitution ². »

En France, le syndicat des receveurs généraux établi par M. de Villèle, renfermait un heureux germe d'une institution générale de circulation et de crédit, mais créé comme appui à la loi d'indemnité des émigrés, il a succombé à l'impopularité de son origine. En Amérique, il se peut que la Banque devienne l'instrument d'un parti, « un repaire d'intrigues et de corruption, un veau d'or, un monstre, comme on l'appelle aujourd'hui avec tant d'injustice », mais « la Banque des États-Unis est plus essentielle à la prospérité du pays que le pouvoir exécutif ³. »

Aussi, malgré l'impopularité de la Banque, Chevalier favorise un système semblable en France, où les banques seraient liées les unes aux autres comme la Banque mère de Philadelphie et ses 25 branches. Il fait des souhaits pour la paix d'une grande nation et, en même temps, dans l'intérêt des exportateurs français, « parce que nos fabricants de soieries et nos propriétaires de vignobles paieraient une portion des frais de la campagne contre les banques ⁴. » Il reconnaît d'ailleurs un réel besoin de réorganisation de la Banque et, d'après lui, si le Président Jackson s'en était tenu à des modifications, il serait devenu le bienfaiteur de l'Amérique. Chevalier, malgré tout, a confiance en la démocratie. L'avenir s'éclaircira, les difficultés s'applaniront et le bon sens, qu'il juge très grand en Amérique, aura raison de cette crise. Le peuple se rangera aux faits. Il y a des gens heureux à qui tout réussit, « l'Amérique du Nord est de ces pays privilégiés. »

Dans son étude du système de la Banque en Amérique, Chevalier ne perd pas de vue le côté pratique de ses constatations. Il est tout naturel qu'il se soit intéressé spécialement à cette question financière ; non seulement la crise de la Banque l'y invitait, mais aussi

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre VI.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre III.

l'organisation des banques était de bonne heure dans le Saint-Simonisme, une partie du credo des temps nouveaux, comme le fait remarquer M. Charléty dans son *Histoire du Saint-Simonisme*. Cette idée des banques d'escompte au profit de l'industrie et aussi, en même temps, de l'amélioration de la masse, donc de la démocratie dans son sens le plus large, était une vue très neuve à cette époque et s'accordait avec la grande loi de religion de Saint-Simon. « Toutes les institutions sociales doivent avoir pour objet l'amélioration physique et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. »

C'est bien aussi au point de vue de l'amélioration du sort des travailleurs que Chevalier considère l'organisation du crédit, car le crédit bien compris développe la marche des affaires et intéresse, en même temps, le plus grand nombre. « Le crédit, avait déjà dit Saint-Simon, est une vertu sociale qui fait progresser d'une manière incalculable la richesse publique. »

Mais la démocratie ne comprend pas toujours son intérêt. La querelle de la Banque, qui est en somme une lutte secrète entre deux pouvoirs : l'ascendant de la richesse et l'égalité démocratique révèle que la question de la démocratie pure est impossible et qu'il doit exister des degrés. Le peuple est incapable dans ce domaine de la finance. Il est de son intérêt que la chose soit et le bien-être des travailleurs dépend de ceux qui lui fournissent l'existence ; bref les capacités doivent conduire les affaires, c'est dans la nature même des choses.

Chevalier n'est plus un utopiste. Le « pouvoir spirituel du Saint-Simonisme » a fait place à des idées plus pratiques ; sa vision des choses d'Amérique est juste et perspicace ; il observe avec sympathie et recherche toujours la documentation précise. Il a des prophéties étonnantes comme celle-ci : « Les publicistes du gouvernement représentatif ne reconnaissent que le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. On en viendra bientôt aux États-Unis, à avoir aussi le pouvoir financier, ou du moins les banques y formeront bientôt une branche du gouvernement tout aussi vigoureuse qu'aucune autre¹. »

Lorsque Chevalier examine ensuite les différentes classes de la société américaine, il n'approuve pas la dictature de la démocratie sur la bourgeoisie, mais il l'accepte comme un fait accompli. C'est

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre VI.

la « démocratie pure » qui a causé la défaite de la Banque, car elle domine la bourgeoisie aux États-Unis. « La démocratie se plaît à prendre sa revanche en Amérique des injustes dédains qu'elle a si longtemps subis en Europe. Or c'est à la bourgeoisie qu'appartiennent les actionnaires particuliers de la Banque ; c'est la bourgeoisie commerciale, manufacturière ou capitaliste qui retirera toujours le bénéfice le plus direct d'une Banque Nationale, quoique indirectement toutes les classes aient à en retirer un grand profit. Du jour où la bourgeoisie a écrit dans les lois le suffrage universel pur, sans rien stipuler en faveur des supériorités naturelles, soit industrielles, soit scientifiques ; du jour où elle a consenti à ce que le nombre fût tout, les lumières et les capitaux rien, elle a donné sa démission. Il ne s'agit plus de discuter si c'est absolument un bien ou un mal, ou si c'est un bien dans les États agricoles à population clairsemée, d'Ohio, d'Indiana, d'Illinois, et un mal dans de grandes et populeuses cités, centres d'un vaste commerce, comme Philadelphie et New-York. C'est un fait accompli sur lequel il n'y a pas à revenir ¹. »

Aussi l'opinion publique n'est pas la même qu'en Europe. Dans le vieux monde c'est l'opinion accréditée parmi les classes bourgeoises et les classes nobles s'il reste encore une noblesse. C'est un monde poli et cultivé, habitué à se contenir, en garde contre l'enthousiasme, aimant souvent les demi-mesures, les termes moyens. En Amérique la minorité, délogée de position en position « a fini par ne plus diriger l'opinion que dans les rares salons des grandes villes et par être gouvernée d'aussi près que les mineurs, les femmes et les incapables ². » L'opinion publique n'a d'ailleurs de crédit que sur la Chambre des Représentants, tandis que le Sénat est taxé de « corps aristocratique ». Ce sont en somme les « farmers » et les « mechanics » qui sont les seigneurs du Nouveau Monde et l'opinion publique, c'est leur opinion. « En un mot l'Amérique du Nord c'est l'Europe la tête en bas et les pieds en haut ³. »

On ne s'étonne plus de l'antipathie de Saint-Victor pour cette nouvelle société qui semble même irriter Chevalier. « La société américaine est essentiellement et radicalement une démocratie, non de mots, mais de choses. Aux États-Unis l'esprit démocratique

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre VIII.

2. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XVIII.

3. *Ibid.*

s'infiltrer dans toutes les habitudes nationales, il importune par tous les pores l'étranger qui ne soupçonnait pas à quel point l'éducation européenne avait imprégné d'aristocratie sa fibre et ses nerfs. Il a effacé toutes les différences, sauf les différences de couleur ; car ici une différence de peau met entre deux hommes plus de distance qu'en tout autre pays du monde ¹. »

Ce qui irrite surtout les Européens, c'est le dédain des Américains qui, en bons démocrates, sont peu tolérants à l'égard des nations étrangères, car ils sont persuadés que « les peuples d'Europe gémissent ignoblement sous le joug de despotes sans freins. » Ils se croient le peuple privilégié et s'arrogent le premier rang, mais quel est le peuple d'Europe qui n'en fasse pas autant ? Chevalier lui-même avait cru « aux prétentions magnifiques de la France avant son voyage », mais il en rabat beaucoup. Il a d'abord admiré les Anglais, « leur sagacité pratique, leur inflexible persévérance », car s'ils ont moins de savoir-dire que nous, ils ont plus de savoir-faire. Aux États-Unis, « s'il y a matière à blâme, il y a encore plus sujet à louange. » Et pour lui, cette horde anglaise du temps critique et caricature injustement ce nouveau pays. « Qui sait si les vigoureuses populations qui germent ici sur un sol vierge ne nous auront pas dépassé à leur tour comme nous avons dépassé nos prédécesseurs ² ? »

Et cependant, il est sage de ne pas les suivre dans toutes leurs réformes. Si nous avons à récolter dans la démocratie américaine, il faut, dans l'application du principe démocratique une mesure. Il ne faut pas, comme eux, supprimer l'aristocratie. Par aristocratie, Chevalier entend, non pas la noblesse qui vient de la naissance, mais celle qui vient de l'esprit ; il faut que des esprits supérieurs dirigent la démocratie pure qui n'est pas encore prête à gouverner. « Il importe à tous les peuples qui ont la prétention de devenir ou de rester puissants, d'avoir une aristocratie, c'est-à-dire un corps héréditaire ou non, qui conserve et perpétue les traditions, donne de l'esprit de suite à la politique, et se voue à l'art le plus difficile, celui de gouverner ³. » Chevalier ne croit pas non plus au suffrage universel qui mettrait la France à la merci de la bourgeoisie, « peu susceptible d'inspirations généreuses en faveur des masses. ⁴. » Il

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XVIII.

2. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre IX.

3. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XXXIII.

4. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XXIX.

compte sur la royauté pour « élever les classes laborieuses à un meilleur sort. » Le Français a besoin de hiérarchie et l'association républicaine dégénérerait chez nous en anarchie. L'Anglo-Américain, au contraire, a le respect de la loi par instinct ; il s'incline facilement devant un texte, mais n'aime pas s'incliner devant un homme. Il a l'habitude du « self-gouvernement », « ceci rend compte du succès que le système politique a eu aux États-Unis où la race anglaise s'est pleinement développée suivant sa nature ¹. » La masse américaine est ainsi arrivée dans la vie politique « à un état d'initiation supérieure de celui de la masse européenne. » Elle n'a pas autant besoin d'être gouvernée et chaque homme est propre à intervenir dans les affaires publiques. C'est la première fois que la multitude se montre digne de « porter la robe virile ». Mais en posant en fait l'infailibilité du peuple, « on a ouvert la porte à la tyrannie d'une minorité turbulente qui se dit le peuple ². » Depuis 1832, on voit de multiples émeutes, des crimes iniques, des pendaisons, des incendies, qui n'ont pas l'air de créer la moindre sensation.

La conclusion de Chevalier n'est pas révolutionnaire. Gardons notre royauté constitutionnelle qui convient mieux à notre tempérament et à notre situation géographique ; ne détruisons pas notre aristocratie qui a l'habitude de gouverner, il faut une minorité supérieure pour perpétuer les traditions. C'est le roi qui doit veiller au bien-être de la masse. Imitons l'Amérique en fondant une Banque Nationale qui développera la richesse du pays par l'institution du crédit, mais il faut que cette banque soit bien organisée. Enfin il faut étudier le Nouveau Monde impartialement et avec sympathie. « Les écrivains de presque toutes les nations étrangères font un singulier usage de la position géographique et des institutions politiques des États-Unis et l'on éprouve le besoin de rapporter toute les singularités de physionomie, d'usages ou de résultat à l'une ou l'autre de ces causes, selon que cela s'accorde avec les vues de celui qui tient la plume. De cette manière, la violence qui est quelquefois le fruit d'une vie de frontière et d'une société mal organisée, parce qu'elle est jeune, est représentée comme la conséquence du républicanisme, tandis que la prospérité et le progrès, qui résultent des institutions sont attribués à l'enfance de la société ».

L'enquête la plus vaste et la plus connue sur l'Amérique est

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre XXXI.

2. *Ibid.*

celle que nous a laissée Tocqueville, dans sa *Démocratie en Amérique*, dont les deux premières parties seules parues en 1835, nous intéressent. C'est une date décisive pour la connaissance des États-Unis en France et dans toute l'Europe. L'ouvrage remporte le plus éclatant succès auprès des connaisseurs et du grand public. Les témoignages les plus flatteurs parviennent au jeune auteur. Celui de Chateaubriand, qui a toujours gardé une profonde affection pour cette terre d'Amérique, inséparable des souvenirs de son ardente jeunesse, est un des plus enthousiastes. Il commente en ces termes l'idée maîtresse du livre : « L'idée démocratique est partout ; elle creuse sous tous les trônes, ruine toutes les aristocraties. On pourra la combattre ; des accidents pourront en suspendre le développement, mais quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, la victoire définitive lui restera » Royer-Collard salue « le livre politique le plus remarqué qui ait paru depuis trente ans ». Odilon Barrot, qui appellera Tocqueville dans son cabinet 14 ans après, comme Ministre des Affaires Étrangères pense aux enseignements que la France peut tirer de ce livre. D'autres éloges lui parviennent de Lamartine, de Molé. Quelle joie pour le jeune écrivain qui, nous dit-il, « craignait sinon une chute, du moins un accueil froid, en raison du soin qu'il avait pris à se tenir en dehors des partis ¹ ». Mais l'appréciation qui lui fait encore le plus de plaisir est celle de J. Stuart Mill, parce qu'il connaît bien l'Amérique et déclare que « his theories are of an impartiality without example ». Mais tant de commentaires ont été publiés depuis ceux de Corcelle et de J. Stuart Mill jusqu'à ceux de Faguet et de M. Cestre ² que nous nous bornerons à quelques remarques générales sur ce livre, qui est en marge de notre étude. D'ailleurs cette dernière étude de M. Cestre, professeur à la Sorbonne, peut passer pour définitive. Ainsi nous y renvoyons le lecteur. M. Cestre, possédant à fond les secrets de l'histoire d'Amérique, critique avec une grande indépendance d'esprit le côté faible de l'ouvrage de Tocqueville, qui trop préoccupé par sa thèse, délaisse trop souvent les faits et l'histoire. Toutefois l'auteur ne laisse pas de louer sans réserve les fines observations du philosophe politique et du sociologue.

On comprend la « terreur religieuse » de Tocqueville devant la tâche ardue qu'il entreprend. L'immensité de ce pays neuf lui pré-

1. Conférence faite par M. André Lefebvre de Laboulaye, ambassadeur de France aux États-Unis, publiée par le *Courrier des États-Unis*.

2. CESTRE (Charles), *Alexis de Tocqueville, témoin et juge de la civilisation américaine*. (*Revue des Cours et Conférences*, 30 janvier 1933. N° 4 et suivants).

sente une masse confuse et il se demande anxieusement s'il aura le temps de classer ses documents, mais peu à peu l'idée de la *Démocratie* prend forme. Vers la fin de son voyage, à Washington, après avoir consulté les hommes les plus saillants de l'Union, vérifié ses observations et fixé les points douteux, il se fait une idée plus nette de ce qu'il pourra écrire. Il roule beaucoup d'idées sur l'Amérique, mais il sait qu'il ne peut présenter un tableau complet. « On pourrait au contraire, en choisissant les matières, ne présenter que des sujets qui eussent des rapports plus ou moins directs avec notre état social et politique. L'ouvrage pourrait avoir un intérêt permanent et un intérêt du moment. Je n'écrirai rien, ou j'écrirai ce que je pense et toute vérité n'est pas bonne à dire.¹ » Comme tous les documents dont nous nous sommes occupés, l'étude de Tocqueville sur l'Amérique n'est pas une étude dans l'abstrait. Les yeux constamment tournés vers la France, il cherche à l'usage de ses concitoyens des enseignements utiles, pour « instruire la démocratie » vers laquelle la France s'élançait irrésistiblement. Essayer de lutter contre ce mouvement, c'est vouloir lutter contre Dieu même, et puisqu'on ne doit ni ne peut l'arrêter, il faut chercher à le diriger. « Instruire la démocratie, ranimer s'il se peut ses croyances, purifier ses mœurs, régler ses mouvements, substituer peu à peu la science des affaires à son inexpérience, la connaissance de ses vrais intérêts à ses aveugles instincts, adapter son gouvernement aux temps et aux lieux ; le modifier suivant les circonstances et les hommes ; tel est le premier devoir imposé de nos jours à ceux qui dirigent la société ² ».

Il a donc vu en Amérique plus que l'Amérique même. Il y a trouvé l'image de la Démocratie et il l'a étudiée sur place pour savoir « quels étaient les biens et les maux produits par elle ». Il ne cherche pas à écrire un panégyrique, il ne préconise pas la même forme de gouvernement en France ; il connaît Montesquieu et sait qu'il n'y a « presque jamais de bonté absolue dans les lois », cependant l'étude des penchants, des préjugés et des passions de la démocratie nous enseignera ce que nous « devons espérer ou craindre d'elle ».

La démocratie, telle que Tocqueville la comprend, est en réalité « l'égalité des conditions » et peut aussi bien être réalisée dans une monarchie constitutionnelle. « Il me paraît hors de doute que

1. TOCQUEVILLE, *Lettres*, 24 janvier 1832.

2. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie en Amérique*, Introduction.

tôt ou tard nous arriverons, comme les Américains, à l'égalité presque complète des conditions. Je ne conclus point de là que nous soyons appelés un jour à tirer nécessairement d'un pareil état social, les conséquences politiques que les Américains en ont tirées. Je suis très loin de croire qu'ils aient trouvé la seule forme de gouvernement que puisse donner la démocratie ; mais il suffit que dans les deux pays la cause génératrice des lois et des mœurs soit la même, pour que nous ayons un intérêt immense à savoir ce qu'elle a produit dans chacun d'eux ¹ ».

Les Américains ont appris à gouverner, même lorsqu'ils appartenaient à l'Angleterre, en dirigeant eux-mêmes leurs institutions locales et Tocqueville souhaite, pour la France, la même indépendance communale.

En qualité de juriste, il s'intéresse aux lois faites et appliquées par le peuple souverain. « Le peuple participe à la composition des lois par le choix des législateurs, à leur application par l'élection des agents du pouvoir exécutif ; on peut dire qu'il gouverne lui-même, tant la part laissée à l'administration est faible et restreinte, tant celle-ci se ressent de son origine populaire et obéit à la puissance dont elle émane. Le peuple règne sur le monde politique américain, comme Dieu sur l'univers. Il est la cause et la fin de toutes choses ; tout en sort et tout s'y absorbe ² ».

Ce sont les magistrats communaux qui font exécuter les lois générales de l'État, car l'État gouverne mais n'administre pas, et c'est le percepteur de la commune, par exemple, qui lève la taxe de l'État.

Tocqueville qui voit le danger de la centralisation administrative en France, œuvre de la Révolution et de Napoléon, conseille la décentralisation administrative, comme en Amérique, mais à un degré moindre cependant. De plus certaines entreprises d'intérêt général de l'État ne peuvent s'exécuter, car il n'y a pas « d'administration nationale qui les dirige ³ ». Ici, il ne s'accorde pas avec Chevalier qui, au contraire, admire ce que les efforts concertés de la nation américaine ont déjà accompli. Il est évident que certains projets n'intéressent pas toute la nation et qu'il y a des tiraillements. Quoiqu'il en soit, il est persuadé que « la force collective des citoyens

1. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie, Introduction*.

2. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie*, chap. IV.

3. TOCQUEVILLE, *op. cit.*, chap. V.

sera toujours plus puissante pour produire le bien-être social que l'autorité du gouvernement ¹ ».

Il remarque en effet, comme Chevalier, l'aisance générale qui règne en Amérique « il n'y a pas de pays au monde où les hommes fassent en définitive autant d'efforts pour le bien-être social ». Il admire les routes bien entretenues, les écoles nombreuses... qui après tout, sont bien l'œuvre des efforts collectifs, les temples en rapport avec les besoins religieux. L'instruction primaire est à la portée de tous mais l'enseignement est pratique et il n'y a pas d'oisifs riches ayant le temps de se cultiver. Il n'y a pas non plus de pays où il y ait aussi peu d'ignorants et moins de savants, ce qui fait comprendre une autre remarque de Tocqueville, qui corrobore la première : l'abaissement du niveau intellectuel des gouvernants, souvent mal choisis par la masse.

Toutes les entreprises publiques sont créées par le peuple libre, car le patriotisme et la religion peuvent seuls « faire marcher pendant longtemps et vers un même but l'universalité des citoyens » et « le despotisme, à lui tout seul ne peut rien maintenir de durable ² ».

L'Américain a « conçu de lui-même une opinion souvent exagérée, mais presque toujours salutaire ». C'est qu'il est libre et souverain. « Il se glorifie de la gloire de la nation ; dans les succès qu'elle obtient, il croit reconnaître son propre ouvrage, et il s'en élève ; il se réjouit de la prospérité générale dont il profite. Il a pour sa patrie un sentiment analogue à celui que l'on éprouve pour sa famille ; et c'est encore par une sorte d'égoïsme qu'il s'intéresse à l'État ³ ».

En somme « l'Union est libre et heureuse comme une petite nation, glorieuse et forte comme une grande », mais le système fédéral n'est pas à la portée de tous les peuples et ne convient qu'à un peuple habitué à se gouverner lui-même. Au Mexique la même constitution a échoué.

De plus dans la Constitution, telle qu'on la comprend en Amérique, il y a un danger qui se ferait davantage sentir si le pouvoir exécutif était plus fort : c'est celui des élections. L'élection du Président est comme une époque de « crise nationale ». Longtemps avant le moment fixé, cette élection devient l'unique affaire qui préoccupe les esprits. « Si le représentant de la puissance exécutive descend dans la lice, le soin du gouvernement devient pour lui l'intérêt

1. *Ibid.*

2. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie*, chap. V.

3. *Ibid.*

secondaire ; l'intérêt principal est son élection. Le désir d'être réélu domine les pensées du Président. Rééligible, le Président est un instrument docile dans les mains de la majorité ¹ ». En réalité il y a un danger bien plus grand que Tocqueville signale à peine : c'est celui de la puissance de l'argent, entre les mains d'une petite minorité.

Stuart Mill et M. Cestre font remarquer tous les deux que Tocqueville a fort exagéré le danger du despotisme de la majorité. En réalité ce danger n'a jamais existé. Le pouvoir de l'argent comme nous l'avons dit plus haut est beaucoup plus à redouter, même de nos jours. La crise actuelle a remis à l'ordre du jour le pouvoir occulte du monde de la finance lorsqu'il s'agit de faire voter des lois pour le plus grand bien de certains intérêts privés et non pour celui du pays.

Tocqueville a bien compris le danger des élections trop fréquentes. Le pouvoir change sans cesse de mains, d'où un manque de sagesse et de prévoyance dans la politique de l'État. Ce manque de stabilité est non seulement dangereux au point de vue de la politique extérieure..., comme nous l'avons vu lors de la dernière guerre, car le politicien américain ne pense qu'à l'intérêt du moment et ne prévoit pas les dangers que sa politique peut présenter pour l'avenir, (tarifs, etc.) — mais aussi au point de vue de la politique intérieure. Un changement d'administration amène aussi un changement de fonctionnaires dans presque tous les rouages du gouvernement, et cela nuit à la bonne organisation. Ces nouveaux fonctionnaires manquent d'expérience, c'est un bouleversement complet auquel, il faut l'avouer, l'esprit américain se prête plus facilement qu'un autre. Cependant l'étranger s'émeut lorsqu'il lit, par exemple, que tous les agents de police de Kansas City viennent d'être changés, parce qu'une administration démocrate remplace les républicains. Et ceci se passe dans toutes les villes. On s'étonne moins, alors, du nombre de rapt et de crimes impunis, de la puissance des « gangsters » et des « racketeers » en liberté terrorisant ceux qui obéissent aux lois et, sans admettre le lynchage, on comprend plus facilement pourquoi certains groupes, ne croyant plus à la protection du gouvernement, en arrivent à se défendre eux-mêmes, illégalement. A l'époque où Tocqueville visitait l'Amérique, il nous dit qu'il n'y avait pas de pays où le crime échappait aussi rarement à la peine. Il faut croire que les temps ont changé !

1. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie*, chap. VIII.

Tocqueville voit aussi un autre danger dans la faiblesse relative du gouvernement fédéral : les États peuvent s'unir contre lui, il peut y avoir une collision et l'Union peut être détruite.

Enfin les Américains sont mal préparés pour la guerre, heureusement ils n'en ont pas à craindre, ajoute-t-il, mais « le peuple qui, en présence des grandes monarchies militaires de l'Europe, viendrait à fractionner sa souveraineté, me semblerait abdiquer par ce seul fait, son pouvoir et peut-être son existence et son nom ¹ ».

La France ne peut donc accepter la constitution américaine telle quelle, mais il n'est ni désirable, ni sage de lutter contre la révolution démocratique. Il faut instruire la démocratie pour éviter les excès de 93 et le meilleur moyen de les éviter est d'instituer en France l'indépendance des communes. C'est en apprenant à gouverner que le Français, comme l'Américain, apprendra à travailler en vue de la prospérité du pays et non de sa ruine. Pour améliorer l'état général du pays, il conseille la décentralisation administrative et bien qu'il reconnaisse les dangers de la démocratie, telle qu'elle existe en Amérique, — car il préfère une démocratie modérée, — il admire cependant le système fédératif qui combine la prospérité et la liberté. Il voudrait aussi voir en France l'union de la liberté et de la religion, car elles ne sont pas ennemies l'une de l'autre, comme on est tenté de le voir en France depuis la Restauration. « Le christianisme qui a rendu tous les hommes égaux devant Dieu ne répugnera pas à voir tous les hommes égaux devant la loi ² ».

En résumé, Tocqueville se faisait comme une sorte de devoir patriotique d'établir le bilan de la démocratie américaine, afin qu'on eût en France des bases solides pour argumenter pour ou contre le système politique vers lequel la France se dirigeait rapidement. Il était pour une forme mitigée de la démocratie, si mitigée que quelques-uns de ses amis semblaient douter qu'il eût pour la démocratie une sympathie bien vive. Nous avons déjà vu ³ ce qu'il écrivait à son ami Corcelle, qui l'accusait de représenter la démocratie américaine sous des couleurs trop noires. Mais il abondait dans le sens de Corcelle, qui lui suggérait comme remède aux excès de la démocratie les élections à plusieurs degrés. Idée capitale « qu'il faut présenter prudemment, mais qu'il est très important de faire arri-

1. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie*, chap. VIII.

2. TOCQUEVILLE, *De la Démocratie*, Introduction.

3. p. 56.

ver peu à peu à l'imagination de ceux qui aiment la liberté et l'égalité des hommes ¹ ».

D'autre part J. Stuart Mill, qui au dire de Tocqueville avait le mieux interprété sa pensée, ne craint pas d'avancer cette opinion : « that M. de Tocqueville is one of the pillars of Conservatism, and his book a definitive demolition of America and Democracy ² ».

Que Louis-Philippe suivît de très près cette sourde infiltration des idées américaines en France, cela ne fait aucun doute. Nous rappellerons ici que Louis-Philippe dans sa jeunesse avait visité l'Amérique, en compagnie de ses deux frères, qui étaient allés le rejoindre là-bas ³.

Armés d'un itinéraire fourni par Washington lui-même, les trois voyageurs, en vrais pionniers, avaient parcouru l'Amérique à cheval ou par bateau, de la Virginie au Tennessee, de l'Ohio aux Chutes de Niagara, de là à Boston où Talleyrand se fit leur guide pendant un voyage dans le Maine, de New-York enfin à la Nouvelle-Orléans où le futur roi devait s'embarquer pour l'Europe. Tout l'intriguait, le commerce, l'industrie, le paysage, la vie des grands centres, les mœurs pittoresques des Cherokees, l'esclavage surtout. Il rapportait dans ses bagages 3 carnets d'impressions.

Tout irrité qu'il pût être à la mention continuelle de l'Amérique et des idées à l'écrasement desquelles il s'était voué, il ne pouvait rester indifférent aux enquêtes récentes qui lui révélaient une Amérique évoluant à pas de géant.

Aussi est-il plus que probable que Louis-Philippe a médité la *Démocratie en Amérique* et a même dépassé les conclusions conservatrices de Tocqueville. En 1835, la politique de Louis-Philippe ne pouvait guère changer ; plus que jamais c'était une politique de résistance, inaugurée de bonne heure par l'astucieux monarque décidé à régner et par conséquent à enrayer les progrès de la démocratie. Il eut à temporiser quelque temps, à louvoyer souvent et à cajoler ses adversaires pour les amener sous sa bannière, mais il fut toujours fidèle à son programme. Au début de son règne, sous le ministère de C. Périer, il avait vu les émeutes et les insurrections vaincues par la force seulement. C. Périer mort, il était impatient

1. TOCQUEVILLE, *Correspondance*, (Paris, Michel-Lévy, 1860, 12 avril 1835).

2. STUART-MILL (J.), *Dissertations and Discussions*, Vol. II. (H. Holt and Co., New-York, 1882). (reprint from the Edinburgh Review, October 1840).

3. MARSH PARKER (Jane), *Louis-Philippe in the United States (1797-1800)*. (*The Century Illustrated Magazine*, 1901, Vol. 40, New Series.)

de gouverner seul. En 1832, continuant le système de répression de son premier ministre, il avait écrasé les républicains au cloître Saint-Merry, il avait envoyé les saint-simoniens à Sainte-Pélagie. La mort du duc de Reichstadt ruine les espoirs des Bonapartistes qui se grouperont pour un temps autour de Joseph Bonaparte pour abandonner définitivement la partie en 1836, après l'échec de Louis Bonaparte à Strasbourg. Du côté légitimiste, le soulèvement tenté par la duchesse de Berry échoue misérablement.

Louis-Philippe pouvait se croire tranquille et se montrer libéral. Cependant 1832 ne marque qu'un calme apparent et c'est aussi l'année où les républicains s'organisent. Parce qu'on a le droit de se plaindre, personne n'est content ; la presse républicaine, et même constitutionnelle reprochent au gouvernement de ne pas avoir « laissé porter ses fruits à la Révolution de Juillet ¹ ». Pour d'autres, au contraire, la France pèche par excès, plutôt que par manque de liberté. Les associations, comme celles de l'*Ami du Peuple*, ont un programme avancé qui paraît dangereux pour la monarchie. « Serait-ce trop, s'était écrié Cavaignac, au procès des *Amis du Peuple*, que d'une association pour la diminution des impôts, d'une autre pour des enquêtes sur les diverses causes du malaise matériel et moral dont se plaint le pays, et sur les remèdes à y apporter ; d'une autre pour l'instruction du peuple, pour le régime municipal, pour le système pénitentiaire, pour le maintien du jury, une autre encore pour la liberté individuelle, etc... ² ».

Louis-Philippe n'était pas disposé à tenir compte de toutes ces récriminations et le malaise s'accroît. Les nouvelles lois sur la presse multiplient les procès. Joseph Bonaparte, de retour en France, paie les amendes de la *Tribune*, pour « opinions républicaines », car depuis la mort du duc de Reichstadt les Bonapartistes font cause commune avec les républicains et un rapport de police militaire parle même d'un pouvoir à trois consuls, si la royauté est renversée, qui comprendra Louis Bonaparte, La Fayette et Carrel ³. Pourtant Louis-Philippe, dès le début de son règne, pour éviter ce danger, avait composé son premier ministère d'anciens opposants de la Restauration et d'anciens généraux de l'Empire ; puis il avait nommé La Fayette, qui le dépassait par « la puissance et la notoriété » commandant de la garde nationale. Tous les historiens paraissent

1. LESUR-TEUCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1832, p. 3.

2. PERREUX, *Au Temps des Sociétés Secrètes*, chap. II.

3. Id., chap. VIII.

s'entendre pour reconnaître l'habileté du roi. « L'astucieux Louis-Philippe pare aux corps en se ralliant les chefs libéraux et en comblant ceux qui pourraient chérir l'idée d'une restauration napoléonienne ¹ ». Il a réussi à rallier La Fayette et d'anciens généraux de Napoléon ; aussi lorsque Joseph Bonaparte rentre en France en 1832, il ne lui faut pas longtemps pour découvrir qu'il est seul et qu'il est trop tôt, ou trop tard, pour changer de dynastie.

Le roi est de plus en plus décidé, ainsi que son premier ministre le duc de Broglie, à continuer la politique de C. Périer à l'extérieur et à l'intérieur, politique pacifiste à l'extérieur pour ne pas effrayer les alliés qui n'ont pas oublié Napoléon, politique de résistance à l'intérieur. Cependant cette nouvelle tutelle irrite Louis-Philippe.

En 1833, le manifeste de la Société des *Droits de l'Homme*, publié par la *Tribune*, effraie la bourgeoisie qui demande des mesures de répression. Le roi est tout disposé à mettre « un terme aux révolutions » et Guizot, à la tribune, montre la monarchie, à nouveau menacée par les Carlistes et les républicains. « Le parti républicain... Il y a les républicains du passé... et puis il y a les républicains de l'avenir, les élèves de l'école américaine... Quant à l'école américaine, aux républicains de l'avenir, c'est autre chose. Il y a parmi eux des jeunes gens, hommes sincères, dont les doctrines des États-Unis préoccupent les esprits... Je me bornerai à dire que ceux qui regardent le gouvernement des États-Unis comme l'état normal des sociétés, comme le dernier terme auquel elles doivent toutes arriver, me paraissent dans la plus puérile ignorance et de la nature humaine et des conditions de la société ² ».

Il avoue que le parti a de la sincérité, mais le gouvernement des États-Unis ne peut convenir à un vieux pays comme la France. « Le gouvernement des États-Unis est un bon et beau gouvernement pour les États-Unis dans les circonstances où cette société s'est trouvée placée à sa naissance ; car c'est une société naissante, c'est une société enfant », (sensation) ³.

En 1834, la loi contre les associations fait naître une nouvelle révolte à Lyon. Celle-ci aussitôt réprimée, le contre-coup se fait sentir à Paris et une nouvelle émeute éclate. La répression est sanglante, et cette fois le ministère, ayant rétabli l'ordre, et satisfait

1. BERTIN (G.), *Joseph Bonaparte en Amérique*.

2. GORCE (P. de la), *op. cit.* (*Revue des Deux Mondes*, avril-mai 1931).

3. LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel*, 1834, p. 114.

la bourgeoisie qui redoute une nouvelle révolution, croit bien être assuré de la majorité.

A cette époque, en effet, les obsèques officielles de La Fayette ne produisent aucun trouble, et pourtant le divorce entre le roi et le peuple est achevé. La propagande des idées républicaines est intense et les associations, qui ne peuvent plus vivre en plein jour, reviennent à la forme des sociétés secrètes. Au sein du gouvernement les ministères se suivent ; on commence à craindre le danger de la politique personnelle du roi et Thiers et Guizot se disputent le pouvoir. Louis-Philippe, lui-même, prétend gouverner, et pour ramener l'ordre dans le Parlement, rappelle le duc de Broglie. En mai 1835, se déroule le retentissant procès des insurgés d'avril 1834. Sur 170, 28 des principaux s'étaient évadés par un souterrain de Sainte-Pélagie et les autres étaient condamnés par la cour des pairs soit à la prison, soit à la déportation.

La même année, l'attentat de Fieschi provoque la masse de la population, qui souhaite plus de calme à l'intérieur. Les Chambres sont décidées à mettre fin à l'anarchie et votent trois projets de loi. Les deux premiers sur la cour d'assises et le jury, le troisième, plus important, contre la presse. La censure et l'autorisation préalable sont rétablies ; la loi créait de nouveaux délits et aggravait les peines encourues. C'était un délit que de se proclamer républicain ; de parler de la Restauration des Bourbons ; de discuter le principe de la propriété, d'exciter à la haine ou au mépris de la personne du roi, de son autorité, du gouvernement établi ; de pousser des cris séditieux, etc... En somme, la loi de septembre détruisait les journaux républicains. *La Tribune* et *le Réformateur* disparaissent. A. Carrel continue la lutte dans *le National* et se voit infliger deux ans de prison et une amende. C'est le plus grand coup porté au parti républicain qui n'a plus le droit d'exprimer ses idées. Pourtant Carrel déclare, en juillet 1836, que « si les manifestations extérieures sont impossibles, l'état d'esprit républicain subsiste et est toujours sur le point d'éclater ¹ ».

Cette fois le parti républicain est bien réduit à l'impuissance, ses chefs sont morts ou ont disparu. Louis-Philippe peut enfin essayer de faire triompher sa politique personnelle. De Broglie, qui voulait rester fidèle à l'alliance anglaise, tombe ; le roi avait probablement aidé sa chute. Thiers remplace de Broglie, Louis-Philippe espère

qu'il sera plus malléable. En effet, le ministre adopte tout d'abord la politique conservatrice du roi, et pousse les négociations avec l'Autriche en vue d'un mariage entre le duc d'Orléans et l'archiduchesse Thérèse. Un nouvel attentat contre le roi vient donner une bonne excuse à Metternich pour faire échouer le projet. Thiers vexé du refus (est-ce pour lui ou pour la France ?) veut alors modifier brusquement sa politique et défendre Isabelle d'Espagne, qui est soutenue par les libéraux. Louis-Philippe, plus sage, l'oblige à démissionner et à licencier les troupes et choisit comme premier ministre Molé, « la bouche du roi ».

Louis-Philippe peut bien croire, en 1836, qu'il est parvenu à son but et qu'il peut inaugurer son règne personnel sans rencontrer d'opposition puissante. Les troubles de la rue ont en effet disparu, bien que l'agitation continue dans le Parlement. Thiers ne désarme pas. Il reprend sa doctrine : « Le roi règne et ne gouverne pas » et réussit à unir les partis de l'opposition qui se déclarent ouvertement contre le « ministère de la cour ». Loin de se laisser guider par les besoins de son peuple qui pourrait le défendre un jour contre une bourgeoisie trop exigeante, Louis-Philippe préfère suivre une politique étroite et bourgeoise, croyant protéger sa famille et son trône. Sous son règne la royauté s'éloigne du peuple et ne parvient pas à gagner la bourgeoisie.

1837 marque seulement un temps d'arrêt. Les revendications du jacobinisme n'ont pas abouti. Mais les idées ont été disséminées sur un terrain fertile, pendant ces années d'agitation politique et sociale. Elles germeront sourdement pour surgir victorieuses en 1848, emportant à jamais les derniers vestiges du pouvoir royal. Louis-Philippe, dans son entêtement se considérait plus fort que l'opinion publique. Or la puissance de cette opinion publique était un fait patent. Dès 1829, Alfred de Vigny notait dans son *Journal* : « L'histoire du monde n'est autre chose que la lutte du pouvoir contre l'opinion générale. Lorsque le pouvoir suit l'opinion, il est fort ; lorsqu'il le heurte, il tombe ». Et en 1840, Tocqueville écrivait à un de ses amis : « L'opinion publique est de notre temps plus puissante que les rois ¹ ».

1. Cité par M. André Lefebvre de Laboulaye dans l'article mentionné plus haut.

TROISIÈME PARTIE

LA VIE SOCIALE AMÉRICAINE

CHAPITRE UNIQUE

Tableau pittoresque et varié que celui qui maintenant va se dérouler devant nous. L'Amérique et sa civilisation est un vaste magasin où chacun va puiser à son usage. Sauf Beaumont, Tocqueville et Chevalier qui conservent toujours une sympathie intelligente et un sens de la justesse, les Enquêteurs se laissent parfois emporter par leurs impulsions et oubliant de coordonner les diverses manifestations de la vie sociale américaine, en arrivent sinon à une déformation, du moins à une conception faussée.

Comme l'on pouvait s'y attendre, deux grands phénomènes ont surtout attiré l'attention de nos Enquêteurs, l'esclavage et la religion. Que l'on ait eu sur l'antagonisme du Nord et du Sud des idées partiellement incomplètes et qu'on n'ait pas vu qu'il s'agissait de différences d'esprit ¹, l'esclavage a eu des défenseurs et des adversaires. Ces derniers devaient nécessairement souligner la contradiction flagrante qu'il y avait à maintenir un état de choses si contraire à l'esprit d'égalité et de liberté et ont vu dans l'esclavage le vice fondamental de la civilisation américaine.

Je ne sais si c'est « un don de l'esprit latin que l'impossibilité de séparer la religion de l'État ² »... « C'est le phénomène de notre histoire que les Américains ont le moins compris et qui, plus qu'aucun autre, les a détournés de nous ³ ». Mais il est juste aussi de dire

1. CESTRE (C.), *op. cit.*, passim.

2. TARDIEU, *Devant l'Obstacle*, passim.

3. *Ibid.*

que cette abstention théorique de la religion dans les luttes politiques américaines et d'autre part l'existence d'une religion chrétienne dans son sens le plus étendu, qui pénètre jusqu'à la moelle la texture même de la vie américaine, ont été, pour certains Français de 1830, des phénomènes qui les ont détournés de l'Amérique. Quelle que fût la conviction personnelle de nos Enquêteurs en matière de religion, ils ont cru que la croyance religieuse était un trésor que chacun devait garder au tréfonds de soi-même et ne pas imposer aux autres. Or les manifestations intempestives des nombreuses sectes et cette atmosphère de vague religiosité répandue sur tout, allaient profondément froisser nos Enquêteurs et les dégoûter de tout essai de protestantisme en France. Nos Enquêteurs n'ont peut-être pas pénétré jusqu'à la signification profonde de cette religion vide, il est vrai, de tout contenu positif, mais large et libérale quelquefois et visant à une action sociale. Un mouvement comme l'Unitarisme, à ses débuts vers 1830 ne semble pas avoir été aperçu. Ce qui a choqué bon nombre d'Enquêteurs c'est au fond cette intolérance foncière et la mesquinerie de ces luttes pour lesquelles ils ont éprouvé un profond mépris. Ils en sont arrivés parfois à nier la valeur totale de la religion comme source d'amélioration morale. Bien français en cela, ils ont peut-être trop accentué, dans cette longue et interminable controverse, le côté grotesque de ces disputes et se sont donnés le malin plaisir d'en parler avec cette verve ricaneuse qui était le fort de Voltaire.

Victor Jacquemont ¹, à la fois littérateur et savant, qui à 32 ans s'éteignait à Bombay, nous a laissé dans sa *Correspondance*, des impressions de l'Amérique. Elles sont si intéressantes et si spontanées que nous n'avons pu résister au plaisir d'en parler, bien qu'elles soient légèrement antérieures à 1830 ². La Fayette parlait de lui à Brissot en 1827, dans des termes de tendre attachement et lui

1. JACQUEMONT (Victor), botaniste et voyageur français, (1801-1832). Après avoir parcouru l'Amérique du Nord, il visita l'Inde, de 1828 à 1832. C'est à sa Correspondance publiée en 1834 qu'il doit surtout sa notoriété. Guizot a fait éditer la relation de son *Voyage dans l'Inde*, (1836-1844).

Cf. P. Mérinée, *Portraits historiques et littéraires*, éd. P. Jourda, Champion, 1928, p. 9-110. « Rigide pour lui-même et plein d'indulgence pour les autres, malgré un tact exquis pour découvrir le ridicule »,... « Grâce et verve de son esprit »,... « Il était stoïcien... par raisonnement »,... P. Maes, *Un ami de Stendhal, Victor Jacquemont*, (Paris, Desclée de Brouwer, 1934.)

2. Du 12 décembre 1826 au 27 septembre 1827.

avait donné des lettres de recommandation pour le général Morton de l'État de New-York. Il avait joué un rôle subalterne dans la bataille romantique, avait un des premiers découvert de grandes beautés dans Byron, offrait à son ami Stendhal des critiques sur son livre de *l'Amour*, bref il vivait intellectuellement d'une vie si riche que sa transplantation en Amérique a été pour lui une désillusion.

Aussi est-il frappé de la misère scientifique et littéraire de New-York, New-York avec ses 180.000 habitants, ses 47 journaux, est plus misérable en ce genre que Pontoise ou Melun... « Chacun emploie à gagner de l'argent *tout* son temps »;

« Ce pays est incontestablement celui où l'on trouve le plus de gens bien vêtus ; c'est sans doute celui où il y a le moins de ce qu'on appelle en France des gens comme il faut ». A ce sujet il signale un article de Chateaubriand, dans les *Débats* de 1825, où Chateaubriand parlait « de l'élégance des républiques modernes, faisant allusion aux États-Unis. C'est que, quand il était venu en ce pays, il y avait trouvé vivants encore tous les hommes de la révolution américaine, républicains par principe, mais aristocrates dans leurs mœurs, ou du moins dans leurs manières ; élégants, polis, parce qu'ils avaient reçu l'éducation anglaise monarchique de ce pays. Tous ces hommes sont morts ¹ ».

Il a un grand respect pour cette élite qui a signé la Déclaration de 1776, mais pas pour les gens de son temps, ni pour leurs mœurs démocratiques. L'atmosphère du boarding-house reflète pour lui le manque de vie intime de famille. « Ce pays est plein du *cant* le plus dégoûtant ». New-York est plein de gens « qui sont tous membres zélés, ardents, de quelque association religieuse ou philanthropique, scandalisés le dimanche du chant d'un oiseau, et plaisant le lundi contre leur père ou leur enfant, volant leurs créanciers, incapables de boire un verre d'eau sans adresser d'abord au Seigneur une petite prière tout onctueuse, et ne quittant presque jamais la table qu'après d'ignobles excès ² ». Le dimanche puritain lui est insupportable, il refuse de s'ennuyer légalement chez lui 52 dimanches de suite. Il lui est difficile de comprendre la mentalité de certaines associations religieuses qui se font un devoir de ne pas employer d'ouvriers négligents de leurs obligations religieuses.

1. JACQUEMONT (Victor), *Correspondance inédite — avec sa famille et ses amis*, (1824-1832). (Paris, Michel-Lévy frères, 1867.)

2. JACQUEMONT (Victor), *op. cit.* Lettre du 17 juillet 1827.

Il n'y a pas de religion d'État aux États-Unis. En théorie, oui, mais Jacquemont va en découvrir une. Cela paraîtra peut-être paradoxal, mais le raisonnement par lequel il arrive à cette conclusion n'est pas sans valeur. Il y a de nombreuses sectes, dit-il, qui ont certains dogmes fondamentaux, « c'est la religion chrétienne dans la plus vaste extension de ce mot : mais peu importe ». Celle-ci façonne les mœurs, d'où l'on peut dire que de fait, il y a une religion d'État en Amérique. D'ailleurs, ces mœurs imbues d'étrange religiosité l'irritent à tel point qu'il écrira : « La Bible me semble être le fléau de l'Amérique ». La majorité par zèle ou hypocrisie est religieuse. « Toute carrière serait fermée à un philosophe honnête homme, à ce qu'ils appellent *un infidèle* ». Pour cela la société n'en est pas meilleure, « moi, je dirai seulement que ces croyances religieuses n'ont aucune influence sur la vie privée et secrète des individus ». Et après son séjour aux États-Unis, il renonce même à cette opinion courante « que les idées religieuses peuvent être un instrument de morale utile aux sociétés humaines ».

« Je reviens donc guéri de tout souhait de protestantisme pour notre pays, et persuadé que nous n'aurions rien à gagner au change ». Pour lui, la raison des sectes protestantes est ridicule comme conception intellectuelle ; la religion est une affaire de cœur. Une correction pourtant s'impose, dit Jacquemont. La religion aux États-Unis a une influence sur la vie privée en ce sens qu'elle oblige sous peine d'ostracisme un homme au mariage. « Il y a peu d'avenir pour un homme non marié ».

Une autre caractéristique des mœurs américaines, c'est l'esprit d'association qui est partout sans esprit de société. Suit le petit tableau qu'on croirait peint hier : « Dix Américains ne savent point souper ensemble, jouer ou se trouver réunis pour quelque objet que ce soit, sans nommer un président et un secrétaire ». C'est un trait caractéristique de cette république représentative qui met cela dans le sang, ajoute Jacquemont.

Ce peuple dont les mœurs lui déplaisent a-t-il fait un gouvernement à son image ? Ce gouvernement vaut-il mieux que lui ou tout autant ? Jacquemont répond : « Le peuple en Europe, ne fait point un gouvernement, il le laisse faire : ce qui est bien différent »... « Aux États-Unis, il n'en est pas ainsi. Là, mais là seulement, on peut imputer à la nation les vices du gouvernement, parce que la nation se gouverne elle-même ; la loi américaine est bien réellement l'expression de la volonté générale des Américains ; le gou-

vernement chez eux, est nécessairement l'expression des opinions et des mœurs de la société »...

« C'est une triviale vérité que, chez nous la société vaut mieux que le gouvernement. Aux États-Unis, ce gouvernement, n'étant lui-même autre chose que la société, ne vaut, généralement, ni plus ni moins qu'elle ; il vaut tout juste autant ».

Ce gouvernement, ces mœurs que n'aimait pas Jacquemont, Achille Murat ¹ s'est fait un point d'honneur de les défendre avec zèle, dans ses *Lettres d'un citoyen des États-Unis*, publiées à Paris, en 1830. A vrai dire, cet aristocrate ne goûtait guère que la vie du Sud, où florissaient alors ces mœurs d'ancien régime, où les grands propriétaires fonciers menaient une existence de luxe et de loisirs.

Murat marque fortement la grande division des États-Unis en états du Nord sans esclaves et commerçants et en états du Sud à esclaves et agricoles. « Les États du Nord, dit-il, sont jaloux de nos esclaves et de notre prospérité ; nous ne leur envions rien, tout ce qu'ils produisent, c'est nous qui le consommons. Tant qu'ils se borneront à prêcher contre l'esclavage et à faire des établissements sur la côte d'Afrique... nous ne nous en inquiéterons pas ; mais si leur esprit de prosélytisme les portait à tenter chez nous l'émancipation des noirs, les législateurs des États y mettraient un frein ; et si le Congrès voulait faire des lois sur cette matière, comme il le tenta lors de l'admission de l'État du Missouri dans l'Union, le plus bel édifice élevé par les hommes, la Confédération américaine serait détruite... Un tel événement du reste est imaginaire ». Murat devait revenir sur cette brûlante question dans sa *Correspondance inédite* ². La campagne abolitionniste irrite profondément notre planteur du Sud, qui peste contre les sociétés soudoyées par l'or anglais et contre les prêcheurs baptistes et méthodistes qui mettent la discorde entre le Nord et le Sud. Cette campagne prenait pour Murat une ampleur de plus en plus menaçante, puisqu'il entrevoit à la date de 1835, la « dissolution de l'Union » à brève échéance. Voilà donc nettement posée la question vitale de l'Union. Les événements lui ont donné raison, quant à la décision du Sud de rester maître dans le Sud. Mais, en 1830, Murat pouvait difficilement entrevoir — n'étant pas spectateur impartial, — que la lutte contre l'esclavage ne fût autre qu'« imaginaire ». Cela l'enrage de parcourir les livres des voyageurs qui ont écrit

1. Cf. p. 101.

2. WEILL (Georges), op. cit.

là-dessus, sans une page de sens commun, qui sont tous des « Don Quichottes émancipateurs ». Après des considérations abstraites, il en vient aux faits. L'esclave noir, quoi qu'on ait dit, est intellectuellement inférieur au blanc, sa félicité est le retour à la vie sauvage ; il n'est pas si malheureux, au contraire, que certains anglais et missionnaires le prétendent. Murat en fait un tableau qui n'a rien de laid. Était-ce le tableau qu'il avait sous les yeux ? Le fait est que l'histoire raconte que les noirs n'étaient peut-être pas si malheureux quand leurs maîtres étaient eux-mêmes assez libéraux et naturellement charitables, mais que bien vite des abus pouvaient se glisser dans cette législation purement ou en grande partie arbitraire. Murat dit que les planteurs sont libéraux. Il y a bien, concède-t-il, des lois sévères, mais l'opinion publique veille à ce qu'elles ne soient pas appliquées avec toute leur rigueur. D'ailleurs, les noirs affranchis sont une menace, ils n'ont pas de droits civils ; ils envient les nègres esclaves. Puis, argument suprême pour les planteurs, l'intérêt du Sud est que l'esclavage reste intact. Murat croit que le climat du sud est favorable aux noirs. C'est un argument qui sera souvent repris dans la suite, lequel n'est pas très solide, comme les événements l'ont démontré. Et maintenant quand l'esclavage sera-t-il aboli ? Quand la main d'œuvre du blanc aura baissé et rendu le noir inutile. La réponse ne manque pas de justesse, mais l'esclavage tenait à d'autres causes ¹.

Un des premiers, Murat cherche à démêler la psychologie du Yankee et du Virginien. D'autres s'y essayeront dans la suite et d'une façon fort brillante parfois. « Les six États de la Nouvelle Angleterre... forment à eux seuls une constellation remarquable parmi les États de l'Union ». Français et possesseur de terres dans le sud, il ridiculise l'austérité hypocrite des Yankees quant à l'observance du sabbath, leur prétention d'être le pays « des mœurs rangées (the country of steady habits) », leur morgue, leur ruse. Il salue en passant Boston « l'Athènes de l'Union », nous donne à entendre que la politique de l'État de New-York est extrêmement compliquée, que les partis sont personnels et acharnés, deux très mauvais signes. Il parle succinctement de la Pensylvanie, du New-

1. Sur cette grave question de l'esclavage, que certains reprochaient à l'Amérique comme le vice fondamental de sa civilisation, il ne faut pas oublier que, si la Révolution française avait, dans un beau geste, affranchi les nègres, le 15 février 1794, l'Empire, par la loi du 20 mai 1802, avait rétabli l'esclavage dans nos colonies. L'esclavage ne disparut légalement que le 27 avril 1848.

Jersey et du Delaware, dont la caractéristique est la bonhomie, la tranquillité et l'industrie, surtout chez « les paisibles quakers et allemands ». La société de Philadelphie, ville des sciences, est un peu pédante. Le Maryland est un singulier mélange de simplicité et de bonhomie des quakers de la Pensylvanie et d'orgueil des planteurs de la Virginie. Les Juifs en Pensylvanie n'ont pas **droit** de vote, nous dit-il ; dans cet état seulement règne l'intolérance religieuse. Aux Yankees il oppose les Virginiens, dont le caractère est « noble, généreux, hospitalier, mais rude, vaniteux et fier ». Plus on avance vers le Sud, plus le peuple est raffiné. Dans la Caroline du Sud, la Géorgie, l'Alabama, le Mississipi ou la Louisiane, l'Européen, le Français surtout, doit s'y plaire. Partout c'est la franchise, la générosité, l'hospitalité, la libéralité des opinions, en parfait contraste avec le Yankee « qui n'est pas à l'avantage de ce dernier ». La société de Charlestown surtout lui plaît par le fini et l'élégance des manières ; c'est, dit-il, « ce que j'ai trouvé de mieux dans mes voyages, tant de ce côté que du vôtre de l'Atlantique ». Puis il termine sa lettre par des considérations sur l'Ouest. Vu la date, ces considérations sont pour le moins saisissantes et l'avenir devait contrôler son jugement. « L'Ouest est incomparablement la plus grande et la plus riche partie de l'Union, elle sera dans peu, si elle ne l'est déjà (?) la plus peuplée ; et le pouvoir ne tardera pas à lui arriver, ainsi que le luxe, l'instruction et les arts qui sont leur conséquence... Le caractère du peuple y est fortement marqué par un rude instinct de mâle liberté dégénérant souvent en licence, une simplicité de mœurs et une rudesse de manières s'approchant quelquefois de la grossièreté et de l'indépendance cynique ». Enfin il énonce une grande loi du peuple américain tout entier : le travail c'est la considération.

Pendant l'année 1829-1830, la *Revue des Deux Mondes* est en grande partie alimentée par les correspondances étrangères. Au numéro d'octobre-novembre 1830, nous trouvons le récit d'une *Excursion dans l'Alabama et les Florides*, par l'Évêque de Mobile (M. Portier) ¹. Ces quelques pages renferment de curieux détails sur les Indiens, sur le paysage, sur la faune et la flore de ces régions. Ce « M. Portier est le 12^e évêque catholique des États-Unis d'Amérique ». Il fait une tournée de 160 lieues à travers son immense dio-

1. *Revue des Deux Mondes*, octobre-novembre 1830, p. 28-38, (communiqué par M. Ozanam).

cèse, entre Pensacole et Saint-Augustin en passant par Talahassee. « Le pays situé entre ces deux villes est assez désert, et les sauvages Séminoles, qui sont encore anthropophages, y font des incursions et y commettent beaucoup de cruautés ». C'est une suite de collines stériles et de plaines verdoyantes, avec beaucoup de bois, de fleurs, d'oiseaux, surtout des dindons sauvages, et des fleuves où l'on rencontre des crocodiles. Dans la belle vallée de la *Chapola*, il y a deux merveilles naturelles, la grotte des Arches et la fontaine de Big-Spring. L'audacieux évêque, quand il n'est pas obligé de passer la nuit à la belle étoile, demande l'hospitalité aux rares habitants qu'il trouve sur sa route. Ce sont en général des missionnaires protestants. Chez un Méthodiste, il est bien reçu, mais chez un Presbytérien il eut « une discussion théologique très vive avec une vieille femme puritaine qui vit en lui un défenseur de la *grande prostituée de Rome*, ainsi qu'elle appelait le saint-siège ».

A partir de 1831, avec Buloz « ce bourru intelligent et fin ¹ », la *Revue* agrandit son cadre, et prit part aux débats politiques, mais les débats furent toujours maintenus dans des régions supérieures. Les Chroniques contiennent fort peu de choses sur l'Amérique qui soit de rare mérite.

En 1831, paraît dans la *Revue des Deux Mondes*² une *Lettre sur les États-Unis* par Eugène Ney. Cette lettre est presque entièrement dépourvue d'intérêt. Eugène Ney parle d'un voyage à Washington, d'une belle promenade sur le Hudson d'où il a pu apercevoir West Point, l'École Polytechnique américaine ; de son passage à Albany, à Saratoga, ville d'eaux où l'on joue, boit et entend un mauvais orchestre de nègres. Ce spectacle n'est donc pas nouveau aujourd'hui, bien qu'il donne l'impression de l'inédit. Pas plus d'ailleurs que n'est aujourd'hui la descente au pied des Chutes du Niagara où l'on accédait alors par un escalier en colimaçon. Là, dit-il, il y a une cabane où l'on s'habille avec une toile cirée et même un parapluie. Aujourd'hui on fait de même, on s'habille avant la descente et l'on porte un capuchon au lieu de parapluie, lequel ne devait pas être facile à porter, vu le vent qu'il y fait !

Le 1^{er} mars 1833, la *Revue des Deux Mondes* publiait encore un court récit d'Eugène Ney *Voyage sur le Mississipi*. Nous apprenons que le Missouri est vraiment le fleuve et non le Mississipi, car avant sa rencontre avec le Missouri le régime est tout autre. C'est encore

1. LUCAS-DUBRETON, *op. cit.*, p. 273.

2. *Revue des Deux Mondes*, avril 1831, p. 116-129.

un point discuté aujourd'hui, et la remarque de Ney, pour n'être peut-être pas nouvelle, n'en est pas moins juste. Le Mississipi est toutefois un beau fleuve dont les rives sont couvertes de grands bois et dont la navigation est dangereuse. Eugène Ney, l'un des premiers, a attaqué Chateaubriand et ses voyages légendaires. Lui aussi ne peut pas se reconnaître dans ce pays avec les descriptions d'*Atala*. Où sont « les jeunes crocodiles, les ours enivrés de raisin, les montagnes qui le bordent ? » Les Indiens qu'il rencontre ne semblent plus avoir le pittoresque qu'il espérait leur trouver, ils sont « presque tous armés de fusils et parlent passablement le français ». Il fait mention d'un village français, Saint-Charles, sur le Missouri, mot indien qui signifie rivière de boue. Nous ne nous étonnerons pas qu'il parle des mauvaises routes après Louisville !

La *Revue des Deux Mondes* de 1831 publie une statistique religieuse des États-Unis en 1830, par un missionnaire de la Nouvelle-Orléans¹. Cette statistique a quelque intérêt. Elle montre la situation précaire des catholiques, — au nombre de 500.000, — dont la religion est tolérée en Pensylvanie et au Maryland, mais qui sont exclus de toutes les fonctions publiques, ce qui est encore plus ou moins vrai aujourd'hui, quant aux fonctions élevées, malgré le texte de la Constitution qui théoriquement laisse dans l'ombre toute question de divergences religieuses. Cette simple note éclaire un point juste encore aujourd'hui, à savoir que la religion est une affaire de mode et de convenances, pour les diverses classes de la société. La secte la plus nombreuse alors est celle des Méthodistes.

Beaucoup plus intéressante est la *Correspondance* de Tocqueville, à cette date de 1831. Pour la première fois, nous avons une peinture fidèle de l'Amérique. Ces renseignements sont d'autant plus précieux qu'ils sont l'expression naïve et non apprêtée des réactions d'un esprit posé, qui cherche à voir plutôt qu'à juger. Ensuite ce sont des impressions personnelles que Tocqueville envoyait à sa mère, à ses amis ; impressions qui n'étaient pas, dans sa pensée, écrites pour le grand public. Ces lettres montrent Tocqueville sous un jour nouveau. La gravité du magistrat fait place à un laisser-aller charmant ; nous y voyons un Tocqueville surpris tout d'abord de l'aspect des choses différentes qu'il a sous les yeux, qui se reprend tout à coup, cherche à s'instruire et à pénétrer le sens profond du spectacle qui le dérouté parfois. Cette attitude est chose rare alors. Pendant sa visite qui dura du 9 mai 1831 au 10 février 1832. l'itiné-

1. *Revue des Deux Mondes*, Tome III, 1831, p. 361-365.

raire de Tocqueville est fort éloquent. Par bateau ou par diligence, il visite New-York, Wethersfield (Conn.), Sing-Sing, Auburn (N.Y.), Albany, Buffalo, Detroit, les solitudes du Michigan et du Wisconsin, Québec, Boston, Philadelphie, Baltimore, Pittsburg, Wheeling, Cincinnati, Louisville, Nashville, Memphis, la Nouvelle-Orléans, traverse les états du Mississipi, de l'Alabama, de la Géorgie, de la Caroline du Nord et du Sud, Norfolk et Washington. Aucun détail ne lui paraît mesquin, il cause avec tous les gens qui veulent bien se confier à lui. Sa tâche est singulièrement facilitée par le fait qu'il remplit une mission officielle, que son ami Jared Sparks, qu'il avait connu à Paris, en 1828¹, lui est d'un appui considérable. Bref, il est enchanté et sans songer encore à utiliser ses documents, sa *Correspondance* est instructive et pleine de fraîcheur. Et Chateaubriand sentant combien différente était leur documentation de s'écrier : « Alexis de Tocqueville a parcouru l'Amérique civilisée dont j'ai parcouru les forêts². »

New-York ne semble pas alors avoir charmé les Français. A cela rien d'étonnant. C'est une ville, dit-il, « bizarre et peu agréable. » L'absence de vin dans son boarding-house de Broadway lui semble au début incommode. Les anomalies de la vie américaine le frappent dès son arrivée ; la vie de la femme mariée, dit-il, est une « vie de nonne », mais les jeunes filles ont une grande indépendance. Il ne goûte pas la mélodie américaine ; les américains n'ont pas le sens de l'harmonie. Dès juillet, il raconte une visite aux quakers-shakers, et c'est pour lui un spectacle grotesque et ignoble pour l'esprit humain. Il parcourt lui aussi de vastes forêts, traverse le pays des Iroquois jadis redoutables, aujourd'hui mendiants, visite le lac Onéida et l'île des Français. En août 1831, il fait le voyage de Buffalo à Detroit, sur le lac Érié, en deux jours et une nuit. Il s'émerveille des nouvelles conquêtes sur le désert : Detroit, Pontiac, Saginaw. Le spectacle des Chutes du Niagara est pour lui supérieur à tout ce qu'on a écrit et à tout ce qu'on peut imaginer, « à deux lieues le bruit de la Chute ressemble déjà à un orage. »

Après un court séjour au Canada qu'il s'étonne de trouver si français, le voilà à Boston en septembre 1831. Là il apprend la mort de l'abbé Lesueur, ami et confident de la famille, ce qui gâta la fin de son voyage. A cette date, le consciencieux voyageur se rend compte de la difficulté de décrire un pays aussi étonnant que

1. D'après H. Adams, *Jared Sparks and Tocqueville*.

2. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombé*, T. II.

l'Amérique. « Ce serait un travail immense que de présenter le tableau d'une société aussi vaste et aussi peu homogène que celle-ci. » Nous avons de lui, à la date du 11 octobre 1831, une lettre fort intéressante sur l'instruction, dont le développement est un phénomène en effet des plus remarquables de la civilisation américaine. La veille, Tocqueville remarquait que les États-Unis jouissaient du plus pâle bonheur, pas de guerre, pas de peste, pas de littérature, pas d'éloquence, pas de beaux-arts, mais une soif de savoir sans précédent. La liberté d'ouvrir des écoles est illimitée. L'éducation est presque entièrement entre les mains des clergés, et mélancoliquement Tocqueville jette un regard sur son pays et écrit..., « mais remarquez qu'il ne règne ici aucune des passions anti-religieuses qui nous tourmentent. » Vient ensuite la répartition des charges pour le maintien d'un système aussi vaste et apparemment si onéreux pour le pays. Chaque township doit pourvoir à une école gratuite ou presque. L'État a un fonds à cet effet. L'État de New-York, par exemple, a un officier central chargé de la surveillance des écoles, des maîtres, des livres, etc, et qui en rend compte à la législature. La Nouvelle-Angleterre a des comités locaux élus chaque année. L'effort pour répandre l'instruction dans les masses est prodigieux. Et cet effort dure depuis cent ans ! Cette constatation a de quoi laisser rêveur un Français. Oui, après 1830, en Amérique, le parti démocratique fit triompher son programme d'éducation. L'école unique date de cette époque. Et nous nous discutons encore le problème ! Voilà donc ici un progrès palpable et fondamental que sut réaliser, presque d'un seul coup, la démocratie américaine. L'essor plus tard fut (norme, grâce à la richesse des états respectifs. C'est tout à fait juste, car la démocratie américaine s'attaque à des réalités tangibles. L'application suit de près l'étude théorique.

En décembre 1831, Tocqueville rencontre des difficultés matérielles le long de sa route ; le Kentucky est impraticable, l'Ohio gelé, il fait « un froid contre nature. » Comme Murat, Tocqueville a été frappé en traversant les forêts du Kentucky et du Tennessee de rencontrer « une espèce d'hommes et un genre de mœurs dont nous n'avions pas l'idée. Cette partie des États-Unis n'est peuplée que par une seule espèce d'hommes, les Virginiens. Ils ont conservé une configuration physique et morale qui leur est propre ; ils forment un peuple à part, qui a ses préjugés nationaux et son caractère distinctif. » Le travail y est une honte. « Monter à cheval, chasser, fumer comme un turc aux rayons du soleil, voilà la destinée

d'un blanc. » Cette aristocratie a beaucoup de préjugés, mais aussi des qualités à retenir. « Ils sont francs, hospitaliers, et mettent beaucoup de choses avant l'argent. Ils finiront cependant par être dominés par le Nord, le Sud est stationnaire ou s'appauvrit. » Les événements devaient lui donner raison. Il avait pénétré l'essentielle différence des deux races alors en lutte. Le Nord plus entreprenant, ayant moins de traditions barrant la route de l'avenir, allait de l'avant avec une jeunesse et une énergie dont souriait peut-être la race méridionale, mais avec laquelle il devait avoir à lutter bientôt.

Le 25 décembre 1831, il écrit en descendant le Mississipi. Il parle des Chactas (ou Tchactaws) et prend à partie Chateaubriand au sujet de cette tribu indienne et de la description qu'il fait du Mississipi. A propos des Chactas... « je vous dirai que M. de Chateaubriand a fait un peu comme le singe de La Fontaine ; il n'a pas pris le nom d'un port pour un nom d'homme ; mais il a donné à un homme le nom d'une puissante nation du Sud de l'Amérique. » Et entre parenthèses, dans une page narquoise, il flagelle les Espagnols et les Américains qui traitent les Indiens en peuple vaincu, et qui les chassent toujours vers l'Ouest, pour s'emparer des terres dont ils ont besoin !

« Un mot seulement sur le Mississipi qui, en vérité, ne mérite guère qu'on s'occupe de lui. C'est un grand fleuve jaune, roulant assez doucement dans les plus profondes solitudes, au milieu de forêts qu'il inonde au printemps et féconde par son limon. »

De 1833, nous avons de Théodore Pavie ¹ des *Souvenirs atlantiques, Voyage aux États-Unis et au Canada* ². Ces souvenirs sont vieux de quinze ans. Sur le conseil d'un ami assez mal inspiré, Pavie a rassemblé les souvenirs d'un voyage qu'il aurait entrepris à dix-huit ans. Il adore l'Amérique, nous dit-il, surtout les solitudes. Et bien qu'il prenne un soin tout spécial de nous dire qu'il cherche à ne rien avancer qui ne soit basé sur des faits, il faut regretter que, dans ces deux volumes de 704 pages, le jeune Th. Pavie ne se soit

1. PAVIE (Théodore-Marie), orientaliste français, (1811-1896). Il entreprit en Amérique et en Orient de longs voyages, au cours desquels il apprit le sanskrit et le chinois. En 1853, il fut chargé du cours de sanskrit au Collège de France, jusqu'en 1857. Il professa ensuite les langues orientales à la faculté catholique d'Angers.

2. PAVIE (Th.), en 1832, avait publié, dans *la France littéraire*, (tome 3) des *Souvenirs Atlantiques* ; New-York, Philadelphie, Nouvelle-Orléans. Ce sont trois essais très courts, qui sont un premier crayon du livre qu'il devait publier l'année suivante.

pas intéressé à quelque chose de plus solide ! C'est une sorte de guide, et la description physique, géographique est surtout son fait. Il semble n'avoir rien aperçu sous l'enveloppe. Il y a, par-ci, par-là, quelques touches de poésie. Pavie lui aussi retrouve l'exaltation de Chateaubriand, et pour être sûr d'être au diapason, il avait emporté un volume de Chateaubriand, nous dit-il, à la page 166 du tome II ! Quelques lignes prises au dernier chapitre donneront une idée du ton quelque peu dithyrambique. Il quitte la Nouvelle-Orléans. « Oh ! belle Amérique, terre de liberté, république mère de vingt-six autres républiques, refuge de tous ceux qui souffrent, asile des opprimés, patrie des cœurs mélancoliques, adieu..., aujourd'hui tu me donnes encore de doux regrets, et j'aime à parler de toi comme d'un ami absent. »

Il serait presque fastidieux de résumer les 77 chapitres de ses deux volumes. Il court de New-York à Buffalo, s'arrête aux Chutes du Niagara, qui sont pour lui, une révélation de la Divinité. Il parle de la descente du fameux escalier en spirale, au bas duquel on échange « ses vêtements contre une blouse de toile cirée, pour suivre le guide, qui « s'enfonce derrière la chute elle-même. ».

Tous les voyageurs se sont crus obligés de faire la classique excursion aux Chutes du Niagara. Dans un premier voyage qu'il fit, en 1833, Cortambert nous parle aussi de deux escaliers, pour descendre au niveau des Chutes, l'un du côté canadien, l'autre du côté américain. C'est également dans une langue d'un romantisme échevelé qu'il va s'essayer à la description. « Il faut contempler et adorer ; »...

« Pour faire concevoir la frénésie qui m'agitait, voici les folles paroles qui m'échappaient : J'aimerais mieux être damné que de n'avoir pas vu cela. ¹ »

Aux environs de Rochester commence la nature sauvage, où Pavie retrouve « ces serpents oiseleurs qui, selon la poétique expression de l'auteur d'*Atala*, sifflent à la cime des arbres ou s'y balancent, comme des lianes. » Puis, c'est le lac Ontario où, pour la deuxième fois déjà, il est témoin d'un gros orage. Puis, c'est le Saint-Laurent, Québec, le lac Champlain, le lac George, où il rêve avec des souvenirs de F. Cooper ; Saratoga qu'il aime pour sa « mélancolie attristante », pour ses jardins « où abondent les sassafras odorans, les catalpas, les tulipes de Virginie. » C'est Boston, l'Athènes du Nord, avec ses

1. CORTAMBERT, *Excursion aux cataractes du Niagara*, juin 1833, dans *Voyage au pays des Osages*, (Paris, A. Bertrand, 1837).

sociétés philanthropiques. Dans les brouillards de la Nouvelle-Angleterre, il regrette « que l'architecture gothique ne soit pas universellement adopté en Amérique. » La prospérité morale, qui est le fruit le plus beau de cet « improvement » généralement répandu au pays des Yankees, le frappe. Il fait une délicieuse excursion à Harvard où rien ne sent la contrainte dans ces cours spacieuses, ce qui lui fait paraître encore plus hideux nos « corridors aussi obscurs que ceux des cachots. » Il fait mention de Joseph Bonaparte dont la résidence à Bordentown est fréquemment assiégée par d'assez malveillants réfugiés qui mirent le feu à un joli petit musée.

Nous touchons ici à une question fort intéressante, la question des réfugiés bonapartistes, au début du XIX^e siècle. Malheureusement nous ne trouvons pas grand'chose là-dessus dans les livres qui nous occupent. L'explication est simple, maintenant que nous sommes renseignés par les livres de Philip ¹, de Rosengarten ², et de Reeves ³. Le manque de recul et la dispersion des réfugiés sur le territoire américain empêchaient les voyageurs français de se rendre un compte exact de la situation. Il existe bien des centres plus fréquentés, Philadelphie, Charleston dans la Caroline du Sud, vrais centres de culture française, dont parlent en passant certains voyageurs, mais leur influence sur le développement de l'Union ne semble pas avoir été considérable, comme le montre abondamment Howard Mumford Jones dans un livre remarquable ⁴, qui résume pour nous, non seulement la question des réfugiés bonapartistes, mais toute la question de l'influence française sur l'Amérique. Or l'influence française s'est surtout exercée sur le développement moral de l'Amérique avant la Révolution, par les livres français à tendance nettement protestante ou fortement entachés de libéralisme. Curieux et inattendu, nous trouvons côte à côte Calvin, Théodore de Bèze, Fénelon, et quantité d'autres auteurs inconnus en France aujourd'hui, mais dévorés dès leur apparition en Amérique

1. PHILIP, *Les Réfugiés bonapartistes*, (1815-30). (Paris, s. d.).

2. ROSENGARTEN, *French Colonists and Exiles in the United States*, (Philadelphia and London, 1907).

3. REEVES, *The Napoleonic Exiles in America*, (*Johns Hopkins University Studies in History and Political Sciences*, XXIII, N° 9-10).

4. JONES (H. M.), *America and French Culture, 1750-1848*. (*The University of North Carolina Press*, 1927).

Il ne serait peut-être pas sans intérêt de résumer ici l'état de la question, d'après les renseignements fournis par M. Jones. Tout d'abord l'affaire du Scioto dans l'Ohio, en 1787, dont les origines semblent embrouillées et douteuses, d'après M. Jones qui analyse les livres de B. Fay ¹, de Belote ², de Carré ³, et de Dawes ⁴. La colonie dont Lezay-Marnésia était l'âme se disperse en 1790, et les émigrés déçus vont en Pensylvanie sur le Susquehannah fonder Frenchtown. D'autres se fixent sur les 24.000 acres que le Congrès, en 1795, leur allouent sur la rive du Little Sandusky ; d'autres, enfin, ayant vendu leurs droits et privilèges, s'en vont en Louisiane où ils fondent Gallipolis, autre entreprise malheureuse.

Quant aux réfugiés bonapartistes qui, par suite des ordonnances de juillet 1815, s'enfuirent en Amérique, nous citerons les plus fameux. Joseph Bonaparte ⁵ et les hôtes nombreux qu'il recevait à Bordentown, tels que Combes, de Girardin, Latapie, Miot de Mérito, Quinet, les fils de Fouché, le duc de Montebello, Eugène Ney, Charles et Jérôme Bonaparte, etc. Achille Murat ⁶, Henri Lallemand et son frère Charles qui rentre en France en 1830, le général Rigaud, Lefebvre-Desnouettes, Bertrand, le général Vandamme, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Le Ray de Chaumont ⁷, qui avait fait bâtir une vaste maison à Le Rayville, à l'est de Watertown, s'était fait marchand de biens et avait vendu des terrains, dans la partie ouest de l'état de New-York, à de Caulaincourt, Réal et Grouchy. On pourrait ajouter Garnier de Saintes, Clausel, Lakanal et encore bien d'autres parmi les 28.000 émigrés français qui, de 1827 à 1837, ont foulé le sol des États-Unis.

Il eût été particulièrement intéressant de connaître les réactions du Conventionnel Lakanal qui, pendant son long exil en Amérique de 1815 à 1837, se vantait de posséder les secrets de l'âme américaine ⁸. Malheureusement une bonne partie de sa *Correspondance*

1. FAY (B.), *L'esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIII^e siècle*, (Paris, Champion, 1927).

2. BELOTE, *The Scioto Speculation*, (cité par H. M. Jones).

3. CARRÉ, *Les Émigrés français en Amérique*, (cité par H. M. Jones).

4. DAWES, *The Scioto Purchase of 1787*, (cité par H. M. Jones).

5. Cf. p. 96.

6. Cf. p. 101.

7. Cf. p. 236.

8. JOUIN (Henry), *Lakanal en Amérique d'après sa correspondance inédite*, (1815-1837).

ne nous est pas parvenue. Quant aux nombreux *Mémoires* qu'il projetait sur l'Amérique, ils n'ont jamais été écrits ou bien se sont trouvés égarés. Cependant, des renseignements éparpillés dans sa *Correspondance*, on peut glaner quelques indications précieuses. Lakanal aimait sincèrement l'Amérique qu'il avait adoptée comme sa seconde patrie. Il l'avait parcourue un peu dans tous les sens. Nous apprenons de lui « qu'après les désastres de 1815, le Congrès américain accorda 4 townships (2.304 acres chaque) aux Français réfugiés », là où ils l'entendaient. Lakanal avec Pennières, son collègue à la Convention nationale, furent chargés par les réfugiés de Philadelphie de parcourir l'Amérique pour décider de l'emplacement. Il avait poussé son enquête jusqu'aux Rocheuses. Finalement les réfugiés ouvrent la colonie du Tombekbée dans l'Alabama. En outre Lakanal avait voyagé dans le Kentucky, l'Indiana, la Louisiane, où il avait été choisi comme président de l'Université de la Nouvelle-Orléans, plus tard abdiquant ses fonctions en faveur de son gendre le polytechnicien Charvet. L'Alabama lui plaît surtout. L'ayant quitté à plusieurs reprises, il y revient toujours, pour s'y fixer définitivement de 1826 à 1837, dans sa propriété de *Mobile* ou *la Mobile* aux « rives romantiques », comme il le dit dans une lettre de 1830.

« Quoi qu'il arrive, écrit-il, je ne rentrerai jamais en France. » Aussi fait-il l'achat de « dix forts et bons esclaves », n'exigeant d'eux qu'un « travail modéré. » Surviennent des événements inattendus qui modifient ses plans. Par des journaux de New-York, il apprend « l'admirable Révolution des derniers jours de juillet. » Alors lui qui était « venu chercher dans les États-Unis, la sûreté, la liberté qui... y règnent en souveraines », il songe à son retour en France, qui n'aura lieu qu'en 1837.

Depuis longtemps il méditait une grosse *Histoire des États-Unis*. De fait, dès son arrivée, il se croyait en mesure de l'écrire. Ignorant que depuis quelque temps la France se trouvait renseignée sur l'Amérique, il prenait plaisir à se figurer qu'il allait être le premier à dévoiler à ses compatriotes les nouveautés que recélait cette terre d'Amérique, « dont, disait-il en 1834, je crois connaître à fond, tout l'état physique du pays, et les mœurs et l'esprit des habitants. » Il devait réfuter dans ses écrits les assertions de nombreux voyageurs. « Les États-Unis que j'ai parcourus dans toutes les directions,... ne sont pas connus en France, parce que ceux qui en ont parlé ou en ont écrit, n'ont fait que passer, ou n'ont vu que les villes

où l'on ne trouve que des étrangers... Mon ouvrage sera neuf pour les Français. » Quelques années plus tard, il reprend le même thème : « Tous ceux qui, jusqu'à ce jour, ont écrit sur les États-Unis, ne les connaissent que de la manière la plus superficielle. Je les ai habités 22 ans (1837) et parcourus dans toutes les directions et mon ouvrage paraîtra un roman ».

Ce fameux grand ouvrage, annoncé de temps à autre à Geoffroy Saint-Hilaire, sera en 3 volumes et portera comme titre *Séjour d'un membre de l'Institut de France aux États-Unis pendant 22 ans*, avec l'épigraphe *Silence ou vérité*, Rentré en France sa *Correspondance* de 1838 à 1844 avec David d'Angers continue à mentionner le fameux ouvrage, dont on ignore le sort encore aujourd'hui.

Il est impossible de mesurer l'importance politique de ces diverses colonies de réfugiés, car elles ont eu toutes un sort très éphémère. Telle cette colonie de l'Alabama *The Vine and Olive Society*, qui disparaît en 1826. Elle comprenait des personnages tels que Lefebvre-Desnouettes, Peniers, Nicolas Raoul, Simon Chaudron. Une autre tentative, également de peu de durée, fut celle du général Rigaud et des deux Lallemand, en 1818, pour fonder une cité de refuge au Texas, *Champ d'Asile*. Une souscription publique, en France, avait récolté une centaine de mille francs, qui ne parvinrent jamais à destination. Béranger avait même composé une chanson, Bientôt les malheureux exilés durent se disperser et chercher fortune ailleurs. Quelques-uns se firent professeurs de français, comme Evrard, par exemple, qui donna des leçons à Bryant, en 1824.

Mais revenons à Pavie. La secte « stationnaire, fière et philanthropique », quoique intolérante, des Quakers, autour de Philadelphie, semble l'intéresser. Ensuite, il va s'extasier dans les Alleghany qui lui rappellent une aquarelle de Boulanger ou une strophe de Lamartine. C'est Pittsburg et l'Ohio qui « plus qu'aucun autre fleuve, inspire la mélancolie » ; là, il se recueille et sa description très belle sent un peu trop le pastiche d'un Chateaubriand, bien que les faits soient véridiques. Il nous dit y avoir vu «... les oiseaux au plumage d'azur, les geais hupés, dont les ailes violettes se croisent de bandelettes noires, les dindes en files nombreuses, par ordre de taille, qui suivaient errantes ces prairies enchantées, ... les chevreuils timides et agiles, qui se plongeaient amoureusement dans les eaux»... et comme René, il s'écrie « Rendez-la moi pour un jour cette nature que j'ai cherchée à travers le monde, et que

j'aurais aimée, moi qui suis lassé de toute chose ! Oui, cherchons-la cette nature vierge. »

Dans le chapitre IX du tome II, pourtant, il semble vouloir descendre du Parnasse pour chercher à examiner de plus près la civilisation américaine. Il parle de l'instruction primaire très répandue et tout à coup le voilà qui se lance dans des considérations banales pour ne pas dire autre chose. Nous apprenons que la vie est extrêmement bon marché dans l'Ohio, qu'un poulet coûte trois à quatre sous, une dinde six à sept ! que les femmes sont mal habillées, délaissées, qu'elles fument et chiquent ! que les enfants de douze ans jouissent d'une liberté ridicule. Mais il reprend bientôt ses rêveries, ses méditations philosophiques dans les nuages. Refaire la route qu'est censé avoir faite Chateaubriand l'enthousiasme bien autrement «... n'était-ce pas dans ces mêmes lieux, sous ces mêmes arbres, aux rayons de ce même astre que Chactas racontait à René les malheurs et les joies de sa jeunesse, et répandait comme un baume tardif ses consolants avis dans l'âme de l'exilé ! Jamais sans doute l'Amérique n'a nourri dans son sein un homme comme ce Sachem aveugle, patriarche des anciens jours ; jamais le ciel n'a rassemblé dans un même cœur autant de douleurs qu'en dévora René ; mais qu'on juge quelle doit être la magnificence d'une solitude qui inspira de semblables pensées à l'auteur d'*Atala*, et combien noble devait être cette tête impressionnable et mélancolique, pour faire jaillir du sein du désert de si pures et de si généreuses créatures ! » Son extase ne connaît pas de bornes quand il descend le Mississipi. Après Chateaubriand, il s'essaie à le décrire et n'oublie pas non plus ces fameuses « îles flottantes sur lesquelles voguent paisibles voyageurs, les hérons verts, gris et bleus, de toute grandeur, de toute nuance », ces îles que tour à tour habitent les ours et les chevreuils !

Nous aurions cru que le spectacle de l'esclavage en Louisiane l'eût arrêté. Il remarque seulement «... l'esclavage est là... le grand vice de la société américaine », mal enraciné dont la génération actuelle ne peut être rendue responsable. Le calcul des crocodiles l'intéresse bien davantage, ils sont si nombreux sur la Rivière Rouge qu'il lui est arrivé « d'en tirer plus de 40 par heure » (sic). La condition des Indiens harcelés par les pionniers ne semble pas être un sujet d'une bien grave importance, mais rechercher si certaines tribus pratiquent encore les « jeux solennels dont l'auteur d'*Atala* donne une si exacte et si poétique description dans *les Natchez* », le préoccupe bien davantage.

En 1834, paraissait à Paris, un autre *Voyage aux États-Unis de l'Amérique* par P. Forest ¹. C'est un très court voyage. Forest débarque à la Nouvelle-Orléans le 9 mai et quitte New-York à la fin de juin 1831. Malgré les promesses de l'avant-propos, où il dit qu'il se propose de décrire les mœurs, la vie ordinaire et les habitudes privées, rien d'autre que ce qu'il a vu de ses propres yeux, c'est encore 92 pages d'un livre banal, assez plat et superficiel. Lui aussi semble frappé des vestiges d'une nature restée encore fort sauvage, puisque, dans l'île de la Balise, il entend le rugissement des lions et des tigres. Il consacre même trois chapitres à la description des bords du Mississipi, couverts de forêts immenses, d'arbrés-lianes qui en s'unissant forment des îles flottantes où les oiseaux, papes, cardinaux moqueurs sont très nombreux, comme aussi les caïmans ou crocodiles ; il en a vu plusieurs, dit-il. Nous apprenons ensuite que le préjugé contre les nègres est assez vivace dans le Sud que pourtant le dimanche, ils fusionnent avec les Indiens qui ont coutume d'offrir leurs filles, le soir, aux voyageurs, car ils sont jaloux du sang des blancs. Apparemment la tribu indienne qu'il a visitée appartenait à cette classe de « philosophes nus » si chère au XVIII^e siècle, puisque lui aussi constate qu'ils sont tatoués et vont tous nus, sauf une ceinture d'écorce. Puis il passe à des considérations plus ou moins fantaisistes récapitulant enfin les denrées que les États-Unis exportent, froment, orge, maïs, riz, lentilles, pommes de terre, bois, farines, acier, étain, plomb, charbons, etc. Il a surtout voyagé pour nous dire que l'Amérique est la terre classique de la liberté, « terre fertilisée de la Divinité, où chaque individu obtient une liberté entière » dans la plénitude de son acception.

Jusqu'ici, les documents parcourus nous ont donné une idée encore très incomplète de la civilisation américaine. La *Correspondance* de Tocqueville est fort instructive et nous pouvons dire que c'est la première fois que l'étude de la civilisation américaine sort

1. Cette page écrite longtemps avant la publication de la Bibliographie de M. Monaghan n'a pas été retouchée, malgré une note inattendue de M. Monaghan. Nos deux points de vue semblent être tout à fait différents. Voici cette note. « A curious and valuable book. Author wishes to present the details of daily life in the United States, details that are too often neglected by travellers. He spent considerable time (sic) in New-Orleans and gives interesting views of cockfights and slavery. He states that crocodiles are as common in the Mississippi as in the Nile. The book abounds in curious phonetic spellings Kentoki (Kentucky), stainboot (steamboat), stéege (stage).

des pures banalités ou de la fantaisie. Mais seuls quelques familiers de Tocqueville, en France, avaient cet insigne privilège de savoir à quoi s'en tenir sur les États-Unis. Le public dut attendre 1835, date à laquelle parurent deux volumes, l'un par Beaumont et l'autre par J. M. B. de...¹ Le premier, sous forme de roman, nous donne un aperçu sympathique de certains côtés de la vie américaine ; l'autre, remarquable par la vigueur de son parti-pris, nous offre à cette date le réquisitoire le plus serré que je connaisse contre la civilisation américaine, sous toutes ses faces.

Gustave de Beaumont était le compagnon de voyage de Tocqueville. Tandis que ce dernier paraissait réticent à faire circuler ses impressions personnelles sur la civilisation américaine, Beaumont allait nous faire part de ses découvertes sur un mode soi-disant impersonnel. La tâche était quelque peu malaisée, il le sentait bien puisque, dans l'avant-propos de son roman, il nous met en garde, en nous disant que les opinions exprimées ne sont pas toujours celles de l'auteur, au cas où le livre serait connu en Amérique². Pourtant son livre a une valeur documentaire, car il nous dit aussi que ce sont les impressions réelles de son voyage qu'il met sous un cadre imaginaire. Son observation portera exclusivement sur les mœurs du pays, car le livre de Tocqueville sur les institutions allait paraître prochainement. Le titre, d'ailleurs, est significatif *Marie ou l'Esclavage aux États-Unis*.

Il est curieux de constater que le cadre du livre du grave magistrat, dans ses grandes lignes, révèle aussi l'influence d'*Atala*. Ludovic, né dans les premières années de l'Empire, ressemble à René. Il promène de hautes ambitions. Il ne pouvait plus goûter le bonheur en Europe, piétinée depuis deux mille ans. L'Amérique l'appelle. On l'avait représentée sous de si belles couleurs. On y rencontrait deux choses : « une société neuve quoique civilisée et une nature vierge. » Ludovic débarque à Baltimore, chez des amis de sa famille, les Nelson. Le fils, Georges, le conduit dans le monde, dans les clubs, dans les bals, etc... Il n'y trouve pas ce qu'il était venu chercher. Mais cela lui permet de toucher de près les réalités de la vie américaine, de pénétrer les mobiles d'action de cette race inconnue de l'autre côté de l'Océan. L'indépendance des femmes le frappe tout d'abord. Elles ont de la retenue, une certaine couleur de religion,

1. SAINT-VICTOR.

2. Cf. note p. 228. Highly commended by the « Quarterly Review », LIII, p. 289-312.

elles sont à l'affût du mari. Indépendantes avant le mariage, elles considèrent le foyer domestique comme inviolable. Cependant « l'amour n'est point compris aux États-Unis ! » Dans la société américaine, il remarque un mélange singulier « de nobles penchants et d'affections impures... ces deux principes opposés luttant incessamment ensemble. » Il veut dire ce principe religieux sévère et cette mauvaise foi qui résulte des transactions commerciales. Cela est très juste, car « l'argent est le dieu aux États-Unis »... « On n'estime les choses que suivant leur valeur arithmétique »... « Réduite aux rapports que forme l'intérêt, la société américaine est grave sans avoir le caractère imposant de la vertu. Elle n'inspire pas le respect, elle refroidit l'enthousiasme. »

L'Amérique, au début du XIX^e siècle avait eu une recrudescence d'activité religieuse, qui est loin d'être calmée dans les années de 1830. C'est un phénomène extrêmement important qui a façonné la physionomie du peuple américain. La religion est inséparable de la vie intime de la masse ¹. Ce renouveau a pour cause le dégoût du public américain pour les excès du déisme révolutionnaire et l'invasion du pays par un trop grand nombre d'émigrants catholiques ; là est la vraie cause. De tous temps, l'Amérique a eu une peur instinctive de catholicisme, et cette peur lui fait souvent perdre la raison, dans ses écrits et dans ses actes. Mais de tous temps, ç'a été un préjugé irréflecti et indéracinable, difficile à comprendre pour un Européen. Aussi, nous ne nous étonnerons pas que tous nos voyageurs aient touché à cette question de la religion et aient examiné les différentes sectes, sans se rendre compte toujours, de leur signification profonde.

Il y a, à la page 59 du roman, une bien curieuse note qui a encore aujourd'hui tout l'intérêt de la nouveauté et qui s'explique par ce que nous venons de dire de la renaissance religieuse au XIX^e siècle. Il s'agit du fanatisme missionnaire de certains éléments du peuple américain, de cette opinion très répandue chez les Presbytériens d'alors, que « la France sera religieuse quand elle sera protestante. » Dans leur emportement à christianiser l'univers un plan de 1831 voulait qu'on commençât par la France, qui, à cause de ses qualités, — le peuple étant très communicatif, — aiderait

1. Cette étude a été tentée par Fosdick, dans son livre *The French Blood in America*, où il n'accentue guère que l'apport huguenot.

Cf. aussi CHINARD (G.), *Les Réfugiés huguenots en Amérique*, (Paris, les Belles-Lettres, 1925).

à la diffusion des idées protestantes. Le papisme en Espagne et en Italie serait bientôt tué. Puis les doctrines pourraient envahir l'Afrique, car la France a la clef de l'Afrique par la prise d'Alger. C'est un plan joliment et adroitement conçu ! Mais continue la note, ce que les Presbytériens semblaient oublier ou ne pas soupçonner, c'est que la France est « moins irrégieuse qu'indifférente. Pour aller du catholicisme au protestantisme, il faut un travail de l'intelligence et un besoin de croyances que l'indifférence exclut. Le clergé catholique a été attaqué comme corps politique utile au pouvoir qui s'en faisait un appui ; mais comme corps religieux, il n'est pas haï. » C'est en effet ce qui s'était produit sous Napoléon et pendant la Restauration, comme le signale d'ailleurs Tocqueville dans sa *Correspondance*¹. Après 1830, la pairie des évêques ayant été supprimée et le clergé étant rentré dans les limites de son ministère, la religion, — tout en restant celle de la majorité des Français, — étant désormais hors du domaine politique, ne suscite plus les haines violentes dont elle avait été l'objet après la Charte de 1814.

Georges Nelson avait une sœur Marie, qu'il aimait tendrement. Elle était pleine de grâce, réservée, raisonnable, européenne par son imagination et sa sensibilité, de plus elle était musicienne, comme toutes les Américaines, bien que le sens de la musique leur manque généralement. Elle était l'ange bienfaisant de l'Alms-House de Baltimore, ce qui donne à Beaumont l'occasion d'examiner le système américain, lequel comprend et le système anglais, où tout pauvre quelle qu'en soit la raison, est admis et le système adopté en France et dans le Maryland, « où les indigents n'ont pas le droit légal d'entrer, mais où ils sont admis selon le bon plaisir du préposé de l'autorité publique. » Ludovic, par curiosité, va à l'église presbytérienne, et Beaumont d'examiner la croyance protestante et catholique et d'esquisser un tableau de philosophie religieuse. « L'impression de ce culte nouveau pour moi fut profonde. Dans nos églises catholiques, il semble que nous ayons toujours pour intermédiaire de la prière entre Dieu et nous le prêtre sain, sa parole mystérieuse, la pompe de la cérémonie, l'encens qui monte de l'autel, les chants sacrés, et toute la solennité du lieu. L'œil rencontre toujours au fond du sanctuaire une gloire rayonnante qui éblouit... Dans le simple édifice qui sert de temple aux protestants, l'homme se trouve

1. TOCQUEVILLE, *Correspondance*, (Paris, Michel Lévy, 1860), Londres, mai 1835, A Lord Radnor.

immédiatement en rapports avec Dieu ; il lui parle lui-même sans le langage consacré, sans rite solennel. Le ministre, sa parole, son costume ne sont rien ; il n'a point de caractère supérieur à ce qui l'entoure. Le temple ne contient que des intelligences égales s'adressant à l'intelligence suprême. Le catholique se prosterne et s'humilie, il adore Dieu à travers des mystères et des nuages. Le protestant prie le front haut, l'œil levé vers le ciel ; il regarde Dieu en face ; c'est un beau culte, ... mais un culte orgueilleux ! L'homme est-il assez fort pour se mesurer de si près avec la Divinité ? ... Peut-on adorer ce qu'on comprend ? Votre religion, dit Ludovic à Nelson, en revenant de l'église, me semble digne d'un être intelligent et libre ; cependant l'homme est aussi un être sensible, qui a besoin d'aimer et ce culte n'a point touché mon cœur. »

Dans un appendice du tome II Beaumont revient sur la question religieuse aux États-Unis. Là encore, nous trouvons quantité de renseignements neufs pour les lecteurs d'alors. Et quand on sait que la question religieuse est aujourd'hui, pratiquement ce qu'elle était en 1830, on ne peut faire autrement que de s'étonner des saisissantes remarques du voyageur. Il étudie les rapports des cultes entre eux et les rapports des cultes avec l'État. Les protestants entre eux sont généralement en bons rapports, mais les protestants et en particulier les presbytériens regardent d'un mauvais œil et les catholiques, dont la religion est en progrès et les unitaires qui passent, selon la très juste remarque de Beaumont, pour les philosophes, au sens français du XVIII^e siècle. Cette religion est un anneau de jonction entre le protestantisme et la religion naturelle, à peu près ce qu'est le socinianisme en France. « Tout le monde, en Amérique, est forcé par l'opinion, de tenir à un culte. » Aucun parti-pris chez Beaumont, il cherche à comprendre et à instruire. Il a même un bon mot sur les Méthodistes qui ont un zèle plus ardent qu'éclairé, mais « toujours sincère. »

Quant à la deuxième phase de la question, les Français qui discutaient et discutaient encore, comme vitale, cette question du rapport des cultes avec l'État, auraient pu y trouver une occasion ou du moins une raison pour ajourner leur différend, sur un point épineux, douloureux et pour l'Église et le gouvernement. Leur divorce aux États-Unis ne semble avoir produit que de bons effets et laisse aux cultes le soin des âmes et au gouvernement le soin des intérêts matériels. Autre leçon dont nous n'avons pas encore su profiter ! Il n'existe pas de religion d'État aux États-Unis. « La vie politique

est entièrement interdite aux ministres de l'Église. » Et Beaumont souligne ce qui pourrait passer pour contradictoire, ce qui n'a jamais cessé d'exister, malgré le plus complet divorce apparent de la religion et de la politique. Certains états, dit-il, demandent que le candidat soit chrétien, d'autres protestant. Il n'y a pas de clergé formant un corps constitué politiquement et reconnu comme tel. Toutefois la religion est à la fois une institution morale et politique, en ce sens que toute constitution recommande un culte religieux comme sauvegarde de bonnes mœurs. Je ne puis m'empêcher d'admirer la réussite de ses observations. L'opinion publique, de plus, réclame la pratique d'un culte quelconque. Celui-là est sous le coup d'une persécution morale qui enfreint cette loi !

Décidément la grande ombre de Chateaubriand poursuit tous les voyageurs français sur le continent américain ! C'est du pastiche à la Chateaubriand ou à la Lamartine que nous retrouvons dans les impressions de Ludovic, quand il parcourt la forêt autour de Washington. « Il y a dans les murmures de la brise parmi les roseaux, dans le feuillage frémissant des vieux chênes, une voix qui parle au génie de l'homme, et les savanes de la forêt enseignent de touchantes harmonies aux cœurs qui savent le mieux aimer. » Et plus loin, « O vous, qui portez une âme troublée, ne vous éloignez pas du monde ; car dans le silence de la solitude, on entend mieux la voix des passions ; le calme de la nature fait mieux sentir les agitations de l'âme, et il semble qu'il y ait dans le désert un vide immense que le cœur de l'homme ait reçu la mission de combler »..., « tout est religieux dans le silence de la nature. » « Le cardinal de Virginie, voltigeant dans les magnolias » charme Ludovic qui se perd dans la forêt aux « derniers rayons du soleil mourant sur la cîme des grands pins. » Marie le réveille. Alors, il lui fait des déclarations très romantiques que Marie arrête ; elle a un secret qui s'oppose à leur bonheur. Le lendemain il reprend le chemin de la forêt et lui aussi a des extases qui rappellent celles de Rousseau, de Chateaubriand ou de Jocelyn. « Arrivé à la place où j'avais vu Marie priant à genoux, je me prosternai la face contre terre, et je couvris de mes baisers la mousse qu'avaient humectée ses pleurs. »

Puis nous apprenons l'histoire de la famille de Marie. Son père ayant fait fortune à la Nouvelle-Orléans, avait épousé une belle créole accusée par un rival d'avoir une goutte de sang noir. La mère mourut de chagrin, laissant un fils et une fille. Et Beaumont de faire un réquisitoire contre ce peuple épris d'égalité et qui « ostracise »

une partie de la population, les gens de couleur, dont le crime est d'être né. Alors il agite la grave question de la libération de la classe noire, question vitale alors et qui ne devait être solutionnée qu'en 1865, si solution il y a eu ; car encore aujourd'hui, la situation des nègres est celle d'une race inférieure qui ne saurait lever la tête.

Comment se fera cette libération ? Deux solutions sont âprement discutées, les enfants seront libres ou bien la libération sera d'un seul coup définitive. Et Beaumont fort justement, dépassant peut-être l'opinion du jour, juge que le commerce et l'industrie ont besoin de cette libération, car l'homme libre travaille mieux et devient acheteur. Le fond de la question était de nature avant tout économique. Mais on doit commencer par instruire cette race ignorante de tout, même de son âme. Et dans une note détaillée, Beaumont traite toutes les phases de la question, d'une manière si neuve alors que l'exposé mérite la peine qu'on s'y arrête. Ce n'est plus une question sentimentale, Beaumont va aux faits, il compulse les *Digestes des États de la Caroline et de Louisiane*, et montre que les noirs sont privés de droits politiques, civils et naturels et que les principes les plus inviolables sont foulés aux pieds ; par exemple ce principe que nul ne peut être jugé que par ses pairs, et celui-ci que les peines doivent être fixées par la loi ; or le juge a un pouvoir discrétionnaire. Ou encore cet autre que nul ne peut se faire justice à soi-même, or dans de nombreux cas, le maître est juge et bourreau. Et Beaumont, judicieusement, remarque que ces peines — sauf le fouet, le pilori, l'emprisonnement, — sont inapplicables aux noirs, puisque le noir n'a pas de liberté à perdre et de plus que c'est en fin de compte le maître qui est lésé ! Ensuite il examine les caractères de l'esclavage aux États-Unis. « Il ne faut pas blâmer les Américains des mauvais traitements qu'ils font subir à leurs esclaves, il faut leur reprocher, l'esclavage même. » Cet esclavage diffère de l'esclavage antique. L'esclave était alors un objet d'ostentation du maître et plutôt attaché à sa personne qu'à son domaine ; l'esclave américain est avant tout attaché au domaine du maître. C'est surtout une machine d'exploitation. Autre différence, ajoute Beaumont, « l'esclavage, chez les anciens, servait souvent les vices du maître ; son intelligence s'exerçait à cette immoralité. L'esclavage américain n'a jamais de pareils offices à rendre ; il quitte rarement le sol, et son maître a des mœurs pures. » La comparaison est belle, mais les enseignements de l'histoire ne nous permettent pas de considérer la dernière phrase de Beaumont comme un fait établi !

Peut-on abolir l'esclavage aux États-Unis ? Beaumont note la tendance générale vers l'affranchissement, et plusieurs causes morales concourent pour produire cet effet des croyances religieuses universellement répandues. Un argument autrement important contre l'esclavage dans le Sud est le suivant : les états du Nord sont plus riches, de ce fait que l'élément intelligent au lieu d'être oisif travaille. Mais comment se fera cette abolition ? On objecte que le blanc est plus intelligent que le noir. « ne se peut-il pas qu'il y ait chez le nègre une intelligence égale dans son principe à celle du blanc, et qui ait dégénéré par des causes accidentelles ? » Il cite sur ce grave problème les deux volumes de Richard, *Natural and physical history of man*, et le cas des noirs dans les états du Nord, où le même curriculum est appliqué dans leurs écoles, où « les enfants de couleur montrent une aptitude au travail et une capacité égale à celles des enfants blancs. » La question valait la peine d'être relevée, car il est prouvé aujourd'hui que les enfants noirs dans la toute première adolescence suivent de près les enfants blancs. Plus tard, le mélange jusqu'ici semble être assez désastreux. Mais peut-être n'y a-t-il qu'à enlever ces causes accidentelles dont parle Beaumont, ce qui présente une difficulté considérable. Certains noirs ont fondé de grosses fortunes dans le négoce dont on leur refusait l'esprit. Le fait est que, même aujourd'hui, le pourcentage est assez réduit de nègres parvenant au haut négoce. Il y a aussi le langage du planteur qui prétend que le nègre habitué au soleil peut seul cultiver la terre du Sud. L'objection des planteurs ne valait rien ou presque rien, comme les événements allaient le prouver ; d'ailleurs les terres sont dans des zones non tropicales, comme le souligne Beaumont, qui envisage deux solutions : l'affranchissement immédiat et total et l'affranchissement des enfants à naître. Pour la première solution, il est juste, dit-il, que le gouvernement rachète les noirs, puisque le maître en est possesseur. Mais cela implique une somme trop considérable. Suit une remarque prophétique sur ce qui peut résulter à la longue d'un état de choses qui commençait à tirailler le Nord et le Sud. « L'esclavage, qui peut, à la vérité, devenir un jour pour toute l'Union une cause de trouble et d'ébranlement, n'affecte actuellement et d'une manière sensible qu'une partie des États-Unis, le Sud »...

Mais que feront les nègres affranchis ? Ici deux systèmes s'affrontent. Celui de Jefferson, pour qu'un territoire fût assigné aux noirs ce qui établirait deux sociétés distinctes et créerait un danger ;

l'autre, le transport en Afrique, ce qui nécessiterait de grosses dépenses dont personne ne veut la charge. Puis le grand obstacle, c'est de vaincre la volonté du Sud ; or la Constitution spécifie que l'abolition ne peut s'opérer que par la volonté des États. C'était là, en effet, une grosse objection à renverser, pourtant l'avenir prouva qu'il y avait une solution possible même contre la volonté des États du Sud ! Enfin, il termine par une citation relativement juste quant à la première partie, mais tout à fait correcte quant à la seconde ; « il est incontestable que le froid des États du Nord est contraire à la race africaine, tandis que la chaleur des pays du Sud lui est favorable ; dans les premiers elle languit et décroît, tandis qu'elle prospère et multiplie dans les seconds. » Et il entrevoit une amélioration future qui ne s'est jamais réalisée, le gros et étonnant préjugé du blanc contre le noir n'est pas disparu, comme Beaumont le souhaitait le jour de l'affranchissement.

Ludovic rencontre Georges à New-York. Ce dernier lui dit les luttes illégales des Géorgiens contre les Indiens Chéroquis qu'on voulait spolier de leurs riches territoires, malgré la décision de la Cour Suprême. Georges Nelson était parti à leur aide. Arrêté, il est mis en prison. La lutte du blanc et du Peau-Rouge devait nécessairement arrêter Beaumont. Il n'appuie pas sur ce point douloureux, mais il laisse entendre ce qui est et le mauvais rôle que joue l'Américain. Il revient sur cette question, au tome II de son roman. Ces mêmes Indiens sont en marche vers l'Ouest, le gouvernement leur ayant concédé les forêts du Michigan « à perpétuité », selon les termes du traité. « Leur nouvel asile, ajoute Beaumont, sera respecté tant qu'il n'excitera point l'envie de leurs ennemis » ; alors les Indiens seront obligés de vider les lieux. C'est en effet ce qui s'est passé.

Georges et Ludovic entrent dans un théâtre où l'on ne parlait que de Napoléon, — nous sommes en 1815, (*Napoléon à Schœnbrunn*, *Napoléon à Sainte-Hélène*), quand soudain une bagarre éclate, causée par la présence de Georges reconnu comme homme de couleur. Ils recouvrent leur liberté après avoir satisfait à la loi, par une caution ; car « l'argent est un passeport universel, et il n'y a guère de lois pénales qu'on ne puisse éluder en payant. » Il est curieux que le magistrat n'ait pas appuyé sur ce point important de la législation américaine. La phrase citée ci-dessus donne à penser que Beaumont ne l'approuvait pas. Il y a là pourtant un expédient remarquable et juste qui consiste à ne pas immobiliser un prévenu,

à lui laisser le loisir de vaquer à ses affaires et à lui fournir l'occasion de se tenir prêt pour le jour du jugement. En même temps, la loi a une garantie en main. C'est une illustration ingénieuse du fameux proverbe : le temps est de l'argent.

Ludovic avait conçu un immense projet : préparer l'opinion par les lettres et les arts, à comprendre l'injustice qu'il y a à mettre une barrière entre les blancs et les noirs. Mais comment devenir ce grand libérateur ? « ... il me fallait, dit-il, pour atteindre le but, m'appuyer sur la poésie, sur les beaux-arts, sur l'imagination et l'enthousiasme ; comme si les beaux-arts, la poésie, les choses morales étaient puissantes sur un peuple positif, commerçant et industriel ! » Cependant, il admire la sociabilité des habitants, chez qui il ne trouve ni fierté aristocratique ni insolence populaire. Leurs mœurs sont parfois grossières, mais « leur grossièreté n'est jamais intentionnelle, elle ne tient pas à l'orgueil, mais au vice de l'éducation. » Mais il est « une qualité précieuse pour un peuple libre, c'est le bon sens »... « L'excellence de leur bon sens vient peut-être du petit nombre de leurs passions ; ce qui me le ferait croire, c'est que, livrés à l'orgueil national, le plus exalté de tous leurs sentiments, ils perdent entièrement la raison. » C'est joliment vu et les événements de 1835 en sont la preuve.

Et dans le dernier chapitre du tome I¹, portant en sous-titre *Littérature et Beaux-Arts*, Beaumont nous donne de la civilisation américaine des aperçus extraordinairement riches. L'utilité matérielle est le but des sociétés modernes. « Cette tendance, en Europe, lutte avec des souvenirs, des habitudes et des mœurs. Le présent subit encore l'influence du passé..., l'Amérique ne connaît point ces entraves ; elle s'avance dans la voie des intérêts matériels, sans préjugés qui la gênent, sans passions qui la troublent. » C'est une sorte de « féodalité industrielle. » « Aux États-Unis, les masses règnent partout et toujours, jalouses des supériorités qui se montrent et promptes à briser celles qui se sont élevées ;... Le peuple américain semble avoir été condamné, dès sa naissance, à manquer de poésie. » ...L'enfance mystérieuse des peuples encourage les hardiesses de l'imagination, or les États-Unis n'ont pas eu d'enfance mystérieuse. Il existe trop d'intérêts politiques ou commerciaux..., « le travail est la condition commune ; chacun travaille pour vivre, nul ne vit pour penser ». Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'auteurs ? Si, il y a

1. Ch p. xvii.

des auteurs, mais pas de public, parce qu'il n'y a pas de loisir. En effet, Beaumont parcourait un pays en voie d'enfanter de grandes choses, qui avait avant tout besoin de pionniers. « En Amérique, on n'estime des sciences que leur application. » C'était alors vrai, d'une vérité presque absolue, pour la raison citée plus haut. Vérité aujourd'hui encore, mais fortement mitigée. « Quiconque se sent du génie, se fait marchand ; les incapacités se réfugient dans le petit métier des lettres. » Pourtant l'imprimerie, eu Amérique, est en débauche ? « La littérature est une industrie dans laquelle les Américains prétendent exceller comme dans toutes les autres. Et ne croyez pas leur être agréable en leur disant que la conformité du langage rend commun aux États-Unis tous les beaux génies de l'Angleterre ; ils vous répondront que la littérature anglaise ne fait point partie de la littérature américaine. »

Est-ce à dire que Beaumont passera sous silence les quelques noms illustres des écrivains du temps ? Non, et l'un des premiers, il a bien parlé de la littérature américaine. Voici ce qu'il dit dans une note appendice du tome I. « Dirai-je que nul n'écrit avec talent dans un pays qui nous montre Washington Irving, dont les ouvrages réunissent la grâce du style, la délicatesse des idées, la finesse des aperçus ; Cooper, dont l'Europe admire le génie ; Edw. Livingston tout à la fois homme d'État et philosophe profond ; Robert Walsh qui joint à une prodigieuse facilité de style les charmes d'une conversation étincelante de traits et de saillies ; Jared Sparks, auteur de l'ouvrage remarquable publié sous le titre de *Vie du Gouverneur Morris* ; et beaucoup d'autres, Webster, Clay, Edw. Everett, Channings dans les sermons duquel on trouve beaucoup du style et de l'âme de Fénelon »...

Si la littérature était encore dans l'enfance, si elle n'avait pas encore touché les masses, il était une forme plus populaire de divertissement qui a présidé à l'éclosion de la littérature, sous sa forme pure, c'est le théâtre dont le développement a été entravé comme le remarque Beaumont par la forte antipathie puritaine. « Les grandes cités ont chacune un théâtre, mais les riches, qui sont toujours en avant de la corruption, s'efforcent vainement de le mettre en vogue. Le spectacle n'est point, en Amérique, un plaisir populaire ; la tragédie, la comédie, la musique italienne, sont des divertissements aristocratiques de leur nature, ils demandent aux spectateurs du goût et de l'argent, deux choses qui manquent au plus grand nombre. Les Américains ont plus de moralité parce qu'ils n'ont pas de spec-

tacles ; et ils n'ont pas de spectacles à cause de leur moralité, ceci est à la fois cause et effet. » Et dans une note de l'appendice, il semble se contredire, « A vrai dire, personne aux États-Unis, n'aime le théâtre. » Les sectes religieuses y font obstacle, c'est vrai, et là seulement est la véritable cause, car l'Américain aime et a toujours aimé le théâtre, sous tous ses aspects, comme le montrent les livres de Brown et de Hornblow ¹.

Cependant Beaumont ne semble pas apercevoir un avenir lumineux pour les lettres et les arts américains, il ne voit qu'une éternelle stagnation en vertu d'un vice radical de conformité. « Laissez grandir cette société, disent quelques-uns, et vous en verrez sortir des hommes illustres dans les lettres et dans les arts..., ceux qui tiennent ce langage confondent deux choses bien distinctes, la société et la civilisation. La société américaine est jeune ; elle n'a pas deux siècles. Sa civilisation au contraire est antique comme celle de l'Angleterre, dont elle descend. La première est en progrès, la seconde en déclin. La société anglaise se régénère dans la démocratie américaine ; la civilisation s'y perd. »

Nous sommes à Baltimore, un jour d'élection. On s'aperçoit que la voix de Georges Nelson avait fait pencher la balance. Des troubles s'ensuivent, obligeant Georges Nelson à s'enfuir à New-York où s'apprête le mariage de Ludovic et de Marie. Mais — renseignée par qui ? — la populace prend prétexte de ce mariage pour provoquer une émeute brutale contre les gens de couleur, même contre le prêtre catholique qui célèbre la cérémonie. Georges fait des prodiges. Cela peut à première vue paraître fantaisiste qu'un prétexte aussi futile puisse enflammer la populace, mais l'histoire nous dit qu'à cette date, ces sortes de soulèvements n'étaient pas inconnus. Beaumont et d'autres voyageurs ont parlé de différents attentats commis par la populace sur des propriétés religieuses, entre autres, la destruction du couvent des Ursulines à Charlestown, près de Boston, en août 1834, résultat du livre de Rebecca Theresa Reed, *Six months in a convent*, dont la circulation atteignit 35.000 copies. D'autres livres, comme ceux de Beecher, *A plea for the West* ; de S. F. B. Morse, *Brutus, or A foreign conspiracy against the U. S.*, et *The Confession of a French catholic priest* ; de Timothy Dwight, *Awful disclosures of Maria Monk*, etc... attisèrent les plus viles

1. HORNBLow (A.), *A. History of the Theater in America*, (Lippincott Co. Philadelphia, 1919, 2 vol.).

rancunes d'une populace brutale. En 1833, l'évêque Dubois posa la première pierre d'un collège catholique, à Nyack sur le North River, un certain prédicant Brownlee fait un sermon contre le Pape, et le collège est détruit par le feu. En 1835, des bagarres violentes ont lieu à la Nouvelle-Orléans. Dans les années 1830, des organisations se créent pour lutter contre un danger plus ou moins imaginaire, The Native American Democratic Association, The Native American Party, The Locofoco Party, The Knownothing Party...

Les deux amants tournent leur regard vers l'Ouest, où la forêt sauvage leur offrira un asile et à Nelson l'occasion de travailler pour les Indiens qui le connaissaient bien en Géorgie. Un Indien les guide dans leur fuite. Mais Marie tombe malade d'une souffrance morale surtout. On arrive à Saginaw où on espérait retrouver Nelson. Un Canadien qui part pour la chasse, remet sa cabane à Ludovic qui commence à bâtir leur nid d'amour. Un fidèle serviteur part pour Detroit chercher un médecin. Mais la santé de Marie baisse. Elle meurt et est enterrée dans la nouvelle cabane. Arrive une seconde troupe d'Indiens qui apporte une lettre de Georges, qui ayant épousé la querelle des Indiens et des noirs se met à leur tête. Les nègres au dernier moment font marche arrière, compromettant ainsi les efforts de Georges qui finit par trouver une mort glorieuse. Ludovic est au désespoir. Le projet de se détruire était entré dans son âme, que fort heureusement calme le médecin ramené par le fidèle serviteur. Nelson arrive enfin, mais ne peut supporter la présence des lieux témoins de son malheur, il décide de fuir vers l'Est. Ludovic, lui, demeure au lieu où il avait entrevu le bonheur.

Tel est le tableau de la civilisation américaine que nous présente Beaumont, dans son roman. C'était peut-être une façon discrète pour faire arriver jusqu'à ses concitoyens une matière neuve et des considérations auxquelles rien encore ne les avait préparés. Quoiqu'il en soit, ce tableau fragmentaire donne pour la première fois, une image vraie d'un peuple jusqu'alors ignoré, bafoué ou mal compris, parce qu'il avait le soi-disant tort de s'être charpenté une civilisation en dehors des données universellement reconnues ! Beaumont cherchait avant tout à disséquer l'organisme américain, à nous en présenter un tableau impartial. Il ne jugeait pas, il constatait.

Dans ses *Lettres sur les États-Unis d'Amérique* Saint-Victor, lui aussi, ne prétendait faire que des constatations objectives. Nous

avons vu plus haut¹ que, pour cet implacable adversaire du régime démocratique, l'Amérique de 1833 n'offrait que le spectacle d'un gouvernement de la canaille, d'une canaille outrecuidante, qui entretenait soigneusement les enthousiasmes naïfs d'un peuple qui croyait participer à la marche des affaires.

Or ce peuple, qu'il soit du Nord ou du Sud, marche enveloppé de ténèbres et ne donne nullement l'impression d'être en voie d'enfanter de grandes choses, comme le donnait à entendre Chateaubriand, que Saint-Victor prend à partie, lui et tout son temps. C'est en vérité pour Saint-Victor le début d'un stupide XIX^e siècle ! « Un homme est arrivé en France, il y a quelque 30 ans, apportant avec lui un recueil de fictions les plus extraordinaires sur un autre monde, décrivant des contrées qu'évidemment il n'avait jamais vues ; racontant des scènes de la vie sauvage, impossibles en réalité et qui n'avaient d'existence que dans son imagination ; et en ce qui concernait les peuplades policées parsemées sur ce vaste territoire, leurs mœurs et leurs gouvernements, ne s'élevant pas au-dessus des trivialités morales, philosophiques, politiques, qui ont été débitées avant et après lui ; mais arrangeant le tout en phrases sonores et brillantes qui pouvaient charmer et séduire de jeunes esprits, moins encore par ce qu'on y rencontrait de beautés réelles que parce qu'elles renfermaient de néologismes et d'affectation »... « De mémoire d'homme aucun succès n'a été plus prodigieux. Élevé sur le pavois littéraire par la coterie qui gouvernait alors la république des lettres, cet auteur, romanesque et romantique tout à la fois, au moyen de ce livre et de quelques autres de la même catégorie qu'on ne lit plus maintenant, et aussi, ... en s'aidant d'un Journal, est parvenu à se faire considérer, pendant plus de vingt ans, comme le premier écrivain, le premier orateur, le premier moraliste, le premier publiciste, le premier royaliste, je crois même aussi (du moins pour un peu de temps) le premier théologien de son siècle. Tout en ne cessant de se plaindre de ce siècle « ingrat », il a vu s'accumuler sur lui, pendant quinze ans, les grandes places, les grands honneurs et surtout les grands honoraires... C'est que dans ce malheureux siècle, où la corruption du goût littéraire a suivi celle des doctrines et des mœurs, un livre n'a la chance d'obtenir un succès « populaire » qu'en réunissant deux conditions, le « faux » dans la pensée et « l'étrangeté » dans le style. Ainsi s'explique le succès

1. Cf. II partie, p. 88 et seq.

européen de W. Scott, et le succès bien plus extraordinaire, quoique infiniment moindre, qu'a obtenu sa caricature américaine Fenimore Cooper qu'on dirait avoir écrit tous ses romans dans un entrepôt et auprès d'une écoutille. » Dans une autre lettre, il appellera ce dernier « l'illustre inventeur du roman nautique. »

Le peuple américain est un peuple de marchands, pour lequel tout se mesure à la « capacité du coffre-fort ». Les banqueroutes étaient alors nombreuses, mais ce qui l'a surpris, c'est la souplesse de la loi envers les banqueroutiers, qui ne sont pas mal vus, qui ne tiennent pas de livres, et qui, ayant fait faillite, vont s'installer ailleurs et souvent recommencent. C'est un mal qui, aujourd'hui encore, est loin d'être extirpé et dont l'étrangeté et la grandeur provoquent les murmures de la classe éclairée soucieuse du renom des institutions américaines.

Dans une autre lettre, il cite un article du *Mirror* de Washington, — qui pourrait bien être datée de 19..., — où l'on parle des femmes de premier rang, qui ont la tête tournée par un comte ou un duc, qui se couvraient des pieds à la tête de la noble effigie de cette « ancienne mouche du coche », de ce « Paillasse », entendez le marquis de La Fayette, quand ce dernier, accompagné de son secrétaire Levasseur¹, revint aux États-Unis, « pour y balancer ses comptes. » Il avait une ancienne dette à régler avec ses anciens amis. Il s'agissait d'une fourniture d'armes qu'il leur avait faite, pendant cette guerre fameuse de l'Indépendance, où il a cueilli ses premiers lauriers. Le Congrès vota d'enthousiasme une somme de 200.000 dollars. Le capital de la dette ne s'élevait pas à plus de 40.000 dollars. De plus, on lui a fait un cadeau de 35.000 acres dans la Floride, qu'il a mis en vente aussitôt, ce qui lui a rapporté un autre petit million. »

On comprend aisément que, sur le chapitre de la religion, sa raillerie sera inpitoyable. Ici, ce sont les Universalistes « espèces de fous », là, les Épiscopaux « les plus absurdes de tous qui singent la religion catholique et reconnaissent comme pape le roi d'Angleterre. » De Baltimore, il envoie un tableau qui n'aurait pas manqué d'être savouré, au XVIII^e siècle, par les adeptes de la « saine philosophie. » C'était le tableau de ces ignobles « revivals » mis à la

1. LEVASSEUR (A.), *Voyage du général La Fayette aux États-Unis d'Amérique en 1824 et 1825*. (Paris, 1829.) Le livre a été traduit par John D. Godman, M. D. *Lafayette in America in 1824 and 1825...* ; (Philadelphia, Carey and Lea, 1829, 2 vol. et New-York, White, 1829).

mode par l'église presbytérienne. Et il appuie ses observations sur des documents précis, tels, par exemple, ceux d'Ephraïm Perkins, dans un petit écrit *A serious address to the Presbytery of Oneida, on the manners of conducting the late revivals within their bounds*. « Les sauvages avec leurs Manitous sont placés moins bas sur l'échelle de l'intelligence ». C'est « le ridicule de l'abomination », comme dit le cardinal de Retz. « Ces scènes de fourbes et de maniaques, où se montre et se cache tout à la fois le dogme exécrable de la « prédestination fatale », établi par Calvin, sont presque toujours suivies d'aliénations mentales, qui se terminent souvent par des suicides. » Et il corrobore ses dires sur sept articles de journaux, où sont consignés des cas attestés. Des spectacles semblables l'environnent à Philadelphie, au pays des Quakers, à qui il confère la palme de la niaiserie. C'est une secte « de tout temps inoffensive et dont la fanatisme ridicule n'est du moins ni intolérant, ni persécuteur, ni envahisseur » ;... Puis c'est le tour des Méthodistes, fanatiques de meilleure compagnie, dont le succès est toujours croissant. Il fait l'histoire de la secte et cite un prêcheur méthodiste converti, qui, pensant aux Romains, disait « Un dieu leur inspira la Légion », mais quel diable inspira aux Méthodistes la Conférence ou Conseil Supérieur de l'église méthodiste, composée de cent membres « seules intelligences de cette association de brutes et de fanatiques, espèce de sénat qui se renouvelle lui-même » ? Leurs camp-meetings qui sont leurs revivals à eux, sont plus insensés que les Derviches tournant sans cesse sur eux-mêmes, ou les adorateurs du Juggernaut.

Une lettre de Philadelphie nous initie à la secte fondée à Harmony, dans l'Ohio, par Robert Dale Owen et Miss Frances Wright, qui obtiennent un succès monstre. Et Saint-Victor d'ajouter un petit mot sur Saint-Simon qui, voyageant dans ces parages, a volé à Owen sa doctrine communiste « sans en rien dire à personne ; de manière que les pauvres Saint-Simoniens, qui croient adorer en lui une espèce de demi-dieu, ne se prosternent, en effet, que devant un plagiaire, lequel, de même que ce tyran de je ne sais quelle farce comique, s'est montré extrêmement peu délicat. »

Examinant le système d'éducation selon Owen, Saint-Victor en vient à parler de l'éducation en général et des efforts des États-Unis dans cette voie. Il a vu clair quand il dit qu'on cherche avant tout à développer le côté pratique ; tous les efforts sont dirigés vers la vie active. Pouvait-il en être autrement ? Plus avisé était son contemporain Gustave de Beaumont qui ne pouvait présager

que du bon de cet immense effort de la jeunesse pour atteindre la lumière. L'éducation des jeunes filles, pour Saint-Victor, n'est pas meilleure et Mistress Trollope avait raison. Pour ce traditionaliste, rien de bon à espérer de cet excès d'indépendance, qui menace les fondements mêmes de la famille, mal assurés d'ailleurs aux États-Unis, où la rapidité des contrats fait du mariage une entreprise hasardeuse.

A Philadelphie, Saint-Victor entendit beaucoup parler d'un réfugié français, — un des premiers dans la longue lignée des philanthropes à venir, — Stephen Girard, mort à 80 ans. Ayant fait une fortune immense dans le commerce des eaux-de-vie, il avait légué dix millions de francs pour la fondation d'un collège, — ce qui est très bien, — où seront élevés gratuitement 500 orphelins, — ce qui est encore très bien, — mais ce qui ne l'est plus pour Saint-Victor, c'est que Girard stipula, dans son testament, qu'aucun ecclésiastique, aucun ministre ne pourra y exercer d'emploi. Selon la pure doctrine de Rousseau, l'élève décidera plus tard, par lui-même, et pour lui-même, H. M. Jones, dans l'ouvrage cité plus haut, nous donne quelques détails à ce sujet. Ce Girard était l'oncle de Madame Lallemand, femme du général. Ensuite, il est question de 300 orphelins, ce qui est un détail sans grande importance, mais ce que Saint-Victor ne nous dit pas, c'est que, en raison de cette renaissance religieuse dont nous parlions plus haut, le testament de Girard ne fut point exécuté à la lettre, car, nous dit Jones qui cite Bremer ¹, tous les matins, on lisait un chapitre du *Nouveau Testament* aux élèves assemblés.

Saint-Victor, lui aussi, a esquissé le portrait du Yankee, qui ressemble à notre normand, au parler traînant et monotone. Il lui reconnaît l'industrie, quand il s'aventure dans les pays de l'Ouest. Mais, attention, c'est un homme de mauvaise foi. Le Yankee, comme ses frères, est plus fripon, plus orgueilleux que le Chinois. Ici il tombe juste, quand il dit que cet orgueil est une maladie de l'esprit, dans ce pays où la canaille sait lire et prend le mot d'ordre de multiples journaux, qui lui enseignent qu'il est le plus intelligent, le plus industriel, le plus heureux peuple de la terre ! On pourrait croire que Saint-Victor exagère, connaissant sa mauvaise humeur, mais non, il a vu les premiers signes de cette rude campagne d'Américanisation qui s'étaient déjà manifestés, et il n'y a qu'à

1. *Homes of the new world*, I, 404.

se reporter au discours du Gouverneur de la Louisiane, Robertson, qui, en 1824, disait à la législature : Americans are « citizens of the only free, peaceful and enlightened government on earth » ; ou aux lettres de Godley, qui disait : « Providence has so obviously destined America for the Anglo-Saxons, and the Anglo-Saxons for America, that the means by which its designs are promoted should not be too roughly scrutinized. »

Ce peuple se pique même de connaissances artistiques ; pourtant dit Saint-Victor avec malice, les expositions ne sont pas très suivies, sauf quand il y a quelque nudité. Par exemple, cette Exposition de 1831, où un peintre français avait envoyé deux toiles représentant Adam et Eve, avant et après la Chute. Le fait est rapporté par Schouler ¹. Pour permettre au public de savourer le léger costume des acteurs, sans effaroucher sa moralité, on dut lui faire comprendre qu'il s'agissait d'une scène biblique ! D'ailleurs, ce n'était pas la première fois que certains éléments pudibonds jetaient les hauts cris ; en 1784, un moulage de la Vénus de Médicis avait choqué Philadelphie. Seuls de petits groupes, amateurs de la beauté plastique, allaient lui rendre visite. Vingt-et-un ans plus tard, l'Académie des Beaux-Arts de Philadelphie avait exposé cinquante moulagés des plus fameuses statues du Louvre, auxquelles il fallut ajouter un voile !

La lettre XVI est tout entière consacrée à l'esclavage, dont Saint-Victor est partisan. C'est « la meilleure institution et la plus sagement administrée du plus « libre » des peuples ». Le contraste est intéressant entre les deux régions, du Nord et du Sud, où, au lieu d'une égalité ridicule et irréalisable, on trouve un peuple esclave, persuadé qu'il est né pour servir, étant beaucoup plus heureux que cette populace du Nord, aux passions haineuses. C'est dans le Sud qu'on trouve, comme en Europe, la grande propriété et ses avantages, cette véritable indépendance sociale qui favorise la culture de l'esprit, qui inspire les sentiments élevés, et conserve le dépôt des traditions de famille. Cette grande propriété se trouve quelque peu menacée à cause de la regrettable mesure de Jefferson, qui a aboli le droit d'aînesse. L'esclavage, pour Saint-Victor, est de droit naturel, dans tous les lieux et en tous temps ; et, à l'appui de sa thèse, il cite l'excellente condition des missions espagnoles de l'Amérique du Sud, où les esclaves vivent en paix. Il est vrai, comme

1. History, IV, 19.

le souligne Saint-Victor, que les noirs préfèrent encore leur sort à la déportation au Libéria. Saint-Victor semble même faire de l'esclavage une partie intégrante du christianisme et il allègue les exemples tirés de la Bible.

Parlant du Sud et plus particulièrement du Kentucky, Saint-Victor ne manque pas l'occasion de prendre Chateaubriand en défaut. Tel passage de Farrall, dans *Rambles in America*, ne semble pas correspondre à celui que Chateaubriand en fait dans le *Génie*, où « les épis roulaient à flots d'or sur le tronc des chênes ? » Où les forêts étaient livrées aux flammes, alors que la cognée était seule employée ! Quelle sottise pour Saint-Victor de s'extasier devant de telles invraisemblances, comme le faisait le géographe compilateur Maltebrun, qui laisse traîner des erreurs à chaque page, quand il décrit ce « singulier pays », que Chateaubriand a dû rêver.

Et l'impression finale qu'il laisse du peuple américain n'est nullement engageante. Peuple corrompu dans ses voies, effréné dans ses passions, perpétrant plus de meurtres que partout ailleurs, — toutes proportions gardées, — et qui applique le moins la peine de mort, « la plus forte garantie de la sûreté publique. » Les criminels ne redoutent pas les sentences, ils s'enfuient même avant que la sentence ait été prononcée, vers le Texas ou l'Arkansas. Les suicides sont nombreux, et Saint-Victor en attribue la cause à l'athéisme régnant. Pas de frein, les mœurs de la population sont aussi débauchées que partout ailleurs, peut-être plus, à preuve les « houses of assignation », le nombre des prostituées dans les villes et les campagnes, qui encombrant les « female penitentiaries », lesquels ne sont pas toujours un succès de discipline et d'ordre, comme en témoigne ce rapport d'un sénateur chargé de la surveillance des prisons de la ville de New-York, l'alderman Peters. Ajoutez-y le peu de sécurité dans les rues, où les accidents de voitures sont nombreux et peu punis ; le peu de sécurité dans les maisons, que le feu détruit fréquemment et vous aurez un tableau sinistre de ce peuple qui se glorifie d'être « le moins gouverné des peuples »...

Pas moyen pour Saint-Victor de conclure, comme le disait Chateaubriand, avec quelque gracieux « souvenir à cette société naissante ¹ ! »

1. SAINT-VICTOR n'est pas le premier ultra qui ait attaqué aigrement les Américains et leurs mœurs. Peut-être la première satire violente de l'Amérique a-t-elle été écrite par le Baron de Montlezun, en 1818, dans son livre *Voyage fait dans les années 1816 et 1817*.

Aux environs de 1830, l'Amérique était avant tout « la noble patrie de Franklin et de Cooper », comme le dit la *Revue Encyclopédique* de 1829. Cette revue, sous la direction de Marc-Antoine Julien, s'est occupée de la littérature américaine, dès 1824, comme le montre M. Mantz ¹, qui semble faire excès de sévérité, dans son examen des revues de livres américains, parues soit dans la *Revue Encyclopédique* soit dans la *Revue des Deux Mondes*.

S'il est vrai que les critiques de la *Revue Encyclopédique* expriment souvent leur déception de ne pas rencontrer une œuvre bien marquante, leurs revues de livres américains sont presque toujours sympathiques, à preuve celle des œuvres de Halleck, qui deviendra original, dit la *Revue Encyclopédique*, le jour où il se détachera de l'imitation européenne. M. Mantz s'étonne que les critiques français cherchent avant tout dans les œuvres américaines ce parfum natal et qu'ils regrettent son absence dans des œuvres qui sentent trop l'imitation de la littérature du vieux monde. Ce sont souvent de simples pastiches ; mais comment s'étonner que, pour des Français, le groupe Franklin-Irving-Cooper soit représentatif du pays d'Outre-Atlantique ? Après tout, ils étaient, à cette date, les seuls représentants importants de la vie intellectuelle aux États-Unis. Dans cette période de formation où se trouvait l'Amérique, pourquoi s'étonner que la critique française semblât dédaigner ceux des auteurs qui ne vécurent qu'un jour ?...

Pourtant rien n'est à dédaigner dans les jugements que porte la *Revue des Deux Mondes*, en 1832, sur W. Irving, à propos d'une traduction de *l'Alhambra*, et sur Cooper, qui ont tous deux retenu longtemps l'attention du public français. Le critique de la *Revue des Deux Mondes* fait justement remarquer que tous deux semblent être engagés depuis quelque temps dans une fausse voie, en faisant des romans espagnols ou italiens, au lieu de continuer à exploiter cette mine nouvelle : les mœurs de leur pays. Et la postérité a souscrit aux jugements suivants, à savoir, pour Cooper, que son originalité réside dans le fonds, que ses histoires sont neuves, ses études neuves, mais que son style est incorrect et négligé. Pour Irving, qu'il possède la grâce et l'élégance du style, qu'il a de l'esprit, que c'était un conteur agréable, de l'école du *Spectateur*. Son *Histoire de Grenade* et sa *Vie de Colomb* apportent de sérieux documents historiques, mais son *Alhambra*, malgré ses paysages bien indiqués,

1. *French Criticism of American Literature before 1850*, (N. Y. Columbia University Press, 1917.)

son observation spirituelle, quoique superficielle, son appréciation du pays, fait voir qu'il n'a pas pénétré le fond de la poésie espagnole. C'est un spirituel et élégant auteur, qui possède quatre ou cinq manières, dont aucune n'est à lui. Il est farci d'Addison, de Swift, de Sterne, de Mackensie, de Lesage et de Cervantès. Et la critique émet des doutes sur la longévité de ses œuvres d'inspiration européenne, mais son *Histoire de New-York* et son *Salmagundi* vivront.

Quoi qu'il en soit, en 1835, Philarète Chasles, ce curieux et brillant explorateur des littératures espagnole et anglaise, est le premier des vrais critiques de la littérature américaine. Son étude, dans la *Revue des Deux Mondes* de 1835, malgré quelques jugements hâtifs et contradictoires, allait donner des aperçus et des opinions heureuses basés sur la connaissance de la vie et des mœurs du peuple américain, aperçus qui, pour être rebattus aujourd'hui, n'en étaient pas moins remarquables alors. La susceptibilité patriotique de M. Mantz paraît froissée des grands principes émis par Chasles et Tocqueville, à savoir que la littérature américaine est une dépendance de la littérature anglaise ; qu'il n'y a pas de littérature nationale, parce que la société américaine n'est pas née ; que l'esprit prosaïque domine ; que la littérature est encore un passe-temps ; que les auteurs manquent d'une forte individualité. Mais pour Chasles, comme pour Tocqueville, la race transplantée était appelée à des destins brillants ; sa vigueur physique était la promesse d'une nouvelle et saine littérature.

Mais une des meilleurs évaluations des choses d'Amérique que nous ayons à cette date, est encore celle que nous a laissée Michel Chevalier, dans ses *Lettres sur l'Amérique du Nord* ¹.

Nous avons vu ² l'importance que Michel Chevalier attribuait au « Banking-system » et aux institutions de crédit, source de la prospérité des États-Unis. Il ouvrait son Enquête par l'étude de ces problèmes tout modernes, persuadé qu'en France l'industrie et surtout l'agriculture retireraient d'inappréciables bénéfices d'un système aussi vastement organisé qu'aux États-Unis.

L'argent est donc à la base de la société américaine, sauf dans le mariage, dira-t-il plus loin. « Dans une société, dit-il, vouée à produire et à trafiquer, l'argent doit être vu d'un autre œil que chez des peuples à l'esprit militaire ou nourris d'études classiques et de spéculations savantes... Dans une société travaillante, l'argent,

1. Cf. I^e partie, chap. II, p. 28.

2. II^e partie, chap. II, p. 120.

fruit et objet du travail, ne sent pas mauvais. » Même justesse dans la constatation suivante, à savoir que dans tout crime on s'assure non du criminel, mais de sa bourse, par la caution, dont l'Amérique une et abuse, aurait pu ajouter Michel Chevalier. « La loi américaine est très sobre de peines corporelles en fait de simples délits, mais elle multiplie l'amende »... Et Michel Chevalier d'accueillir la nouveauté et l'originalité de cette mesure comme excellente. « L'arrestation préventive n'est-elle pas, dans beaucoup de cas, une rigueur odieuse et inutile ?... n'est-il pas plus humain et plus moral de punir celui qui enfreint les lois, par l'amende, c'est-à-dire par un prélèvement sur son travail passé ou futur ?... L'emprisonnement pour dettes répugne aux Américains. » Au fond de tous les actes de l'Américain, il y a donc l'argent..., « mais ce serait cependant se tromper que de croire qu'il ne sache pas s'imposer de sacrifices pécuniaires. Il a même l'habitude des souscriptions et des dons volontaires : il la pratique sans regrets, plus souvent que nous, et plus largement aussi : mais sa munificence et ses largesses sont raisonnées et calculées. »

Frappé par le contraste saisissant que lui présente ce peuple industriel avec l'état de choses qui prévaut en France, Michel Chevalier, en saint-simonien averti, juge sévèrement cette classe aisée qui a des loisirs, en France, qui est « hors d'état d'administrer et de régler les intérêts devenus dominants aujourd'hui, ceux de l'industrie et du travail. L'éducation littéraire est commune parmi eux ; mais l'éducation largement entendue y est extrêmement rare ». Or cette éducation de l'Américain, — sur laquelle Michel Chevalier ne s'arrête pas longuement, — pour laquelle on dépense des sommes fantastiques, vise ici à la pratique ; ce qu'on devrait faire en France, dit-il, même à l'armée. Au lieu de six ans perdus, pourquoi ne pas faire travailler le soldat, ce serait une diversion aux exercices militaires. Cela d'ailleurs fusionnerait peut-être des instincts et des mœurs auparavant séparés, le bourgeois et le prolétaire. « Le travail moralise l'homme » ; il est à la base de l'indépendance. Cette loi du travail est l'essence même de la vie américaine et Michel Chevalier, heureux de trouver là une application vaste d'un principe qui lui était cher, lui consacre toute une lettre. « A son unique objet, dit-il, tout pour lui se subordonne : l'éducation et la politique, la loi de la famille et celle de l'État. Tout, depuis la religion et la morale jusqu'aux usages domestiques et aux détails de la vie ; tout dans la société américaine est combiné et ployé sui-

vant la direction qui converge le mieux vers le but commun de chacun et de tous. »

Dans cette même lettre, il y a un passage où, parlant des destinées frustrées de la France en Amérique, la psychologie anglo-américaine et française est fort brillamment saisie. « Que fût-il arrivée si, au lieu d'être vaincus par les Anglais, nous eussions été leurs vainqueurs ?... Lorsqu'il s'agit de vaincre des nations sur les champs de bataille, le Français peut entrer dans la lice, la tête haute ; pour dompter la nature, l'Anglais vaut mieux que nous... ; physiquement, il est mieux constitué pour le travail... Si dans son œuvre, il rencontre un obstacle, il l'attaque avec une passion concentrée, dont, nous Français, nous ne sommes susceptibles que contre un adversaire sous forme humaine... L'Yankee avec sa femme au milieu des bois, peut se suffire à lui-même. Le Français est éminemment social ; il ne supporterait pas l'isolement au sein duquel l'Yankee vit à l'aise. Celui-ci se passionne, tout seul, pour l'œuvre qu'il a conçue et qu'il s'est imposée. Le Français ne peut se passionner que pour une entreprise industrielle qu'à condition d'être avec d'autres hommes, dont le concours soit évident et palpable ». L'Anglo-américain est un éternel pionnier, à tel point qu'en Amérique, et cela est encore de l'actualité, « il n'y a de considération que pour celui qui a une profession, et, ce qui est à peu près la même chose, qui est marié, pour l'homme enfin qui est membre actif, directement utile à l'organisme social... L'Américain est élevé dans cette idée... L'Américain est un homme d'affaires en permanence... Il n'a pas son pareil pour aller vite en besogne. » Et je ne connais pas de plus délicieux résumé de l'Américain-type que ces quelques lignes d'un auteur américain, que cite, sans le nommer, Michel Chevalier. « Nous naissons à la hâte, nous faisons notre éducation à la course ; nous nous marions à la volée : nous gagnons une fortune d'un coup de baguette, et nous la perdons de même pour la refaire et la défaire dix fois, toujours en un clin d'œil. Notre corps est une locomotive allant à raison de dix lieues à l'heure, notre âme, une machine à vapeur à haute pression ; notre vie ressemble à une étoile qui file, et la mort nous surprend comme un éclair ».

Mais Michel Chevalier creuse en philosophe les raisons profondes de cette organisation du travail. « Avec le peuple des États-Unis, rejeton de la race anglaise, et imbu de protestantisme jusqu'à la moelle des os, le principe d'indépendance, d'individualisme, de concurrence enfin, devait réussir ».

Et cette loi du travail intense, Michel Chevalier l'a constatée, dans toute l'ampleur de son fonctionnement, dans les grands centres industriels comme Cincinnati, Pittsburg et Lowell. Cette fièvre du travail, dit-il, cette indifférence naturelle pour les plaisirs, jointe à cette contrainte des organisations politico-religieuses, qui ont été salutaires, ont permis aux Américains d'accomplir leurs prouesses industrielles. Toutes les facultés de l'Américain sont combinées pour la production.

Ce qui frappe Michel Chevalier à Pittsburg, ce n'est pas l'aspect extérieur de la ville malpropre et enfiévrée, mais cet étonnant système de construire une ville au cordeau, avec bien vite une église, une école, une imprimerie, puis enfin une banque, même là où il n'y a que quelques maisons. « Je reviens au triple symbole de l'église, de l'école avec l'imprimerie et la banque. Une société qui se forme par agglomération autour d'un tel noyau ne peut que différer de plus en plus de la société européenne actuelle, qui s'est constituée principalement sous les auspices de la guerre et par une succession de conquêtes superposées les unes aux autres. La société américaine prenant pour son point de départ le travail, s'appuyant sur l'aisance générale d'un côté, et de l'autre sur un système d'instruction élémentaire commune à tous, et s'avancant avec le principe religieux pour boussole, semble destinée à atteindre un degré de prospérité, de puissance et de bonheur bien supérieur à ce que nous possédons maintenant avec nos organisations demi-féodales et avec notre inquiète antipathie pour toute règle morale, pour toute autorité. »

A Lowell, centre des filatures, Michel Chevalier a été fort surpris de trouver l'existence des ouvrières réglementée d'une façon très méticuleuse. Elles sont hébergées dans des « boarding-houses » où la discipline est sévère : on surveille de près leurs mœurs et leur assistance aux services religieux. Beaucoup plus tard, le système Taylor, après avoir organisé le travail scientifiquement, devait reprendre cette idée que la vie morale et affective de l'ouvrier devait être aussi réglementée en vue d'une meilleure production. Dans cette voie, les Américains ont quelquefois poussé le paternalisme jusqu'aux extrêmes limites.

Quelle qu'ait été la fusion du bourgeois et du prolétaire, une classe pourtant restait à jamais exclue, c'était la classe des noirs dont l'affranchissement, pour Michel Chevalier, semblait encore très éloigné. L'indépendance des noirs présente d'« insurmontables

obstacles au Nord comme au Sud, et soulèvera peut-être plus de répugnances au Nord qu'au Sud ». C'est le contraire qui est arrivé ! Il n'y avait pas là qu'une simple question financière. L'Anglais ou l'Anglo-Américain est exclusif, aussi fraternise-t-il difficilement, ajoute Michel Chevalier, et avec le noir c'est presque une monstruosité !

Michel Chevalier parle également de la presse américaine, qui n'a pas la considération dont jouit la presse européenne :... « elle est dépendante d'une opinion publique absolue, capricieuse et peu éclairée dans son despotisme... : le journalisme vit quelque peu dans la peur, car une opinion avancée lui serait funeste. » Les hommes courageux « n'ont point d'appui dans la presse. » On s'organise cependant pour lutter timidement contre les excès, on bavarde et on accouche d'une longue kyrielle de résolutions qui ne résolvent rien. Quelle actualité !

L'organisation est un des pôles de la civilisation américaine, voilà ce qu'a découvert Michel Chevalier, lors de son passage parmi le peuple du Nouveau Monde, le « premier peuple du Monde », comme il se nomme lui-même. C'est le titre d'une de ses lettres, où il fait preuve d'une extraordinaire largeur de vues¹. Quel contraste avec ce que dit Saint-Victor !

Comme conséquence, le pays tout entier présente une aisance générale, tandis que les sociétés européennes sont toutes plus ou moins rongées par la plaie du paupérisme. Michel Chevalier soupire... « il paraît naturel de penser qu'il y a lieu de retirer de l'étude de ce pays de précieuses indications pour la solution de la grande question qui agite l'Europe ; celle de l'amélioration du sort du plus grand nombre. »

Parmi tant de lettres remarquables que nous a laissées Michel Chevalier, il en est une qui, encore aujourd'hui, est étonnante de vérité, de vision et de pénétration. C'est la lettre X, sur *L'Yankee et le Virginien*, par laquelle nous terminerons. Ces deux types forment toujours comme les deux grandes assises de la civilisation américaine.

L'Yankée, dit-il, se croit « le fils aîné d'Adam »... « Toutefois il s'est mêlé au sang Yankee assez de sang étranger pour que le croisement des races ait contribué à modifier le caractère primitif de la population sortie de la Nouvelle-Angleterre, et à former ce troi-

1. CHEVALIER, *op. cit.*, Lettre IX.

sième type américain, celui de l'Ouest, type dont les contours sont confus encore comme son avenir, mais qui tous les jours dessine plus nettement ses formes athlétiques et ses prétentions ambitieuses et qui semble destiné à dominer les deux autres. »

Dans un passage très curieux de cette lettre, Michel Chevalier nous a semblé avoir fourni à Vigny le type du Yankee de *La Sauvage*. Il décrit des maisons de « farmers » dans le Missouri ; « l'une est sale, etc... elle appartient à un homme de la Caroline du Nord ; l'autre demeure est toute fraîchement peinte, entourée d'une barrière simple mais bien entretenue et blanchie à la chaux, avec une douzaine d'arbres bien émondés, tout à l'en tour ; à travers les fenêtres, vous distinguez dans un petit salon luisant de propreté, de jeunes garçons bien peignés et de jeunes filles vêtues presque à la dernière mode de Paris. » C'est celle du Yankee. Il n'y manque que la Bible ouverte sur un pupitre. Nous avons cru peut-être à une simple rencontre, en tous cas assez étrange. Mais M. Baldensperger ¹ signale en effet les *Lettres sur l'Amérique du Nord* de M. Chevalier comme ayant eu sur Vigny une influence décisive.

« La prédominance de l'Yankée dans le mouvement colonisateur lui a valu de devenir l'arbitre des mœurs et des coutumes. C'est par lui que le pays a une teinte générale d'austérité et de sévérité, qu'il est religieux et même bigot ; que les délassements qui sont considérés chez nous comme des distractions honorables, sont proscrits ici comme plaisirs immoraux ». Sous ce rapport, comme l'évolution de ce peuple positif est lente !

Quelle vigueur de synthèse dans la page qui suit, où Michel Chevalier a entrevu et prophétisé les destinées de ce type nouveau qui surgissait à l'Ouest,... l'Ouest, qui, selon Tardieu, a modifié l'Amérique, « l'Ouest qui a démocratisé les États-Unis en lui imposant le suffrage universel ; qui a fourni le creuset où se sont fondus les arrivants. C'est depuis que l'Ouest existe que les États-Unis sont devenus une grande puissance » ². Écoutez maintenant Michel Chevalier. « Actuellement, le travail matériel de la colonisation est singulièrement avancé. La base matérielle de la société est posée. Sur cette base, il s'agit d'élever un édifice social dont les formes sont

1. VIGNY (A. de), *Poèmes*, (éd. F. Baldensperger, Paris, Conard, 1914). M. Baldensperger signale aussi l'influence de la *Démocratie en Amérique*, de Tocqueville, ainsi que le roman de Beaumont, *Marie*, « roman mal coëçu... avec quelques bonnes observations ». (Page 369).

2. TARDIEU, *Devant l'Obstacle*, (Paris, Éditions Émile-Paul Fr. 1927, p. 17.)

inconnues encore, mais qui sera sur un plan nouveau, j'en ai la conviction ; car tous les matériaux en sont neufs ;... Lequel des deux du Virginien ou de l'Yankée est le plus propre à remplir cette tâche nouvelle ? Je ne sais, mais il me semble que le Virginien va avoir son tour, et que dans la phase où les États-Unis sont sur le point d'entrer, ses qualités sociales obtiendront la prédominance qui, dans une période de défrichement, devait naturellement appartenir à l'industriel Yankée. Je crois enfin que si l'Union se maintient, et que l'Ouest continue de former une seule masse de la Nouvelle-Orléans aux Chutes du Niagara, ce troisième type de l'Ouest, qui grandit et aspire à surpasser les deux autres, empruntera désormais beaucoup au Virginien et peu à l'Yankée. Ce n'est pas un mince avantage pour un peuple que d'avoir en soi deux types à physionomie caractérisée, lorsqu'ils s'harmonisent au sein d'une nationalité commune. Une nation dont tous les individus peuvent se rapporter à un type unique, est pour les peuples ce qu'est le célibataire parmi les individus. C'est une sorte de solitaire ; sa vie est monotone. Les plus vives et les plus douces facultés de la nature humaine sommeillent en lui. Il reste immobile, rien ne l'aiguillonne vers le progrès. Telle était l'antique Égypte... Un peuple à double type... a le don de la fécondité. Il se reproduit et se régénère lui-même... Les deux natures s'appuient et se tiennent en haleine ;... le peuple qui les porte en son sein atteint de hautes destinées... Le jeune géant qui grandit à l'Ouest..., dans sa main musculeuse, serrera le lien de l'association entre le Nord et le Sud. »

Ainsi convaincu que cette décentralisation était un bienfait pour l'Amérique, Michel Chevalier souhaite que Paris cesse de manœuvrer invisiblement le reste de la France. Il voudrait qu'on laissât au Nord et au Midi ce quelque chose de leur individualité respective détruite par la division en 86 départements. « N'est-il pas possible de gouverner la France de manière à satisfaire les intérêts, les idées et les sentiments du Midi sans faire violence au Nord ? »

Brissot de Warville ne se sentait pas tout à fait un étranger, en Amérique. Il était heureux de fouler, à son tour, cette terre, qu'avaient foulée d'autres membres de sa famille et au sein de laquelle un frère à lui dormait son dernier sommeil. Brissot de Warville est

un admirateur enthousiaste de l'Amérique¹. L'aspect de New-York, le physique des Américaines, les mœurs du pays, les institutions, jusqu'à la Franc-Maçonnerie, tout est sujet à louanges.

Les habitations de New-York « sont très élégantes ». New-York, « c'est un second Paris »... « New-York est un petit Paris s'il ne le dépasse par sa somptuosité et ses commodités de toute espèce »... « Le dimanche, la ville paraît un désert »... « Les théâtres sont assez fréquentés ; »... « Ils (les Américains) aiment beaucoup Napoléon, on voit une quantité de ses portraits ». Nous nous souvenons que plusieurs voyageurs ont déjà fait la même remarque, Beaumont entre autres. « Les Américaines, continue-t-il, sont jolies »... « Les femmes ont de la franchise, de la modestie et une gracieuse aisance »... « Les Américains ont une douceur de mœurs à admirer et à imiter »... « Ils sont remarquables par leur simplicité, s'occupent peu de leurs femmes, et encore moins de littérature »... « L'ambition ne tourmente pas les esprits, la liberté est le point de mire de l'Américain, qui jouit en paix de ses bonnes institutions, et n'aspire qu'à les consolider. Puissent les autres nations prendre exemple sur ce pays »..., « heureuse république ! ses nouveaux états sont unis entre eux par un pur fédéralisme, et ses liens cimentés par la concorde »,... « le président n'étant point inamovible, ce n'est qu'en se consacrant au bonheur du pays, en acquérant des droits à son amour, qu'il peut se flatter d'obtenir son suffrage. »

Rien ne peut arriver à le choquer, pas même le spectacle des convulsionnaires religieux, qui ont offensé tant de nos Enquêteurs. « On compte dans les états de l'Union une multitude de sectes différentes ; leurs cérémonies doivent piquer la curiosité, surtout lorsque les hommes et les femmes, se sentant inspirés, se mettent à prêcher. On ne peut voir leurs contorsions et leurs gestes sans éprouver un sentiment d'étonnement ».

Décidément, Brissot de Warville est devenu Américain intégral. Le voilà maintenant qui épouse la doctrine de Monroe ; l'isolement pour l'Amérique, c'est la source de son bonheur. « Les Américains n'ont jamais su que par l'histoire des peuples ce que c'était que la tyrannie... et tant qu'ils n'auront rien à démêler avec leurs voisins, tant qu'ils éviteront surtout de s'immiscer dans les querelles de l'ancien monde, ils jouiront de cette heureuse tranquillité qui semble avoir disparu des autres nations civilisées ».

1. F. WARVILLE (Brissot de), *Voyage au Guazacoalcos, aux Antilles et aux États-Unis*, (Paris, Bertrand, 1837. Cf. aussi p. 18).

Une seule ombre à ce tableau et qui le gâte légèrement. « Les meilleures institutions des nations présentent toujours quelque anomalie flagrante... Après la fameuse déclaration de l'Indépendance, les États-Unis devraient-ils maintenir l'esclavage ? peut-on se dire libre et avoir des esclaves ? C'est une contradiction que l'égoïsme seul a pu sanctionner ».

Cortambert, lui, n'aimait pas trop l'Amérique qu'il avait traversée comme « une flèche. » New-York ne peut rivaliser avec la baie de Naples. « Une rue large et longue, assez mal tenue, sauf les trottoirs ; des rues plus petites et encore plus mal tenues ; ... des maisons de briques, à la couleur maussade » ; ... Le dimanche, la ville est « morne et silencieuse ». Une architecture symbolique des préoccupations du pays, « quelques temples grecs pour les banques, un château gothique pour le pénitencier », à Philadelphie, où règne l'esprit quaker. « Tout est tiré au cordeau, les rues, l'esprit, les mœurs.. Les mille sectes... font assez bon ménage ici, comme dans le reste des États-Unis ; mais elles s'unissent pour déclarer la guerre aux catholiques ce qui n'empêche pas ceux-ci de faire des progrès ». Pourtant ces derniers sont en butte à toute sorte de tracasseries ; « on dirige contre les catholiques des accusations politiques ; on leur attribue l'intention d'introduire aux États-Unis la domination du pape ¹ ».

Pittsburg « la reine de l'industrie américaine », symbole aussi de cette activité dévorante du pays. Les Français « réalisent parfaitement le type *épiciier*. Les américains ressemblent à leurs machines à vapeur infatigables et impassibles, ils produisent des effets immenses, jusqu'à ce qu'ils se brisent. » Les Américains sont toujours en mouvement, ils voyagent beaucoup sur leurs superbes bateaux. Là, comme dans les hôtels, « s'entretiennent les mœurs républicaines », que Cortambert ne semble pas goûter outre mesure. « Dans toute la personne d'un Américain se lit la prétention au titre de *gentleman* ; mais il boit et mange, fume, chique, crache, bâille, s'étend dans toute sa longueur, ou s'endort, sans se douter que vous êtes là ². »

Qu'est-ce donc que la nation américaine ? « ce n'est qu'une société de commerce et d'industrie, politiquement indépendante ». Pour cette nation, Cortambert a des espoirs assez limités ; il pense

1. CORTAMBERT, *Voyage au pays des Osages*. (Paris, A. Bertrand, 1837).

2. *Ibid.*

comme Joseph de Maistre : « Il ne peut y avoir de légitimement organisée qu'une société théocratique ».

Mais le grand intérêt de son livre, c'est qu'il nous fait connaître un peu la vie des Indiens, au milieu desquels il a séjourné, sur les rives du Marais des Cygnes ou de l'Osage et du Vert de Gris, dans le Kansas et le Missouri.

Plusieurs Enquêteurs ont touché à la civilisation indienne, s'apitoyant sur leur sort malheureux et regrettant les procédés dont usaient envers eux les Américains conquérants. Seul Jacquemont s'est intéressé en philosophe à cette civilisation, qui s'étiolait au contact des Blancs. Il regrettait que, sans chercher à amener les Indiens à notre civilisation, on n'eût pas tenté avec eux une rare expérience de morale et de politique. Il aurait fallu, dit-il, pour cela « un concours de philosophie, de lumières et de bienfaisance publique, qui n'existe pas aux États-Unis ¹. »

Rien d'étonnant donc, comme le laisse à entendre Cortambert, que les Indiens détestent les Anglo-Américains. Ils aiment, par contre les Français, qu'ils appellent *Poil aux yeux*, à cause de leurs sourcils non rasés. S'ils les aiment, c'est parce que les Français, eux, traitent les Indiens de pair et pratiquent avec eux des unions pour lesquelles les Anglo-Américains n'ont que du mépris.

« Les Osages sont guerriers, hospitaliers et voleurs, ivrognes »... grâce aux Blancs, aurait pu ajouter Cortambert ! Ils pratiquent la polygamie. Chez eux, « la femme est peu respectée ». Les Chéroquis, voisins des Osages, passent pour être les plus civilisés. Ils portent le costume européen et la majorité parle l'anglais.

Il eut mieux valu les laisser errer au gré de leurs fantaisies que de chercher à leur léguer le plus mauvais de notre civilisation. Car, au voisinage des Blancs, qu'ont-ils gagné ? Ils ont récolté trois ou quatre maladies, ont vu disparaître leurs bisons, leurs castors et leurs ours. Ils ne sont pas frappés d'anathème ; ils sont victimes d'une race qui se croit supérieure, qui les met hors la loi. « Le républicanisme américain n'est pas le triomphe de l'humanité ; c'est un triomphe de race. ² »

Pour terminer, il nous reste à parler de quelques opuscules provenant de la famille des Chaumont. Autour de ces opuscules, plane un certain mystère, que nous avons en vain cherché à éclaircir.

1. JACQUEMONT, *op. cit.*, p. 192-193.

2. CORTAMBERT, *op. cit.*

Voici quelques renseignements biographiques, qui nous ont semblé indispensables ¹. Jacques-Donatien Le Ray achète, en 1750, le domaine de Chaumont. Il y reçoit Franklin, dont il est un fervent admirateur. Son fils, Jacques-Donatien Le Ray, né en 1760, conçoit un tel enthousiasme pour la patrie de l'illustre Américain, qu'il décide d'aller s'établir en Amérique. Nous le retrouvons possesseur de vastes terres dans l'État de New-York, fondateur de Le Rayville et de Chaumont dans l'Ohio. Il épouse une Américaine, Grace Cox. En 1790, il a un fils, Donatien-Charles-Vincent. En 1794, Jacques-Donatien Le Ray, devenu citoyen américain, fait un voyage en France, retourne en Amérique et rentre définitivement en France, en 1810.

M. Monaghan ² attribue à Vincent Le Ray un ouvrage introuvable *Renseignements sur la partie des États-Unis la plus favorable aux agriculteurs venant d'Europe*, paru à Paris, en 1833. C'est possible. Mais, d'autre part, nous avons lu deux opuscules de 1837, signés de Jacques-Donatien Le Ray de Chaumont ³. De plus, en 1859, paraissent en trois fascicules, dans la *Semaine des Familles* ⁴, des *Souvenirs des États-Unis*, réunis en volume la même année ⁵. Sur ce dernier ouvrage, il règne une véritable confusion. Dans la *Semaine des Familles* le récit est signé L. de Ch. La publication postérieure porte L. de Chaumont. M. Monaghan l'attribue à Vincent Le Ray de Chaumont. Le catalogue de la Bibliothèque Nationale l'attribue à un certain Léon Guillemin, auteur très prolifique. Cette attribution nous paraît tout-à-fait insolite. La raison en est que, dans *Souvenirs des États-Unis* comme dans les deux opuscules de 1837, il est fait mention des mêmes lieux en Amérique, les comtés de Jefferson et de Louis ou Lewis. Donc tous ces opuscules viennent, sinon de la même plume, du moins de la même famille. Le seul point encore obscur, c'est d'expliquer pourquoi la publication des *Souvenirs* a été si tardive ? Au début de ces *Souvenirs*, l'auteur fait mention des 25 meilleures années de sa vie passées en Amérique. Ce serait

1. D'après DUPRÉ (Alexandre), *Le Château, les Seigneurs de Chaumont*, (*Mémoires de la Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher*. Tome 5, Blois, 1856).

Et BOSSEBŒUF (L.), *Le Château de Chaumont-sur-Loire*, (Tours, Mame, 1906.)

2. MONAGHAN (F.), *French Travellers in the United States*.

3. CHAUMONT (J.-D. Le Ray de), *Notice sur la dépréciation des terres et sur leurs prix actuels, dans le Nord de l'État de New-York*. A la suite, *Notes sur les ventes faites dans le Nord de l'État de New-York*. (Paris, Didot l'aîné, juin 1837, 11 p.).

4. *Semaine des Familles*, 19, 26 mars, et 2 avril 1859.

5. CHAUMONT (L. de), *Souvenirs des États-Unis*, (Paris, Lecoffre, 1859).

donc Jacques-Donatien Le Ray, fils. Pour que ce fût Vincent, il aurait fallu, pour faire 25 ans, qu'il ne rentrât en France qu'en 1815, cinq ans après son père ? Il est possible aussi que Vincent, sous sa signature, ait publié des *Souvenirs* de son père ?

Quoi qu'il en soit, ces opuscules nous fournissent d'intéressants détails sur la vie des pionniers et sur le sort malheureux d'une autre colonie de réfugiés. J.-D. Le Ray de Chaumont avait fait l'acquisition de « plus de 200.000 acres de bonnes et belles terres », au Nord de l'État de New-York. Il avait compté attirer des colons, mais les colons se dirigent vers l'Ouest, escomptant une mise en valeur plus facile de leurs terres, traversées par les canaux et les chemins de fer. D'où des difficultés pour les gros propriétaires, en raison de la dépréciation des terrains et surtout des taxes élevées qui les grèvent. J.-D. Le Ray et son fils se débattent sans succès. « Mon fils continue de tout son pouvoir les efforts que j'avais faits pour donner au public une idée favorable des terres des comtés de Jefferson et de Louis, et y attirer des colons »... Ce fils, pour attirer les colons, « leur a fait des avances considérables de sa propre bourse ¹ ». « Les taxes dans l'État de New-York sont énormes sur les terres sauvages », pour forcer les propriétaires à attirer la population, « parce que l'influence de l'État dans le gouvernement fédéral est en proportion du nombre de ses habitants ² »...

« En retraçant mes souvenirs, dit J.-D. Le Ray ³, je me suis presque toujours borné à raconter ce que j'ai vu »... Il parle des comtés de Jefferson et de Lewis, où il a habité, nous donnant des détails sur le mode de vie de la population rurale et l'organisation politique. Le New-York State est divisé en comtés et en towns (ou communes). Ces dernières ont des droits et des pouvoirs fixés par la loi. Elles ont leurs greffiers, leur juge de paix, leur constable, leur assesseur des taxes et leur trésorier. Les comtés ont le tribunal, le shériff, leurs greffiers, leur trésorier et une Chambre de « supervisors ».

Les pionniers habitent ou dans des « log-houses », ou dans des « frame-houses ». Le dimanche, bien entendu, ils vont à l'église, mais tuent le reste du temps à jouer aux échecs. La récolte du sucre d'érable était déjà une source de richesse pour ces régions, « douce

1. LE RAY (J.-D.), *Notice sur la dépréciation*.

2. *Ibid.* *Notice sur les taxes*.

3. CHAUMONT (L. de), *Souvenirs des États-Unis*.

occupation dans ces beaux climats », dit J.-D. Le Ray. « Aux qualités d'énergie et de persévérance qui sont propres au caractère anglais, les Américains ont ajouté cette audace aventureuse que donne à l'homme un duel de tous les jours avec les forces de la nature »... « En résumé, les contrées les plus favorablement situées des États du Nord offrent un climat beau et salubre, un sol fertile, des eaux abondantes et pures, une population active et morale... la liberté, pour le pauvre comme pour le riche..., la certitude du bien-être ¹ »...

1. *Ibid.*

CONCLUSION

La répercussion de la Révolution de Juillet est redoutable pour le pays tout entier. Nous assistons pendant ces années tragiques de 1830 à 1837, à une transformation sociale, politique et économique. Tous les esprits du temps se lancent dans la mêlée. Réformateurs de toute nuance, politiques de tout parti, sociologues, tous avancent des solutions aux maux dont souffre la société. Les Romantiques eux-mêmes descendent dans l'arène. Lamartine est de bonne heure sollicité par la politique ¹. S'il ne veut pas toucher à la « boue républicaine », s'il se tient sur un plan à part, il n'en est pas moins vrai que sa voix éloquente sert la cause des temps nouveaux. Sur le siècle pèse un « crépuscule » inquiétant dit Hugo et Vigny gémit : « Le ciel est noir sur nous... »

Loin de renier son passé tout entier, la France évoluait irrésistiblement vers la démocratie. Pas de doute que nos aspirations anciennes eussent finalement et fatalement abouti dans le sens démocratique, mais à cette époque de malaise, l'appui de l'expérience américaine a pu peser dans la balance. Liberté et égalité d'un côté, arbitraire et masse ignorée de l'autre ; ordre et prospérité matérielle là, agitations révolutionnaires et paupérisme ici, lequel des deux pays avait l'avantage ? Graves problèmes qui déchirent les consciences et qu'examinent avec passion les journaux, les revues et les livres de nos Enquêteurs.

L'Amérique sera le laboratoire où chacun éprouvera au contact des faits le bien-fondé de ses solutions. Pendant cette période de 1830 à 1837, la France découvre l'Amérique une troisième fois. A la peinture poétique et brillante de Chateaubriand et à la déformation caricaturale dont l'Angleterre est responsable, en grande partie, succède une étude consciencieuse de nos Enquêteurs, dont les réactions au contact avec les réalités américaines sont, dans l'ensemble, sympathiques.

1: QUENTIN-BAUCHART (P.), *Lamartine, Homme Politique*, Chap. I.

Deux missions officielles s'occupent de la réforme du système pénitentiaire et des voies de communications. L'Amérique inaugurerait alors un système de justice sociale dont la France ne devait faire qu'une application partielle. Le temps semble avoir justifié notre réserve sur ce chapitre, aujourd'hui que nous assistons comme à l'échec du système des prisons américaines. Quant aux résultats immédiats et palpables dont bénéficiaient le commerce et l'industrie américaines, à la suite des nombreux travaux d'améliorations intérieures : chemins de fer, canaux, routes, la France devait en partie les méconnaître et longtemps restée en arrière.

Mais c'est surtout l'expérience que l'Amérique tentait dans le domaine de la politique qui allait retenir le meilleur des efforts de nos Enquêteurs. Deux conceptions du monde se trouvaient en présence, où les bases mêmes de la société moderne étaient en jeu.

Quelques retardataires isolés, partisans de la doctrine du droit divin, condamnent radicalement tout essai d'importation américaine sur le sol français. Certains éléments jacobins saluent chaudement l'ère démocratique nouvelle. La majorité de nos Enquêteurs jugeant le flot démocratique trop envahissant pour être brisé, cherchent à le contenir temporairement pour le diriger à loisir. Les temps ne sont pas encore tout à fait révolus pour une « démocratie pure ». Une transformation est inévitable, mais en attendant ce grand jour de la libération, il faut éduquer le peuple à ses devoirs futurs, tenter des réformes pour le bonheur de la classe la plus nombreuse, mais conserver à la France l'appui des capacités intellectuelles et défendre ces capacités contre l'envahissement de la masse. Ordre, liberté, hiérarchie sont les termes du programme de la plus sage partie du pays. Deux camps sont aux prises : bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie restera victorieuse sous Louis-Philippe, mais perdra du terrain pouce à pouce.

Au terme de notre travail nous nous demandons mélancoliquement si cette découverte de l'Amérique, — la troisième par sa date, mais la première par son ampleur, — il y a cent ans environ, a inauguré une ère de meilleure compréhension entre nos deux pays ? Se mieux connaître est-ce vraiment se mieux comprendre ? Au contact des choses d'Amérique avons-nous appris à ne plus voir la réalité à travers les sentiments ? Avons-nous épuisé ce qu'il y a de fécond dans le commerce de nos deux civilisations ? Ou l'Obs-tacle comme le soupirait M. Tardieu, est-il donc infranchissable ?

BIBLIOGRAPHIE

LES ENQUÊTEURS FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS de 1830 à 1837.

I. — OUVRAGES PRINCIPAUX CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

A. — Ouvrages connus du public avant 1837.

LUCAS (Charles-Marie), *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*. (Paris, 3 vol. Vol. I : Bossange, 1828, Vol. II, III : Th. Dehay, 1830).

MURAT (Prince Achille), *Lettres sur les États-Unis, à un de ses amis d'Europe*. (Paris, Bossange, 1830, in-12).

MURAT (Prince Achille), *Esquisse morale et politique des États-Unis de l'Amérique du Nord*. (Même ouvrage que le précédent). (Paris, Crochard, 1832, in-12).

BEAUMONT et TOCQUEVILLE, *Note sur le système pénitentiaire et sur la mission confiée par M. le Ministre de l'Intérieur à G. de B. et A. de T.* (Paris, Impr. de H. Fournier, 1831, in-8).

BEAUMONT et TOCQUEVILLE, *Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France, suivi d'un appendice sur les colonies pénales et de notes statistiques*. (Paris, H. Fournier, 1833, in-8).

BEAUMONT et TOCQUEVILLE, *même ouvrage que le précédent*. (Paris, C. Gosselin, 1836 ; 2 tomes en 1 vol.).

PAVIE (Théodore), *Souvenirs Atlantiques. Voyages aux États-Unis et au Canada*. (Paris, Roret, 1833 ; 2 vol. in-8).

FOREST (Prudent), *Voyages aux États-Unis de l'Amérique en 1831*. (Lyon, Impr. de J. Perret, 1834, in-8).

POUSSIN (Guillaume-Tell), *Travaux d'améliorations intérieures projetés et exécutés par le gouvernement général des États-Unis d'Amérique de 1824 à 1831*. Paris, Anselin, 1834.

BEAUMONT (Gustave de la Bonninière de), *Marie, ou l'Esclavage aux États-Unis, tableau de mœurs américaines*. (Paris, C. Gosselin, 1835, 2 tomes en 1 vol. in-8).

BEAUMONT (Gustave de la Bonninière de), *même ouvrage* 2^e édition, 1835. 3^e édition, 1836.

SAINT-VICTOR (J. M. Bins, de), *Lettres sur les États-Unis d'Amérique, écrites en 1832 et 1833 et adressées à M. le C^{te} O'Mahony, par J. M. B. de St-Victor*. (Paris, au dépôt central de la librairie, 1835. 2 vol. in-8).

LAUJON (A. P. M.), *Souvenirs de 30 années de voyages à St-Domingue, dans plusieurs colonies étrangères et au continent américain*. Paris, Schwartz et Gagnot, 1835. 2 vol. (Une note de M. Monaghan indique ceci : vol. II, p. 1-223 contains his American experiences : of great interest and value). Ce sont des voyages de la fin du 18^e et du début du 19^e siècle, sans importance pour notre sujet.

HAUT-CILLY (Auguste-Bernard du), *Voyage autour du monde... pendant les années 1826, 1827, 1828 et 1829*. (Paris, Arthus-Bertrand, 1835).

TOCQUEVILLE (A. de), *De la Démocratie*. (Paris, Gosselin, 1835-40).

TOCQUEVILLE (A. de), *Correspondance publiée en 1860*. (Paris, Michel-Lévy, 1860).

TOCQUEVILLE (A. de), *Nouvelle Correspondance*. (Paris, Michel-Lévy, 1866).

CHEVALIER (Michel), *Lettres sur l'Amérique du Nord*. (Paris, C. Gosselin, 1836. 2. vol. in-8, carte).

POUSSIN (Guillaume-Tell), *Chemins de fer américains*. (Paris, Carilian-Gœury, 1836).

BRISOT DE WARVILLE, (Anacharsis) : *Voyage au Guazacoalcos, aux Antilles, et aux États-Unis*. Ouvrage précédé de trois lettres de

- La Fayette. (Chap. 2, 19, 20, 21 sur les États-Unis). (Paris, Arthus-Bertrand, 1837).
- CORTAMBERT (Louis-Richard), *Voyage au pays des Osages. (Wagner states that : « Cortambert in 1835 went out from St-Louis to the Osage Agency and the Union Mission by way of Independence ». « Excursion aux cataractes du Niagara. Juin 1833 », p. 85-94)* (Paris, Arthus-Bertrand, 1837).
- LE RAY de CHAUMONT (Jacques-Donatien), *Notice sur la dépréciation des terres et sur leurs prix actuels, dans le nord de l'État de New-York.* (Paris, Didot l'aîné, juin 1837, 11 p.).
- LE RAY de CHAUMONT (J.-D.), *Notice sur les taxes dans l'État de New-York et notamment dans le Castorland.* (Paris, Didot l'aîné, 1837, 3 p.).
- DUCPÉTIAUX (Édouard), *Des progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire et des institutions préventives aux États-Unis, en France, etc...* (Bruxelles, Hauman, Cattoir C^{ie}. 1837-38. 3 vol. in-18).
- DEMETZ (F. A.), *Lettre sur le système pénitentiaire.* (Paris, H. Fournier, 1837).

B. — Ouvrages parus après 1837.

- BONNET (Dr. A. B.), *Considérations nouvelles sur l'emprisonnement cellulaire.* (Bordeaux, Cazay, 1844. 16 p.).
- LE RAY DE CHAUMONT (Vincent), *Souvenirs des États-Unis.* (Paris, Lecoffre C^{ie}, 1859. 16 p. in-4). (The author of the pamphlet states that he spent the best twenty-five years of his life in New-York State, which he left in 1833. The B. N. catalogue lists. *Souvenirs des États-Unis* as the work of Léon Guillemin).
- JACQUEMONT (Victor), *Correspondance inédite avec sa famille et ses amis, 1824-1832.* (Paris, Michel-Lévy frères, 1867, 2 vol. XVI, 390 ; 384 p. in-8).
- JOUIN (Henry), *Lakanal en Amérique d'après sa correspondance inédite (1815-1837).* Ce qu'il faut penser de son ouvrage : *Vingt-deux ans de séjour aux États-Unis.* (Besançon, Typographie et lithographie Dodivers C^{ie}. 1904. 71 p. gr. in-8).
- BONAPARTE (Joseph), *Lettres d'exil (Amérique...), publiées avec une introduction, des notes et des commentaires par Hector Fleischmann.* (Paris, E. Fasquelle, 1912. VIII, 317 p., in-12).

II. — JOURNAUX ET REVUES, 1830-1837.

Le National.

Le Temps. (Il manque du 30 juin 1835 au 1^{er} juin 1837).

Le Correspondant. (Rien après août 1831).

L'Avenir. (17 octobre 1830 — 15 nov. 1831).

Le Journal des Débats.

Le Constitutionnel.

La Revue des Deux Mondes.

La Revue Britannique.

La Revue de Paris.

III. — OUVRAGES APPORTANT DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR DIVERSES PHASES DES PROBLÈMES TRAITÉS PAR LES ENQUÊTEURS.

American Year Book The : 1930.

BALZAC (H. de), *Le Curé de Village*, 1837-45. (Paris, Calmann-Lévy.)

CHATEAUBRIAND, *Voyage en Amérique, en France, en Italie.* (Paris, Ladvocat, 1827, 2 vol. et Paris, Ledentu, 1834. 2 vol. in-18).

CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe.* Édition Edm. Biré. (Paris Garnier).

LAMENNAIS, *Paroles d'un Croyant.* (Paris, Garnier, s. d.).

LAMENNAIS, *Le Livre du Peuple.* (Paris, Garnier, s. d.).

LAMENNAIS, *Œuvres posthumes*, Publiées selon le vœu de l'auteur, par E. D. Forgues. Correspondance, 2 vol. (Paris, Paulin-Chevalier, 1859).

LAMENNAIS, *d'après sa Correspondance*, par R. P. Mercier, S. J. (Paris, V. Lecoffre, 1895).

MAISTRE (Joseph de), *Soirées de St-Pétersbourg.* (Lyon, 1872, 2 vol.).

VABRES (Donnedieu de), *La Justice pénale d'aujourd'hui.* (Paris, A. Colin).

VIGNY (A. de), *Journal d'un poète*. L. Séché. (Paris, La Renaissance du livre, s. d.).

WALLON (M.), *Les St-Simoniens et les Chemins de fer*. (Paris, 1908. Thèse, cité par M. Charléty).

IV. — OUVRAGES HISTORIQUES, HISTOIRE DES IDÉES.

BEER (Max), *Histoire Générale du Socialisme et des Luites sociales*
Vol. IV, *Les Temps Modernes, 1740-1850*. (Paris, Les Revues, 1931)

CHARLÉTY (S.), *Histoire du St-Simonisme, 1825-64*. (Paul Hartmann, 1931).

FAÿ (Bernard), *L'esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis, à la fin du 18^e siècle*. (Paris, Champion, 1924).

GORCE (P. de), *Louis-Philippe, I. — Le Roi et le Règne*. (R. D. M., 15 avril 1931. p. 810-834). *II-L'impuissance à fonder*. (R. D. M., 1 mai 1931. p. 151-173).

LAUNAY (R.), *Les Pères de la Démocratie*. (Paris, Perrin, 1903).

LAVISSE, (E.), *Histoire de France*. (Paris, Hachette, 1900-1911).

LESUR-TENCÉ, *Annuaire Historique Universel, 1830-1837*. (Paris, Fantin).

LUCAS-DUBRETON, *La Restauration et la Monarchie de Juillet*. (Paris, Hachette, 1926).

MORNET (D.), *La Pensée française au 18^e siècle*. (Paris, Colin, 1929).

PERREUX (Gabriel), *Au Temps des Sociétés Secrètes. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet. (1830-1835)*. (Paris, Hachette, 1931).

PRIOR (O.-H.), *Morceaux Choisis des Penseurs français du 16^e au 19^e siècle*. (Paris, Alcan, 1930).

QUENTIN-BAUCHART (P.), *Lamartine, Homme Politique*. (Paris, Plon, 1903).

REYNAUD (Faul), *Les Trois Glorieuses*. (Paris, Hachette, 1928).

SEIGNOBOS, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*. (Paris, A. Colin, 1897-1926).

V. — MONOGRAPHIES ET LIVRES DE CRITIQUE.

- ADAMS (H.-B.), *Jared Sparks and A. de Tocqueville*. (*Johns Hopkins University Studies in History and Political Sciences*. Series XVI. N° 2, 1898).
- BALDENSPERGER (F.), *Le mouvement des Idées dans l'Émigration*. (Paris Plon-Nourrit, 1924, 2 vol.).
- BALDENSPERGER (F.), *Le séjour de Talleyrand aux États-Unis*. (*Revue de Paris*, 15 nov. 1924, p. 364-387).
- BERTIN (G.), *Joseph Bonaparte en Amérique, 1815-1832*. (Paris, Librairie de la Nouvelle Revue, 1893).
- CESTRE (Charles), *Alexis de Tocqueville, témoin et juge de la civilisation américaine*. (*Revue des Cours et Conférences*, janvier 1933. N° 4 et suivants).
- FAGUET (E.), *Politiques et Moralistes du XIX^e siècle*. (Paris, Société française d'imprimerie, 1900).
- HAWKINS (R.-L.), *Unpublished letters of A. de Tocqueville*. (Harvard University Press, 1933).
- SPULLER (E.), *Lamennais*. (Paris, Hachette, 1892).
- LITTRÉ-PAULIN, *Œuvres politiques et littéraires d'A. Carrel*. (Paris, F. Chamerot. 1857-59. 5 vol.).
- MANTZ (H.-E.), *French Criticism of American Literature before 1850*. (Columbia University Press, New-York, 1917).
- MILL (J. Stuart), *Dissertations and discussions political, philosophical and historical*. (New-York, Holt and Co. 1882. Vol. 2, p. 79-162).
- NICARD DES RIEUX (S.), *Michel Chevalier St-Simonien*. (Paris, 1912. Thèse, cité par M. Charléty).
- REEVES, *The Napoleonic Exiles in America*. (*Johns Hopkins University Studies in History and Political Sciences*. XXIII. N° 9-10) (s'arrête à 1820).
- TOCQUEVILLE (A. de), *H. B. Adams, J. Sparks and A. de Tocqueville*. (*Johns Hopkins University Studies in History and Political Sciences*. Series XVI. N° 12. 1898).
- WEILL (G.), *Les lettres d'Achille Murat*. (*Revue Historique*, sept.-déc. 1906).

VI. — DIVERS INSTRUMENTS DE TRAVAIL.

BARRINGER (G.-A.), *Catalogue de l'Histoire d'Amérique*. (Paris, 1903, tome 1).

BOURQUELOT (F.) et MAURY (A.), *Dictionnaire bibliographique*. (Paris, Delaroque, 1854).

Catalogue Manuscrit de la Bibliothèque de l'Institut.

FOSDICK (Lucian John), *French Blood in America*. (Boston, The Gorham Press. Badger R. G. 1919).

HATIN (Eugène), *Bibliographie historique et critique de la presse périodique française*. (Paris, F. Didot, 1866).

HATIN (Eugène), *Histoire politique et littéraire de la presse en France*. (Paris, Poulet-Malassis et de Broisse, 1866).

JONES, (Howard Mumford), *America and French Culture, 1750-1848*. (The University of North Carolina Press. 1927).

MONAGHAN (F.), *French Travellers in the United States 1765-1931. Bibliographical list*. (*Bulletin of the New-York Public Library*, March-October, 1932).

) Vu le 12 Octobre 1934.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et Permis d'imprimer,

Le Recteur
de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Missions Officielles

CHAPITRE I. Le Système Pénitentiaire	1
CHAPITRE II Les Chemins de Fer.	21

DEUXIÈME PARTIE

La Politique. La France, évoluant vers la Démocratie, se tourne vers l'Amérique.

CHAPITRE I. La Démocratie américaine vue par la Presse et les Revues françaises	27
CHAPITRE II. La Démocratie américaine à travers les livres des Enquêteurs	63

TROISIÈME PARTIE

La Vie Sociale américaine.

CHAPITRE UNIQUE :	95
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE	149

S. I. L. I. C.

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS LITTÉRAIRES
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

41, RUE DU METZ, LILLE — 7954 — 10-34

